

le travail

Dans une recherche, il faut pouvoir faire un tour de table et laisser toutes les opinions s'exprimer avant de tenter une synthèse...

Pour amorcer un débat, il faut que chacun ait la possibilité de dire *des bêtises* avant d'approcher, dans l'élaboration collective, une part de vérité relative et momentanée...

C'est un peu la démarche, le *chemin* que veut tracer cette nouvelle collection : *Du charbon pour les braises - Réflexions croisées sur...*

Vous y lirez des textes qui vous exaspéreront et d'autres qui vous caresseront dans le sens du poil... en espérant que, sur la ligne d'arrivée, chacun y trouvera son miel.

Nous commençons cette aventure par deux thèmes à la fois incontournables et inséparables : **le travail** et **les retraites**.

De l'anarcho-syndicalisme de classe à la critique situationniste du rôle idéologique du travail salarié, vous y trouverez des réflexions antagonistes, polémiques, contradictoires, antinomiques, incompatibles... et complémentaires !

Ces brochures rassemblent plusieurs voix, plusieurs langues. Elle abordent la même problématique sous plusieurs angles. Elles ne prétendent pas à *la Vérité*. Elles ne proposent aucune solution miracle. Ce sont, avant tout, des outils de réflexion et de débats ; autant d'invitations à confronter un essentiel libertaire, et donc forcément pluraliste, à la complexité du réel.

Aux lecteurs et à leurs organisations de s'en saisir, d'en tracer les synthèses et de les faire vivre au sein du mouvement social pour une société enfin débarrassée du pouvoir et de l'exploitation.



le travail



Soulas

The Sparrows' Nest
Anarchist Library
ID: 1783
Shelve under: L

NOTES DES ÉDITEURS

Du charbon pour les braises

Tout vagabondage déplaît au bourgeois, et il existe aussi des vagabonds de l'esprit, qui, étouffant sous le toit qui abritait leurs pères, s'en vont chercher au loin plus d'air et plus d'espace. Au lieu de rester au coin de l'âtre familial à remuer les cendres d'une opinion modérée, au lieu de tenir pour des vérités indiscutables ce qui a consolé et apaisé tant de générations avant eux, ils franchissent la barrière qui clôt le champ paternel, et s'en vont par les chemins audacieux de la critique, où les mène leur insatiable curiosité de douter. **Max Stirner**

Pendant des millénaires, l'histoire s'est égrenée au rythme lent de la répétition de gestes ancestraux, de leur polissement, de leur perfectionnement. Quand un esprit curieux découvrait une technique nouvelle, il fallait des décennies, parfois des siècles, avant qu'elle ne s'inscrive dans le paysage et le sculpte de ses effets.

Depuis une petite cinquantaine d'années, le rythme s'est emballé. Les innovations technologiques et la mondialisation capitaliste ont accéléré comme jamais la cadence et l'intensité des évolutions qui transforment notre quotidien. Désormais, tout va de plus en plus vite !

Face à cet emballement de l'histoire consécutif à l'accélération des "progrès" de la science et des techniques (dont c'est une réalité quotidienne qu'ils ne profitent qu'à une minorité et qu'ils jouent à la roulette russe avec la survie de l'humanité), les réactions sont diverses.

Certains, parce qu'ils estiment que le "progrès" est en soi une bonne chose, s'en réjouissent et, explicitement ou implicitement, y apportent leur caution (uniformisation productiviste, auto-destruction des conditions mêmes de la vie, apartheid social planétaire, dictature des marchés financiers...). D'autres s'en inquiètent, et sans remettre en question l'essentiel (le capitalisme), tentent d'accompagner un mouvement, qualifié d'*irrésistible*, d'un "contrôle citoyen". D'autres encore, s'en apeurent et en appellent à un retour aux *valeurs sûres* d'un passé mythifié. D'autres enfin, bottent en touche et nous expliquent que c'est le capitalisme qui pervertit le "progrès" et que, mais c'est bien sûr, avec le socialisme ou l'anarchisme, il en irait tout autrement.

Pourtant, toutes ces réactions sont loin du bon sens populaire qui, face à toute chose, tente de faire preuve de pragmatisme !

TOUJOURS DISPONIBLE EN LIBRAIRIE

Réflexions et propositions anarchistes sur le travail

Une brochure des *Éditions du Monde Libertaire* (1995)
Coordonnée par le groupe de Rennes de la Fédération Anarchiste

Car, c'est une évidence, les greffes de cœur, de reins, de foie... assistées ou non par satellites et ordinateurs, sont à saluer et à encourager ! C'est une évidence que le capitalisme transforme en marchandise tout développement scientifique ! C'est une autre évidence que le socialisme ou l'anarchisme sont susceptibles de *partager* plus égalitairement les *bénéfices* de ce développement ! Ce sont enfin des évidences que le productivisme (capitaliste ou non), parce qu'il est incapable de s'auto-limiter, est un non-sens ! Qu'un missile balistique intercontinental a peu de chance d'acheminer le courrier plus rapidement. Qu'une centrale nucléaire génère une conception centralisatrice et technocratique de la production d'énergie ! Qu'un char d'assaut, fût-il de la dernière génération, ne sera jamais recyclable en tracteur !..

On l'aura compris, le problème n'est pas tant de savoir si les développements scientifiques et techniques sont, par nature, *bons* ou *mauvais* que de savoir à qui ils profitent !

La question, face à la science comme face à toute chose, est, a toujours été et sera toujours celle du **bonheur** (c'est l'éternelle question du *pourquoi* des choses) et celle de la **liberté** (c'est l'éternelle question de savoir qui *décide* du bonheur de chacun et de tous).

À leur manière, avec cependant une certaine tendance au scientisme, les différentes tendances du mouvement ouvrier, dont les anarchistes, se sont un temps approchés de la quadrature du cercle en amorçant un processus de révolution sociale, de partage égalitaire des richesses. Et d'un progrès technique et scientifique au service de tous les citoyens du monde.

Aussi, à l'heure où le cauchemar stalinien est enfin rayé de la carte... à l'heure où le capitalisme mondialisé (ses partisans affichés comme ceux qui, sous couvert de le réformer, n'en finissent plus de le gérer) se présente comme une réalité indépassable... à l'heure où l'obscurantisme religieux tente de s'approprier tout espoir en un monde meilleur... il est plus que temps de réaffirmer notre rêve d'égalité, de fraternité et de liberté.

Des questions, des questions et encore des questions pour circonscrire l'incendie du scientisme, de l'obscurantisme et de la résignation. Des réponses, des réponses et encore des réponses pour raviver notre quête du bonheur. Des volontés, des volontés et encore des volontés pour allumer des incendies de liberté aux quatre coins de l'aliénation. **Du charbon, du charbon et encore du charbon... pour les braises !**

La présente brochure (ainsi que la suivante, consacrée au débat sur **l'avenir des retraites**) s'inscrit clairement dans cette perspective.

Elle ne se revendique ni du *droit au travail* ni du *droit à la paresse*.

Ses éditeurs n'ignorent pas que le *travail salarié* est au travail ce que la musique militaire est à la musique, ni que *l'exploitation de la force de travail humaine* est devenue, aujourd'hui, une condition inessentielle à la reproduction du capital spéculatif. Ils ont compris depuis longtemps qu'il était de peu d'intérêt de *perdre sa vie à la gagner*. Ils savent pertinemment que l'empire a les moyens de distribuer gratuitement du pain et des jeux à ses sujets. Ils affirment que l'effort dans la vie en société, dans la vie tout court et dans la quête du bonheur et de la liberté ne peut se conjuguer qu'avec l'exigence radicale de l'égalité. Ils ne se lassent pas de poser les questions du *pourquoi* et de ses impertinences, ni du *comment* et de ses utopies.

Cette brochure est la première d'une série dont notre seule ambition est qu'elle soit infinie !

Les Éditions du Monde Libertaire - Les Éditions Alternative Libertaire

Le travail, vu d'en bas

Débat épineux ce 23 mars 2002 au Théâtre de Chelles.

Le thème de la soirée était *Le sort des salariés face aux restructurations d'entreprises*.

Une troupe de théâtre-action, composé d'ex-ouvrières licenciées y donnaient une représentation. Suivait un débat auquel participaient les deux autres générations d'ouvriers : les plus vieux, rescapés chenus d'une carrière complète, et les plus jeunes, à majorité black-beure, tous des garçons d'une école professionnelle habitant une cité.

Très vite, l'animateur interpelle les jeunes : *Comment voyez-vous la condition ouvrière ? Quelle appréciation portez-vous sur le monde du travail ?* Samir se lance : *Nous, on ne veut dépendre de personne. On ne veut pas de chef au-dessus de nous qui nous donne des ordres. Nous, on veut pas aller travailler en usine, on veut respirer, on veut devenir patron. On ne veut pas rester au bas de l'échelle.*

Aussitôt, la salle réagit indignée. Il ne peut pas parler comme ça ! Il ne doit pas ! Il donne de la condition ouvrière une image trop dévalorisée ! Il y a toujours eu des ouvriers et des ouvrières debout, une dignité ouvrière !

Et l'école ? Oh, répondent les jeunes, ils ont été orientés d'autorité vers les filières d'enseignement pour devenir ouvriers, ce qu'ils refusent. Ils réagissent en ne fichant rien. Alors, ils subissent largués des cours d'électronique qui ne sont pas si débiles que cela : *Le BEP, ça allait... mais alors là, il y a un tas de cours... magnétisme, électromagnétisme, machin... Moi je vais vous dire, et je vous jure, il y a bien 90% ou même 95% des élèves de notre classe qui ne veulent pas devenir électriciens.*

Un vieux réplique : *Mais il faut bien des électriciens, des plombiers !* Ça tombe à plat. Une ex-ouvrière de la troupe de théâtre, raconte qu'elle avait sept frères et sœurs, qu'elle n'a pas pu faire les études qu'elle voulait, qu'elle a dû aller travailler à 16 ans, *Mais on était fier ; je ne me suis jamais sentie rabaissée !* Un vieux : *Tu dis que tu es diminué en tant qu'ouvrier, mais moi, je veux te dire que, quand tu manifestes avec 500 ouvriers à côté de toi, tu te sens fort, tu es fier de toi et des autres.*

Les vieux sont consternés : ils voudraient que les jeunes épousent la condition ouvrière, pour la transformer ; ils voudraient des jeunes qui étudient à l'école, pour se donner au moins quelques connaissances et des armes dans la lutte des classes, au lieu de seulement rêver d'être patron.

Mais la panade se révèle inavalable pour Samir et les autres : *Mon père, il gagne 7.000 balles par mois et on est six enfants.* Eh bien c'est vrai, depuis les années 70, la condition ouvrière a reculé, matériellement, et de manif triomphales, il n'y en a plus guère. *Mon père a toujours travaillé dur et il était dirigé par des incompétents.*

Là encore, c'est vrai, car durant les années 80-90, de nouvelles techniques de travail aux noms anglo-saxons ont été implantées par des arrogants, et les ouvriers ont traité ces arrogants d'incompétents, ce qu'ils n'étaient pas, car

c'était intentionnellement qu'ils sacrifiaient un certain rythme de travail, qu'on appellerait pas du bonheur, mais plutôt ce palier supportable juste en dessous du bonheur, que les anciennes générations appellent *la fierté*.

Et Samir d'enfoncer le clou jusqu'au bout : *De toute façon, moi, à 19 ans, je sais bien que ma vie, elle est foutue. Un électricien, quelle femme voudra de lui.* Ouais bon, surtout pas un électricien doublé d'un macho, qui croit encore qu'avec les femmes, on conclut un contrat où la liberté de l'une s'achète avec l'argent de l'autre.

On ne peut mieux palper que le malaise dans l'école et dans les banlieues a de puissants motifs politiques qui n'ont strictement rien à voir avec le *laxisme d'après 68*, ni avec les profs, ni avec aucune technique particulière d'enseignement : simplement, les jeunes résistent mentalement à l'oppression. Cette situation met les profs et l'école en échec, car la cause ne réside pas en eux mais ailleurs.

Le travail, vu d'en haut

Qu'est-ce que le travail ? Paradoxalement, ceux qui ont un destin d'ouvrier ne sont peut-être pas les mieux placés pour le savoir. En effet, en le subissant, que ce soit à la manière schizophrénique négative des jeunes ou obsessionnelle ambivalente de leurs aînés, ils y sont immergés et ne savent pas clairement à quoi le comparer. Parfois, pour bien définir quelque chose, il faut s'élever au-dessus d'elle et la voir d'avion.

Qui peut mieux définir ce qu'est le travail, que le grand patron belge de la sidérurgie Albert Frère ? Dernièrement, il tenait conférence sur le thème *Comment réussir ?* Comme il avait si bien réussi, on supposait qu'il en savait le fin mot. Alors il répondit : *C'est bien simple : j'ai travaillé.* Ce que Claude Herne de la revue *Contradictions* (n°92, 2000, *La réussite d'Albert Frère*) commente d'une langue agréablement fourchue : *C'est suffisant, parce que prétentieux. C'est insuffisant parce que court d'explications.*

Pourtant, un des fils d'Albert Frère, Gérard, confirme aux médias que son père a toujours beaucoup travaillé ! *J'ai toujours vu mon père travailler, mais je l'ai toujours vu aussi prendre des vacances et des week-ends prolongés.* Et pendant les journées de travail, comme le confie un de ses amis, à midi, *le chauffeur d'Albert venait me chercher : c'était l'heure du tennis, et nous jouions une heure ou deux. Souvent vers cinq heures, nous remettions cela* (José-Alain Fralon).

Or, Gérard se révèle un cancre, ce qui inquiète son père. Albert Frère ne se reconnaît pas dans ce fils *un peu mou*. Il l'envoie d'abord dans un internat suisse, une sorte de maison de correction pour gosses de riches, mais rien n'y fait. Alors, il lui dit : *Puisque c'est comme ça, tu iras travailler, ça te fera les pieds !* Et voici Gérard opérateur au laminoir de Ruau, qui appartient au père. Il doit prendre son poste à six heures du matin. Problème : comment va-t-il s'y rendre ? Est-ce vraiment un problème ? Comment font les ouvriers ? Ils vont à vélo. L'usine est à huit kilomètres de la maison. Quoi de plus faisable ? En voilà un emploi convenable qu'un chômeur ne peut pas refuser ! Mais le père ne fait pas faire cela au fils : il le conduit lui-même en voiture. À quatre heures du matin, ce n'est pourtant pas de bonheur qu'Albert se réveille. Au bout d'une semaine, il convoque Gérard : *Bon, on arrête.* Eh

bien, si on jugeait Gérard et son père à l'aune du commun des ouvriers, ce serait un *refus d'emploi convenable* et une dégringolade minable au niveau des assistés-allocataires-sociaux.

Finalement, que sait-on ? Qu'Albert Frère ne se lève pas à cinq heures du matin, qu'il prend une pose de midi à deux heures, qu'il remet ça à cinq heures, et qu'il prend souvent des week-ends prolongés. Tout mis bout à bout, on peut estimer qu'il travaille comme un Boschiman : quatre heures par jour ouvrable. C'est d'ailleurs le rythme naturel de l'être humain pour les activités nécessaires, stressantes ou ennuyeuses, tandis que les autres heures sont consacrées au plaisir. C'est donc ainsi que travaille un être humain libre.

Par contraste, on aperçoit que ce que nous appelons le travail, c'est-à-dire les huit heures sous subordination des ouvriers et des petits employés, ou encore les huit heures d'activité stressante des employés et des petits cadres et indépendants, c'est du forçage, de l'excès, de la monoculture intensive, de l'exploitation pas bio du tout. Nuisible pour la personne et pour la vie en société, c'est de nature à engendrer des tas de conséquences psychiques et physiques désagréables, depuis les tendinites à répétition des vieux ouvriers dès la cinquantaine, jusqu'à la déglingue des relations humaines dans une impatience peu propice aux rencontres, dans une avidité qui détruit ce dont elle s'empare ; ce qu'on appelle un peu vaguement *l'individualisme consumériste*.

Le travail, c'est toujours l'instrument de torture. Deux générations d'ouvriers y ont trouvé une espèce de fierté, pas le bonheur mais le stade en-dessous, une sorte d'espoir pour leurs enfants. Mais la donne est différente aujourd'hui, et l'espoir a été trahi, ce qui saute aux yeux des jeunes pour qui il n'y a plus de *fierté* possible dans la condition d'ouvrier.

Il n'est rien de plus atroce qu'une vie oisive !

Les porte-parole des classes dominantes sont d'autant plus inquiets de la *mentalité qui fait disparaître l'incitation au travail*, qu'entre deux parties de tennis, ils en mesurent la séduction. Comment convaincre les masses qu'ils mettent au travail, que là est leur bonheur et que là est la vie normale, alors que personnellement, on ne supporte même pas pendant une semaine le rythme des trajets pour aller turbiner et pour en revenir ? Il faut assurément beaucoup de repos pour se détendre de la dissonance cognitive que cela fait naître ; mais après avoir travaillé la mauvaise conscience, on réussit à tenir aux masses un discours sinon cohérent, du moins asséné avec la force de conviction suffisante.

Premier principe : *Il faut travailler en s'amusant et s'amuser en travaillant* dit Albert Frère, d'où le tennis. Et puis, les sept nains de Blanche-Neige, ceux de Walt Disney, ne chantaient-ils pas *Siffler en travaillant...*

Second principe, exprimé par Henry Ford, cet Albert Frère américain : *Le principe moral essentiel est le droit qu'a l'homme à son travail. (...) À mon sens, il n'est rien de plus atroce qu'une vie oisive. Nul n'y a droit. Dans la civilisation, il n'y a pas de place pour les oisifs.* Diable ! Je crois qu'on devrait étudier les techniques de désinformation comme on étudie les figures de style, et j'appellerais cela une incohérence fascinateur, comme celle des oxymores, depuis l'invention de la *guerre propre* et de ses *frappes chirurgi-*

cales jusqu'au *capitalisme à visage humain* en passant par les *investissements éthiques*, les *placements humanitaires*, le *commerce équitable* et la *consommation solidaire*. C'est bien à cette grande catégorie qu'appartient le *droit au travail* et encore davantage la sophistication d'un *principe moral exigeant que chacun ait droit au travail*.

Traduisons : c'est un devoir moral que de clamer que le travail est une aspiration humaine, un droit de l'être humain et que l'oisiveté est une condition atroce et dégradante. Et celui qui n'a pas compris qu'il doit prêter sa petite voix au grand mensonge, il n'aura pas de place dans la civilisation.

Mais, sous-entendu, puisqu'on fait du mensonge un devoir moral aussi pressant, il faut bien supposer que la nature penche tout spontanément pour les thèses contraires : le travail étant une condition atroce, nous avons chacun droit à l'oisiveté à laquelle nous aspirons ; mais la civilisation s'y oppose.

Ouf ! Voilà les choses remises à l'endroit, un instant.

Mais aussitôt, les armées médiatiques et étatiques recommencent à assener la vérité officielle à l'intention des classes destinées au travail. *N'importe quel travail vaut mieux que pas de travail du tout !* clame Bill Clinton en 1998. *Il n'y a pas de boulot plus dur que de ne pas en avoir* dit au nom des chômeurs, une affiche syndicale en Allemagne.

Et ce ne sont pas les chômeurs, surveillés et embrigadés dans des cercles de qualité, qui vont le démentir : ils y risqueraient des sanctions pour *chômage volontaire*.

Pourtant, qu'est-ce qui est si dur pour eux ? L'oisiveté, ou bien... la culpabilisation, les persécutions administratives, l'insuffisance de l'allocation, l'interdiction de toute activité libre ?

Pour les délivrer de cette oisiveté si interdite, et leur faire passer l'envie d'une activité libre, on invente leur activation, rémunérée par leur seule faible allocation : *L'engagement civique doit être récompensé et non pas rémunéré. Celui qui pratique l'engagement civique perd la souillure d'être chômeur et de toucher une aide sociale* (Ulrik Beck, *L'âme de la démocratie*, 1997).

Comme on le savait déjà en 1850, *Le capital est une contradiction en procès : d'une part, il pousse à la réduction du temps de travail à un minimum, et d'autre part, il pose le temps de travail comme la seule source et la seule mesure de la richesse [...] D'une part, il éveille toutes les forces de la science et de la nature ainsi que celles de la coopération et de la circulation sociales, afin de rendre la création de la richesse indépendante (relativement) du temps de travail. D'autre part, il prétend mesurer les gigantesques forces sociales ainsi créées d'après l'étalon du temps de travail* (Marx, *Grundrisse*, 1857-58).

Tout est ainsi fait pour continuer à opprimer les masses que la contraction du travail pourrait rendre oisives, et libres. Parmi elles, certains vont tenir le rythme d'enfer comme si c'était toujours le plein emploi, et les autres seront livrés au chômage, à la précarité et à la pauvreté. Les premiers détesteront porter la charge des seconds, puisqu'on leur dit qu'ils payent de fortes cotisations sociales et des impôts pour entretenir les seconds ; et les seconds voudront en vain partager le travail avec les premiers pour arrondir leurs fins de mois.

Cécily Falla

Ne pas se tromper d'ennemi !

Le plein emploi, les postes occupés par les immigrés, autant de mythes qui cachent parfaitement le problème du chômage.

Mais que signifient *salaire* et *travail* aujourd'hui ?

Le plein emploi. Monstre du Loch-Ness, mille fois aperçu, jamais vu. Qu'on parle de lui, passe encore, ils sont nombreux ceux qui parlent de choses qui n'existent pas, chacun utilise son temps comme bon lui semble. Mais que l'existence de centaines de millions de chômeurs de par le monde repose sur des décisions politiques prises à partir de ce concept économique abracadabrantesque, voilà qui ne va plus du tout.

Qu'est-ce que le plein emploi ?

C'est la situation "idéale" où toute la main d'œuvre disponible est au travail, c'est-à-dire, *a contrario*, où il n'y a pas de chômage.

Dans les pays capitalistes, il est évident que cette situation n'a jamais existé, sauf peut-être en période de guerre. L'économie capitaliste a toujours eu recours à un volant de chômage ne fût-ce que pour faire pression sur les salaires de celles et ceux qui travaillent.

Dans les pays "socialistes", on a résolu le problème du chômage en mettant plusieurs personnes sur le même poste. Ce n'est pas si mal puisque chacun est payé normalement même si faire acte de présence, quitte à ne rien faire, sous l'autorité d'un supérieur n'a rien de folichon.

Pourquoi, alors ne pas payer les gens qui n'ont pas de travail et les laisser simplement vaquer à leurs occupations ?

L'explication idéologique c'est qu'**il n'y a pas de salaire sans travail** et qu'à défaut de travail, **il n'y a pas de salaire sans contrôle**. Être présent ou pointer au chômage, remplir des formulaires, faire la preuve de sa bonne volonté en acceptant un certain nombre de tracasseries. Le "travail", dans ce cas, consiste à faire des démarches, faire la queue, chercher du boulot ou en créer...

Tout tourne autour de l'idée de travail, qu'on en ait ou qu'on en cherche... même s'il n'y en a plus pour tout le monde.

Qu'est-ce que le travail ?

En théorie, c'est *l'acte de l'homme qui transforme la nature de façon à satisfaire ses besoins* (nourriture, vêtements, logement, etc.). C'est beau comme définition. Mais dans les faits, pour un travailleur, c'est faire ce que le patron lui impose *que ça lui plaise ou non* en contre-partie d'un salaire qui lui permet de vivre plus ou moins bien. C'est-à-dire qu'un travailleur a le droit de satisfaire un certain nombre de ses besoins à condition qu'il fasse acte de **soumission**, concrètement, tous les jours, à l'autorité d'un patron ou à la politique économique d'un État.

Mises à part les revendications salariales, les conditions de travail et la sécurité dans les entreprises, un travailleur n'est jamais consulté pour décider

de ce qu'il va produire ni pour qui. On est loin de la définition théorique de *l'homme qui transforme la nature pour satisfaire ses besoins* !

Pour les travailleurs donc, comme pour les chômeurs, **le salaire est le prix de la soumission** à une conception particulière de l'économie. Un système économique dont le seul but est, au bout du compte, de faire des profits et d'accumuler toujours plus de richesse pour une minorité. Quitte à créer des besoins nouveaux et inutiles qui permettront de créer de nouvelles entreprises pour les satisfaire... Quitte à empoisonner et à piller la planète... Quitte à liquider et à délocaliser des usines et leurs travailleurs quand la main d'œuvre est moins chère ailleurs... Quitte à plonger des millions d'humains dans la misère en France et des milliards sur la terre.

Pourquoi alors ramène-t-on tout au travail ?

Parce que le travail (sa forme, sa qualité et son but) est avant tout un instrument de **contrôle social**. Parce que toutes celles et tous ceux qui sont soumis au travail salarié sont sous contrôle social.

Accepter le travail tel qu'il existe actuellement, c'est en accepter également les conséquences : les inégalités sociales, la misère économique et, par conséquent... le chômage (c'est la grande contradiction du moment).

Les chômeurs, quant à eux, se trouvant en dehors du travail, bien qu'à la recherche d'un emploi, bien que sous contrôle social, sont donc amenés à poser une question : *Mais si on n'a pas de travail, comment fait-on pour manger, pour payer le loyer, etc. ?* Et donc à se poser le problème : *Pourquoi, alors que nous vivons dans une société de surproduction, notamment du fait des nouvelles technologies (automation, informatisation...) n'y a-t-il plus rien à faire bouillir dans la marmite ?*

À quoi ça sert de transformer la nature pour satisfaire nos besoins si en transformant la nature on ne satisfait pas nos besoins ?

Les chômeurs, de par leur situation, sont amenés à remettre en cause le travail salarié et, globalement, le fonctionnement de la société, à poser la question fondamentale de la **redistribution inégalitaire des richesses** en fonction de leurs besoins impératifs de survie (manger, se loger, se chauffer, élever ses enfants, bouger...).

Pour nous, chômeurs, il devient donc primordial de combattre les idées toutes faites du plein emploi pour ouvrir la porte à des solutions durables sans pour cela négliger les problèmes de vie quotidienne.

Si la solidarité est notre pain quotidien, nous devons refuser les discours qui présentent le chômage comme une *catastrophe naturelle* parce qu'ils nous mettent à la merci de la charité qui nous installerait définitivement dans la dépendance. Le chômage n'est ni ponctuel, ni involontaire : il est le produit d'un choix de société. Une société économiquement inégalitaire dont le seul moteur est la course au profit et qui s'organise autour de la soumission au travail obligatoire et se cache derrière cette fumeuse théorie du *plein emploi*.

Une société qui s'oppose à la reconnaissance du simple *droit à l'existence*, au droit d'avoir des revenus pour vivre indépendamment du fait de travailler.

Affirmer que le plein emploi est possible, argument électoral éculé, veut dire *Attendez que la crise passe !* Pour les chômeurs, ça veut dire *Faites-nous confiance, laissez-nous faire et en attendant, souffrez en silence !*

Toute personne qui tient un tel discours de faux espoir, d'appel au calme et d'attentisme est soit un naïf, soit un menteur. Dans les deux cas, nous n'avons rien à faire avec elle.

Le discours sur le *plein emploi* est un instrument de guerre idéologique et politique dont les objectifs sont multiples...

• **Culpabiliser celui qui est au chômage.** Le discours dominant prétend que du travail, il y en a toujours eu, et qu'il y en a encore *pour celui qui en veut vraiment*. Si le chômeur n'en trouve pas c'est qu'il est fainéant ou qu'il ne veut pas en trouver. Hélas, beaucoup d'entre nous le croient plus ou moins, ils sont honteux, ils rasant les murs (gratis), ils n'osent pas dire qu'ils sont *chômeurs*, comme d'autres refusent de se déclarer *étrangers* ou *homosexuels*. C'est ramener le chômage à un problème individuel et donc nier l'hypothèse de luttes collectives et d'organisations des chômeurs. C'est renforcer l'isolement. C'est cacher derrière un "problème" de volonté personnelle la transformation globale nécessaire de la société qu'implique une solution au chômage. C'est aussi ouvrir la porte *aux solutions individuelles* : clochardisation, délinquance et quelquefois suicide.

• **Le plein emploi existe mais ce sont les immigrés qui piquent le travail des "bons français"**. Vous reconnaissez au passage le discours de l'extrême-droite. Cet argument vicieux nécessiterait une analyse économique précise que nous ne ferons pas aujourd'hui.

Relevons tout de même une première contradiction : plaider, d'un côté, pour la liberté totale d'entreprendre en promettant de l'autre le plein emploi est une vaste tromperie. La *liberté d'entreprendre*, c'est la concurrence sauvage, la guerre économique, le chaos de la production, les faillites quotidiennes, la chute libre des salaires pour être "compétitifs"... et être compétitifs aujourd'hui sur le marché international, ce sont les délocalisations vers les pays aux salaires de misère, qui dit mieux ?

La seconde contradiction c'est que ce sont moins les immigrés que la modernisation technologique qui supprime des postes de travail. Hier, les immigrés ont permis, en "acceptant" les plus bas salaires, de continuer à faire fonctionner des usines anciennes et démodées. Les patrons, en les faisant venir, ont permis à un appareil industriel vieillissant de rester compétitif sans avoir à le mettre à niveau sur le plan technologique (et que les immigrés aillent faire soigner leurs accidents ou maladie du travail dans leur pays d'origine). Maintenant que la modernisation est devenue *obligatoire*, dans le cadre de l'économie de marché mondiale, il n'y aurait plus qu'à virer les immigrés. Non pas pour les remplacer par des travailleurs "nationaux" mais pour détruire les vieilles usines et donc les postes de travail qu'ils occupaient. **La solution anti-immigrés n'est pas une solution.**

L'objectif premier du discours anti-immigrés est d'envenimer les rapports sociaux, de dresser les *bons travailleurs français* contre les immigrés, d'implanter le racisme pour le manipuler. C'est la vieille tactique du bouc-émissaire : diviser sur des illusions, provoquer des tensions pour justifier le besoin de sécurité, d'ordre, pour régler *militairement* les problèmes sociaux.

Le discours anti-immigrés donne au travail un nouveau sens, un sens illusoire : le travail releverait de la défense de la nation, de la race, de la culture, de l'effort de guerre...

Le salaire perd alors sa valeur. Il n'est plus un des résultats de la lutte des classes, *un droit du travailleur*, une redistribution (injuste, bien sûr) des richesses produites. C'est l'idée même de redistribution (fût-elle injuste) des richesses qui disparaît. Le salaire, par le biais d'un discours "d'intérêt général" (ou "national") n'est plus qu'une solde permettant aux travailleurs de survivre ; une aumône lâchée à regret puisqu'elle serait mieux employée dans "l'intérêt général" (ou "national").

Revendiquer alors un salaire plus élevé devient un acte fondamentalement égoïste et irresponsable, un acte subversif qui met en jeu l'existence même de la nation, de la race, de la religion, le redressement économique ou ... (remplacez les points de suspension par les mots imposés à coup de matraque par l'idéologie dominante du moment).

Cette tactique du bouc-émissaire doit donc commencer par porter sur une fraction faible de la population autour de laquelle il est facile de faire converger la haine de beaucoup d'autres ou, à défaut, d'être certain de leur indifférence.

En s'aidant de cette haine ou en prenant garde de maintenir l'indifférence, on peut alors donner au pouvoir ou à une partie du pouvoir les moyens et l'habitude d'écraser sous la botte ceux qui gênent la transformation de la société en un régiment disciplinaire et peu payé (l'un ne pouvant aller sans l'autre).

Chômeurs, nous sommes fragiles, nous pouvons à notre tour être désignés comme boucs-émmissaires (le discours sur *l'assistanat* comme mauvaise méthode qui risque de nous installer dans la paresse en est l'amorce) et, par peur, nous pouvons également être transformés en bourreaux : chômeurs contre immigrés, quelle belle bagarre ! Que certains politiciens regarderaient avec délice du haut de leur tribune.

Attention ! Ce serait une lutte fratricide que seul le désespoir peut arriver à provoquer. Après les immigrés, ce sera le tour des chômeurs, ou des jeunes, ou des syndicats, ou des Juifs, etc. Ces erreurs d'*alliance* avec les démagogues ont toujours été désastreuses dans l'histoire du mouvement ouvrier. Il ne faut laisser passer nulle part ce discours de haine. Il faut le bloquer, sans cesse ! Sur ce point notre retard se creuse...

Ce texte est très largement inspiré d'un tract de l'**Association des chômeurs et précaires de Paris**.

POUR EN SAVOIR PLUS

Le Réseau *No Pasaran* a édité une brochure

Le travail en ?

Réduction du temps de travail, revenu garanti,
utilité sociale du travail, échanges et solidarités...

Éditions REFLEX, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris, 3 euros

Nous ne voulons plus perdre notre vie à la gagner !

De toute part, on entend, comme seule réponse au chômage, la volonté de remettre tout le monde au boulot ! Celui-ci serait source de dignité, justifierait notre place dans la société, redonnerait un sens à notre vie, etc..

Exit le débat sur l'aliénation engendrée par le travail.

Bref, le travail devient la panacée, le moyen de lutter contre l'exclusion. En fait, il devient *un but en soi*, alors qu'il ne devrait être qu'un *moyen* pour satisfaire nos besoins et nos désirs, une activité sociale parmi d'autres, comme celle de militer, de participer à la vie d'une association...

Depuis plus de 20 ans, on nous fait miroiter *la sortie du tunnel* grâce à une flexibilisation et à une précarisation de plus en plus importantes des conditions d'exploitation de la force du travail. Régulièrement, le patronat réclame un allègement des *charges* ou le droit de pouvoir licencier plus facilement les travailleurs... afin de les embaucher plus facilement, etc.

Depuis plus de 20 ans, le chômage ne cesse d'augmenter. L'objectif de cette politique, menée par tous les gouvernements, n'est pas de réduire le chômage, de réduire *la fracture sociale*, mais bien d'adapter les conditions d'exploitation de la force de travail aux exigences de l'évolution du capitalisme.

Depuis plus de 20 ans, on nous *squatte l'encéphale* avec l'idéologie des gagnants (la *tapiemania* en a été le symbole) : il faut nous battre pour faire notre place dans cette société en écrasant les autres. Seuls les plus forts auront droit aux bienfaits de la concurrence, les autres restant sur le carreau.

Dans les pays du Centre, cela passe par une exclusion, une marginalisation d'une partie de plus en plus significative de la population dont le capitalisme n'a que faire. Sa principale préoccupation à leur égard consiste à faire en sorte que les exclus n'empêchent pas les capitalistes d'exploiter en rond !

Une vision sécuritaire se met en place : la notion de **classes dangereuses** tient lieu d'analyse. Autrement dit, l'État se prépare à la répression au cas où les opprimés et les exploités voudraient sortir de ce cercle vicieux.

Ainsi cela se traduit par des préparations...

- **Policière** : renforcement des moyens de répression par exemple, amélioration de l'équipement des CRS ou la création des Brigades Anti-Criminalité...

- **Militaire** : entraînement et spécialisation d'unités militaires à la répression anti-émeutes, banalisation de cette présence dans les villes grâce à *Vigipirate*.

- **Juridique** : légalisation du contrôle au faciès, utilisation de la notion de *trouble à l'ordre public* relevant du flou artistique et laissant donc libre cours à toutes les exactions policières ; volonté d'étendre la notion de terrorisme au terrain des luttes sociales.

- **Médiatique / idéologique** en vue de faire accepter au quidam moyen toutes les "bavures" dues à l'ordre sécuritaire et à renforcer la cassure entre ceux qui vivent dans les centres du Centre et ceux qui survivent *là-bas*, c'est-à-dire dans les quartiers ghettos du Centre ou les pays de la Périphérie.

Les populations vivant dans ces quartiers ou dans ces régions de la planète sont laissées à l'abandon. Le seul *souci* qu'elles créent aux décideurs économiques et politiques consiste dans leurs facultés à émigrer pour échapper à la misère et/ou la mort ; pour ce faire, de véritables forteresses sont construites en vue d'endiguer les flux migratoires. Ces immigrés venant du Sud, les "exclus" vivant dans les quartiers ghettos des pays du Centre sont les nouveaux barbares contre lesquels les sociétés capitalistes doivent se défendre.

Politique sociale : politique d'exclusion !

Dans ce contexte, les politiques n'ayant de sociales que le nom, entérinent ce processus : **l'apartheid social**. Ainsi, par exemple, le RMI est présenté par son initiateur, Rocard, comme un progrès social au même titre que la sécurité sociale. Cela relève d'un véritable tour de passe-passe. La création de la Sécu est le fruit de longues luttes du mouvement ouvrier et a permis d'assurer un minimum vital lorsque l'on ne peut plus momentanément ou durablement travailler parce qu'on est malade ou qu'on a atteint un âge avancé. L'ensemble de la société a bénéficié de ce progrès social qui a permis de libérer des millions de personnes de l'angoisse de l'avenir.

Par contre, le RMI s'inscrit dans l'histoire du *traitement du chômage* depuis le début de la crise des années 70. Dans les premiers temps, les responsables politiques n'avaient pas conscience de la profondeur de celle-ci. Ils pensaient que l'augmentation du nombre de chômeurs était passagère, qu'il fallait attendre une amélioration de la conjoncture. Aussi, les allocations des chômeurs pouvaient atteindre jusqu'à 90% du salaire, car il ne fallait pas ralentir la consommation afin de maintenir la croissance et de toute manière le retour vers l'emploi se ferait rapidement : le mythe de l'éternité des *Trente Glorieuses* avait encore du souffle !

Mais il a fallu constater que la crise n'avait rien de conjoncturel, mais était bien structurelle. Une des conséquences de cette prise de conscience fut qu'on ne pouvait plus revenir à une période de *plein emploi* (ce qui ne fut jamais le cas en période capitaliste). Les gouvernements n'ont plus lutté contre le chômage massif et de longue durée. D'un côté, ils tentèrent de maintenir un *statu quo* accepté bon gré mal gré par tous en culpabilisant les travailleurs. Ces derniers ne devraient pas se plaindre et être exigeants sinon le chômage irait en augmentant (les syndicats ont une grande part de responsabilité dans cette apathie des travailleurs : il ne fallait pas gêner la *gôche* au pouvoir). Ce thème sera particulièrement développé à l'encontre des fonctionnaires, ces "nantis" qui ont la garantie de l'emploi ! Ainsi la lutte contre le chômage passait par la dégradation des conditions de travail. D'autre part, les décideurs réduisirent les allocations chômage d'année en année, condamnant à la misère de plus en plus de personnes ; le RMI est la dernière étape de cette approche de la réalité. L'État entérine concrètement le fait qu'une partie de la population est durablement, voire définitivement exclue de la sphère de production et donc de la consommation.

On peut définir un outil comme étant un progrès social lorsqu'il permet d'améliorer les conditions de vie des individus. Avec le RMI on ne fait que renforcer le travail au noir, les trafics en tout genre ; en effet comment vivre avec un peu plus de 300 euros par mois ? Comment parler ainsi d'améliora-

tion des conditions de vie et donc de progrès social ? Le cynisme des décideurs n'a aucune limite !

La lutte contre le chômage : une impasse !

Face à cette situation peut-on envisager d'éradiquer le chômage et donc en finir avec la misère ? **La lutte contre le chômage rencontre un premier obstacle : le chômage est une donnée constante dans les sociétés capitalistes.** On ne peut concevoir un marché du travail sans concurrence entre les travailleurs, sinon le rapport de force serait trop défavorable pour les capitalistes et le coût de la force de travail (autrement dit les salaires) serait prohibitif et limiterait considérablement les profits dégagés. Ainsi il paraît difficile, sinon impossible, d'en finir avec la misère en ayant comme objectif de vouloir maintenir l'ensemble de la population active au travail. La croissance économique ne peut répondre à cet objectif. Actuellement elle rime plutôt avec l'augmentation du chômage : beaucoup de cotations en bourse des entreprises sont en partie déterminées par la capacité de ces dernières à licencier une partie de leur personnel. Cela montre, d'une part que les plans de restructuration sont bien engagés, d'autre part la faculté de la direction de l'entreprise à imposer ses décisions à l'encontre du personnel, même si les conflits peuvent être importants. De toute manière, il faudrait un tel taux de croissance pour réduire de manière significative le chômage que cette rhétorique frise la farce.

Un constat s'impose : la quantité globale de travail diminue, en raison de l'augmentation de la productivité et de l'automatisation de certains secteurs de la production ; d'ailleurs, si elle n'est pas plus avancée, cela est dû en grande partie à des raisons de rentabilité : lorsque le coût de la main-d'œuvre est inférieur à celui de l'introduction d'automates, le capitaliste préférera bien évidemment asservir des ouvriers.

Pour lutter contre le chômage, les réponses de la classe politique sont de deux ordres, mais qui, en fin de compte, reviennent à maintenir le capitalisme en place.

- D'un côté, on ne cesse de libéraliser les conditions d'exploitation afin d'être encore plus compétitif sur le marché mondial ; concrètement c'est la politique qui est menée depuis une vingtaine d'années et qui conduit à la déréglément des conditions de travail : instauration et légalisation de la précarité et donc de l'exclusion. Résultat des courses, le chômage n'est allé qu'en augmentant et les conditions de travail se sont dégradées. Le libéralisme ne peut donc prétendre vouloir résoudre le problème du chômage, au contraire : il ne peut qu'aller vers une dégradation plus importante de l'exploitation de la force de travail.

- De l'autre, on propose de développer les emplois de services (apporter le café, les pizzas, garder les enfants, les personnes âgées, faire le ménage, nettoyer les espaces verts...). En fait, cela conduit à ce que la majorité de la population soit au service (autrement dit, effectue les tâches matérielles et quotidiennes peu valorisées socialement) d'une caste ayant le privilège d'occuper les emplois "nobles" de décision, de responsabilité. Ainsi, on renforce la hiérarchie sociale, la majorité est au service de la minorité : l'élite !

Pire, les rapports sociaux instaurés entre les personnes, mais aussi ceux qui tiennent plutôt des relations d'amitié, de bon voisinage et de solidarité sont aujourd'hui appréhendés comme source possible de travail : les fameux gisements d'emploi. On va donc avoir bientôt le droit de produire et de consommer du voisinage, de l'amitié et de la solidarité. On veut rendre cette société capitaliste plus humaine (comme si la domination, la hiérarchie sociale, l'exploitation... pouvaient être rendues plus humaines !) en veillant à la résolution des exclusions, ou plutôt à leur bonne gestion. Cela ne conduit, au travers des emplois de services, qu'à déshumaniser davantage cette société : les relations humaines, sociales sont aujourd'hui en passe d'être quantifiables, consommables, marchandisées ! Devrons-nous demander un chèque-service pour aider une personne âgée à traverser la rue ?

Ces propositions ont en commun d'aborder le problème du chômage par la création d'emplois avec, à l'appui, la recherche systématique d'une croissance économique. Jamais il n'est réellement pris en compte qu'il y a moins de travail et qu'il est préférable que des machines s'usent sur des chaînes de montage plutôt que des ouvriers y laissent leur santé et leur vie. Ceci montre que le travail est le centre des préoccupations ; à la limite, il est une fin en soi ; toujours est-il qu'autour de lui s'organise la vie : la gestion du temps, le choix du lieu d'habitation, etc. Autour du travail se joue une bataille idéologique dont l'enjeu est le maintien de la société bourgeoise.

Le mouvement ouvrier n'est pas épargné par cette conception ; historiquement, il a souvent fait une priorité du fait de pouvoir travailler ; il est allé jusqu'à revendiquer *le droit au travail*. En toute logique cette revendication est absurde : le travail ne peut être un *droit*, il ne doit être qu'un *moyen* pour satisfaire des besoins. Ceci montre qu'une des causes de l'échec du mouvement ouvrier est qu'il n'est jamais radicalement sorti de l'idéologie bourgeoise.

Le mouvement syndical, en particulier, ainsi que des associations de lutte contre le chômage proposent de diminuer le temps de travail à 35, 32 et même 30 heures hebdomadaires. Ces propositions ne peuvent en aucune façon apporter de réponses concrètes et durables. Pire, la réduction du temps de travail se traduit par une augmentation de la productivité ! En tout cas, elle ne prend pas vraiment en compte ce que signifie la mondialisation de l'économie. Les marchés et les multinationales acquièrent de plus en plus de puissance, limitant à la portion congrue la réalité du pouvoir que détiennent les États ; ceux-ci ne peuvent plus déterminer ni contrôler les politiques monétaires, industrielles, sociales... Si, par exemple, le gouvernement français, ou même l'ensemble de l'Europe de Maastricht, accédaient à ces revendications, il y a fort à parier que les multinationales investiraient dans d'autres régions du monde où le coût de l'exploitation de la force de travail serait moindre. La lutte pour la diminution du temps de travail, dans le contexte de la mondialisation, n'est guère porteuse de perspectives ; on ne peut faire disparaître le chômage (et l'exclusion) par la réduction du temps de travail. Au contraire, on renforce la césure entre les exclus et les précaires, d'un côté et les travailleurs garantis, de l'autre. À l'échelle de la planète, cette lutte peut amplifier les conflits entre les populations des différentes régions du monde en renforçant la concurrence entre ces dernières et surtout entre les opprimés.

La revendication actuelle de l'emploi est synonyme de *moyen de vivre, d'insertion, d'existence*. Elle occulte toute réflexion sur son **pourquoi et sa finalité. Produire quoi ? Pour quels besoins ? Produire comment ?** Ces questions sont toujours reportées aux calendes grecques sous prétexte de l'urgence. Des créations d'emplois sont réclamées pour la santé sans s'interroger sur quelle santé, quelle vieillesse - pourquoi la France est-elle le premier consommateur de calmants... ? Dans le maintien ou la recherche de *gisements d'emplois*, la société accepte tout et n'importe quoi dans une fuite en avant suicidaire : de la multiplication des autoroutes aux centrales nucléaires, du tourisme à la transformation des rapports sociaux en marchandises, etc..

Les marchés imposent de plus en plus leurs diktats ; ce sont eux qui déterminent les choix politiques en fonction des finalités qu'ils se sont fixées ; ils détiennent ainsi le pouvoir sur lequel aucun contrôle ne peut être exercé tant leur autonomie est grande. Les États deviennent de gros ministères de l'intérieur chargés de réduire les coûts de la force de travail, d'en durcir les modes d'exploitation et de se doter des moyens de répression suffisants pour parer à toute éventualité si les exploités et les opprimés en viennent à remettre en cause cet ordre mondial.

La revendication d'un revenu garanti pour tous et toutes représente une réponse immédiate et concrète. Mais n'existe-t-il pas un danger, en l'extrayant d'un contexte global de lutte contre l'exclusion, de ne pas remettre en cause la hiérarchie sociale fondée par l'importance des revenus, et de renforcer une société fondée sur une partie de la population qui serait maintenue au travail, tandis que l'autre vivrait de revenus garantis ? Cet objectif stigmatise les exclus et les précaires au détriment de la lutte de classes. Ces clivages sociaux seraient sources de conflits durables. Comment parler d'égalité sociale ? Le revenu garanti, comme unique revendication, ne peut être un outil pouvant lutter radicalement contre l'exclusion. Celle-ci ne peut se réduire à des considérations économiques, car elle pose la question de la nature du lien social qui fait qu'on vit ensemble dans une même société. Celui-ci n'est jamais donné, il nous faut l'inventer et le construire en tenant compte des contradictions (peut-être des impasses) auxquelles est confronté le capitalisme.

Critique du travail : critique du lien social

Dans la société bourgeoise seule l'activité produisant du profit dont bénéficient les capitalistes est considérée comme étant du travail. Il signifie en fait le travail salarié, s'opposant aux activités sociales considérées comme mineures par rapport à ce dernier. C'est une caractéristique de cette société de faire du travail le fondement du lien social. Historiquement, il n'en a pas toujours été ainsi.

Ainsi au Moyen-âge et jusqu'à la Révolution française, l'ordre social était vécu comme un ordre divin où chacun et chacune avait sa place déterminée par Dieu et ne pouvait en aucune façon être remise en cause sinon on attentait à Dieu. Cette organisation sociale reposait sur trois corps : le clergé, en particulier les évêques, qui détenait la parole et donc transmettait le message de Dieu ; les soldats ou aristocrates, bras armés de l'Église ; les paysans, qui regroupaient en fait l'ensemble des travailleurs et étaient chargés d'entretenir l'ensemble des personnes composant la société. Ainsi donc, le travail n'est

pas le fondement du lien social. D'ailleurs, une des caractéristiques des deux ordres qui formaient l'élite de la société est qu'ils ne participaient en aucune façon aux activités productrices (qu'ils jugeaient dégradantes) ; elles étaient l'exclusive du troisième ordre.

Au XVII^e siècle, apparaît une nouvelle conception de l'être humain. Deux éléments vont définir un individu : il doit préserver sa vie et satisfaire ses intérêts ; ainsi l'individu peut et doit agir sur son devenir et par conséquent sur l'évolution sociale. La société n'est plus d'essence divine mais de construction humaine. *Le problème majeur est de trouver un nouveau principe d'ordre, susceptible de fonder l'unité de la société et d'organiser les liens entre des éléments qui n'avaient jamais été considérés dans leur isolement auparavant, mais toujours... comme des parties d'un ensemble hiérarchisé et articulé* (*Le Travail, une valeur en voie de disparition*, D. Méda, Alto, Aubier, p.85). En effet, si ma principale aspiration est de préserver ma vie et de satisfaire mes intérêts, alors les autres individus risquent de contrecarrer mes projets pour assouvir leurs besoins, voire mettre ma vie en danger ; la réciproque est également vraie ; *l'Homme est un loup pour l'Homme*. Dans ces conditions il est difficilement concevable que nous puissions vivre dans une société fondée sur l'individu. Il faut donc rechercher un lien social qui permette, garantisse une cohésion sociale qui ne soit pas à chaque instant remise en cause et dont on pourra déterminer les règles communes acceptées par tous et toutes.

Ce sont les économistes qui vont apporter les réponses, en particulier A. Smith. Ce sera l'échange dans les rapports marchands et dans le cadre du travail qui mettra en relation les individus et maintiendra le lien social. C'est par le travail que l'individu obtient le droit de posséder, cela se fondant sur le droit de se préserver. Ainsi, l'économie acquiert une place prépondérante. *Elle est donc une philosophie de la société fondée sur la méfiance : l'intervention humaine n'est pas suffisante pour garantir l'ordre social. Au libre choix par les individus de leurs règles de vie et de leurs fins l'économie préfère la rigueur des lois* (6). Ainsi, ne sont considérées comme travail que les activités qui sont à l'origine d'un accroissement de la richesse. Le temps de travail devient l'outil de mesure de la valeur d'échange qui prend le pas sur la valeur d'usage ; le prix d'une marchandise prévaut sur l'utilité que nous pourrions retirer de cette dernière. Le capitalisme regarde la réalité à partir du prisme de la quantification au détriment de la qualité et de l'utilité concrètes puisqu'une de ses finalités est l'augmentation sans limite de la richesse.

La lutte contre le chômage se limite à réclamer un meilleur partage du gâteau capitaliste, mais n'en conteste pas la nature. Cela renforce l'idée que le libéralisme est indépassable et qu'il n'y a plus d'alternative : cela entretient le mythe d'une sortie de la crise par le partage du travail. Ainsi on ne prend pas en compte les évolutions du capitalisme, à savoir la mondialisation. C'est croire que les États sont encore assez forts pour imposer aux multinationales et aux spéculateurs des développements auto-centrés dans les pays du Centre. C'est aussi faire fi que cela fut possible pendant les *Trente Glorieuses* en pillant le Tiers-Monde !

Cela renforce d'autant la domination bourgeoise, en nous empêchant de réfléchir et d'imaginer d'autres rapports sociaux non plus fondés sur le travail

salarié. Au-delà de la lutte contre le chômage, qui bien souvent est synonyme de mobilisation pour l'emploi, il nous faut lutter plus globalement contre la misère. Il nous faut mettre à bas le capitalisme, c'est-à-dire révolutionner la société en tentant de proposer des alternatives.

Perspectives

Les luttes contre la misère doivent se fonder...

- À partir des évolutions fondamentales de la société bourgeoise : la perte de la centralité du travail et la mondialisation. Jusqu'à un passé récent, le profit était extrait essentiellement de l'exploitation de la force de travail ; depuis un quinzaine d'années, une tendance se dessine, **la principale source de profit devenant la spéculation**. Il importe maintenant pour les capitalistes de se doter de moyens pouvant limiter les risques (comme on l'a vu lors des dernières affaires boursières) qu'engendre cette dernière et donc d'être en capacité de *prévoir* (autrement dit *redonner confiance aux marchés*) pour pouvoir investir sans que les risques soient trop importants. Le travail devient, dans les sociétés occidentales pour le moins, davantage un outil de domination que la source principale de profit.

- Sur l'évolution qualitative des luttes qui se sont déroulées ces dernières années. Que l'on prenne, par exemple les luttes sur le logement, contre la précarité et dernièrement celle des sans-papiers, elles ont un point commun : ce sont des personnes qui survivent dans des conditions inextricables et qui disent *Stop ! On arrête, on ne peut plus continuer à vivre de la sorte*. Ces luttes ne posent plus les problèmes en termes quantitatifs (réduction des loyers, du temps de travail, augmentation de salaires...), mais imposent des débats sur des choix de société : pouvons-nous accepter que des individus ne puissent se loger sous prétexte qu'un propriétaire leur réclame des loyers et garanties qu'ils ne pourront jamais fournir ? On peut espérer que, dans un proche avenir, des personnes n'acceptent plus d'être réduites à la mendicité ou à la charité pour pouvoir se nourrir, se vêtir...

Un des problèmes fondamentaux auxquels nous sommes confrontés est de réinventer de nouveaux liens sociaux qui redonnent du sens pour vivre dans une société. La question n'est pas de dire *À bas le travail*, il a toujours fait partie des activités humaines ; on peut même avancer l'idée qu'il participe aux rapports que nous entretenons avec la nature et donc entre les êtres humains.

Notre volonté politique est de connaître et de maîtriser nos conditions de vie. Si l'on définit le travail comme une activité ayant pour but de satisfaire des besoins sociaux, mais aussi individuels, au même titre que se cultiver, de faire la fête, de participer à la vie associative d'un quartier ou toute autre forme de mobilisation qui, elles aussi sont des activités pour satisfaire nos besoins et, ce en vue de connaître et maîtriser nos conditions d'existence, alors le travail retrouve sa juste place. Ainsi, le fait de travailler devient une activité sociale parmi d'autres, activité que nous devons maîtriser, c'est-à-dire en déterminer les finalités, l'utilisation, les méthodes, les techniques et les moyens employés. Nous devons donc développer la notion d'**activité sociale-ment utile**. En effet, pour définir ce qui est *utile* il faut déterminer *socialement* quels sont nos besoins. L'activité travail implique forcément le partage

puisqu'elle est déterminée collectivement, non plus afin de créer des profits pour les capitalistes, mais par rapport à nos conditions d'existence sur lesquelles nous voulons agir.

Ce qui doit fonder le lien social, ce n'est plus le travail salarié, mais les formes d'organisations sociales qui nous permettront de connaître et maîtriser nos conditions d'existence. Le débat sur **la crise de la centralité du travail** peut ainsi nous permettre d'entrevoir d'autres perspectives et briser l'unidimensionalité, autre caractéristique de la société bourgeoise : on définit notre existence principalement par le statut de travailleur. Moins on répond à ce caractère (précarisation, chômage...), plus le processus d'exclusion se met en place.

Or, vouloir casser le caractère unidimensionnel nous impose aussi des stratégies dans les luttes. Bien souvent, on confine des personnes en lutte à la spécificité de leur combat. Ainsi, on est ouvrier en grève, sans-papiers, chômeur luttant pour obtenir ses allocations, ou mal logé... On a souvent du mal à briser l'étanchéité entre ces différentes réalités ; en conséquence les luttes sont souvent spécifiques et il est très difficile d'œuvrer pour leur globalisation. Si l'on prend l'exemple des sans-papiers, il paraît évident qu'ils sont aussi travailleurs, chômeurs, parents, locataires, etc. Il y a fort à parier qu'on renforcerait le rapport de force si l'on arrivait à prendre en compte l'ensemble de ces dimensions, tout d'abord au sein des collectifs en lutte, mais aussi dans les différents secteurs de la société. De réelles convergences d'intérêts, sur des bases concrètes, pourraient se mettre en place, fondement d'une solidarité active : ainsi les personnes ne seraient plus uniquement des *sans-papiers*.

En outre, cette prise en considération de tous les éléments afférents à la vie sociale permettrait, au sein des mouvements, d'aborder la globalité non plus de manière ésotérique et élitiste, mais par l'ensemble des personnes mobilisées. C'est ainsi qu'on construit une réelle autonomie des luttes devenant réellement des luttes anticapitalistes.

Autre exemple, il serait intéressant de discuter avec les intermittents du spectacle de l'accès pour tous à la culture et aux loisirs. Comment lorsqu'on touche le RMI aller regarder un spectacle dont l'entrée est de 25 euros. Avec des paysans : comment organiser des réseaux de solidarité active avec des personnes ne pouvant plus se nourrir décemment et donc obligées d'aller mendier aux restaurants du cœur. Le logement gratuit pour tous est une revendication que nous portons. Mais comment s'organiser tant au sein de l'immeuble pour assurer l'entretien des locaux que faire appel à des personnes qualifiées pour exécuter certains travaux qui requièrent un savoir-faire non partagé par tout le monde (plomberie, électricité, entretien du toit...) ; comment échanger ces savoirs ?

En résumé, comment s'organiser socialement pour que nos conditions de vie ne soient plus déterminées par nos revenus, pour qu'une réelle égalité sociale voie le jour sur la base d'une solidarité active. Comment déterminer des choix de société qui en finissent avec l'exploitation, la domination ? C'est à ces débats, ces interrogations que nous devons réfléchir et faire partager, pour tenter de construire des alternatives, sinon le capitalisme aura encore de beaux jours devant lui.

JC (adhérent au Réseau No Pasaran)

Le travail en questions

Pauvres de nous les "chiens-de-charrette" !

Voilà bien une expression populaire qui n'a plus cours.

Pourtant, celle-ci fut en vogue durant de longues années. Elle signifiait que l'on avait à subir une épreuve. Mais les mots suscitaient des sourires entendus : avant tout, il s'agissait d'une plaisanterie. Seuls, les vieux ouvriers n'en riaient guère. Eux, avaient connu cette époque où régnaient des conditions d'existence très dures. En ce temps-là, le sort des humbles approchait celui des bêtes.

Une charrette se tractait avec l'homme entre les brancards, et un ou deux robustes chiens sanglés au garrot. Les petits légumiers, laitiers, charbonniers... ne pouvaient s'offrir les services du cheval. Le chien, par contre, s'achetait pour un prix moindre, mangeait n'importe quoi, dormait à même le sol. Son aide s'avérait précieuse, quand on exerçait le métier d'ambulancier. L'homme et l'animal alors peinaient de concert, aux seules fins de transporter un modeste mais pesant négoce. Car on chargeait au maximum, évitant ainsi d'inutiles voyages en réapprovisionnement.

L'équipage avançait donc avec difficulté, dans un tintamarre d'enfer. Les roues cerclées de métal se mouvaient sur des pavés inégaux, parmi des rues défoncées, escarpées, interminables. Longues aussi étaient les journées, et le parcours devenait plus pénible encore quand survenait le gel ou la canicule. Tant d'efforts, cependant, ne procuraient que peu de profit. Lorsque des pauvres ont d'autres miséreux pour clients, ils peuvent tout au plus assurer leur survie.

L'évolution scientifique et sociale, transforma la charrette en élément de notre folklore. Un camion, une camionnette se montraient des outils performants beaucoup plus rentables. En outre, le petit commerce s'atténa au bénéfice des grands magasins. Il y eut bien, quelques irréductibles de la *carriole-à-chien* qui s'obstinèrent. Mais les amis des animaux protestèrent vigoureusement. À leur demande, une loi fut votée.

Les attelages canins furent prohibés. Disparurent de nos villes ces chiens haletants, épuisés, qui parfois agonisaient dans le caniveau sous les yeux des passants.

Plus de richesses...

Grâce au progrès, les chiens d'aujourd'hui s'adonnent au farniente. Cette heureuse situation paraît définitive. Car les innovations techniques se succèdent sans relâche. À tel point que l'homme, lui aussi, pourrait s'installer sous peu dans le loisir perpétuel.

En effet, on crée de plus en plus de richesse avec de moins en moins de bras.

Le PIB mondial a **doublé** au cours de ces vingt dernières années. Et, durant cette même période, le chiffre des sans-emploi de par la planète grimpe à

neuf cent millions de personnes. Mais, c'est loin d'être fini. Ian Angell (grand patron de l'informatique), ce "prophète du XXIème siècle", n'hésite pas à l'annoncer : *Il y a 6 milliards d'humains sur terre, dont 5 milliards ne pourront jamais être utilisés.* Plus de 80% des individus, n'exerceraient ainsi aucune fonction salariée durant leur existence ! On pourrait, certes, hausser les épaules devant pareille déclaration fracassante. Or, avec son livre *La fin du travail*, Jeremy Rifkin corrobore la prédiction du moderne devin. Bien plus, en septembre 1995, un colloque sur notre avenir économique réunissait nombre d'éminentes personnalités à l'hôtel Fairmont de San Francisco. À cette occasion, les professeurs d'université côtoyaient Ted Turner, Michaël Gorbatchev, Georges Bush, Margaret Thatcher et autres décideurs suprêmes du monde des affaires ou de la politique. À l'issue de cette réunion jaillissait la conclusion des experts : un travailleur sur cinq suffira bientôt à maintenir l'activité de l'économie mondiale. Aussi, une telle unanimité témoigne que la vieille malédiction du travail pesant sur l'humanité arrive à son terme. Tout au plus faudrait-il travailler une dizaine d'heures par semaine, à condition que toutes les tâches et moyens d'existence se voient équitablement répartis. Et, si ce partage intervient, assurément, il s'agit là d'une bonne nouvelle.

Retirer les "chiens-de-charrette" du circuit économique ne suscita guère de contestations. Par contre, envisager le même avenir pour l'homme provoque nombre de violents remous. Les adversaires du repos continu s'activent à grand bruit. À les entendre, ce que l'on accorda jadis à l'animal ne doit pas être permis aux gens ! Ils récusent la mort annoncée du salariat. Ils repoussent ce possible bonheur dispensé par l'oisiveté. De telles réactions, apparemment irrationnelles, pourraient surprendre. Dès lors, afin de comprendre la vraie nature de ce refus, écoutons donc ce qui se dit autour de nous...

... pour moins de travail !

Il y a d'abord ceux qui nient le phénomène. D'après eux, le travail ne manque nullement. Et se pencher sur ce "problème", leur paraît absurde. *Regardez les chiffres, disent-ils, la quantité de postes occupés est la même depuis 50 ans. On travaille toujours autant !* Mais, ceux-là se trompent. Car au fil de ces dernières années, le temps concédé au labeur s'est réduit d'au moins 15%. Le nombre des producteurs demeure constant dans les pays industriels, mais on ne preste plus 45 heures par semaine. D'autre part, étaient inconnus naguère ces innombrables *mi-temps* et *temps partiels*, comptabilisés de nos jours comme prestations complètes. Parlons aussi de la pléthore actuelle d'emplois *factices*. Le travail en effet, se définit maintenant comme une matière première dont les employeurs ne veulent plus. L'État en vient donc à *payer* les patrons pour que ceux-ci engagent ! La législation belge prévoit ainsi des *avantages à l'embauche*, des *stages pour jeunes*, des *contrats-première-expérience-professionnelle*. Ce qui permet de caser en entreprise les débutants aux maigres salaires, en échange d'une réduction des charges patronales. Tout ceci le proclame : l'emploi s'est considérablement raréfié.

Mais l'argument décisif, émane de ceux qui cherchent un gagne-pain. En Belgique, environ 500.000 chômeurs complets sont à présent recensés. Ajoutons-y les non-répertoriés : chômeurs partiels (il suffit de travailler une heure

par mois pour se classer dans cette catégorie), chômeurs "âgés" (ayant dépassé 50 ans), prépensionnés pour raisons économiques, travailleurs précaires, exclus du chômage émergeant au CPAS, jeunes en attente d'un premier boulot. Avec cet inventaire, le compte des demandeurs d'emploi franchit très facilement le cap du million. En 1965, ils étaient 50.000...

En l'espace d'une trentaine d'années, 20 fois plus de personnes découvrent l'inactivité forcée. Pourtant, ceci n'inquiète ni les "optimistes" de ce pays, ni ceux d'ailleurs. Ils admettent le fait, mais se veulent rassurants. *Un tel chômage accompagne naturellement le progrès, certifient ces bonnes âmes, patientez donc, et vous verrez apparaître les emplois nouveaux !* Et, afin de nous convaincre, ils commentent les crises antérieures. Celle de l'agriculture d'abord, qui a heureusement répandu son trop-plein de main-d'œuvre dans l'industrie. On ne peut le nier : beaucoup de paysans, désœuvrés par les nouvelles techniques agricoles, se métamorphosèrent en ouvriers d'usine. Puis, survint une seconde rupture, qui s'attaqua au secteur industriel. Bousculée à son tour par les performances de l'outil, la manufacture d'antan céda la place à l'entreprise moderne.

Une fois de plus, des victimes se retrouvèrent sur le carreau. Mais, là encore, une reconversion put s'accomplir. Car le personnel des fabriques, s'engouffra dans le secteur tertiaire. Les services, banques et compagnies d'assurances notamment, prirent un bel essor, absorbant nombre de salariés excédentaires. Tous ces faits appartiennent à la vérité historique. Cependant, on peut approuver cette analyse du passé, mais à la condition de n'en point faire une loi intangible. Parce que le contexte de l'heure ne se prête plus aux grands recyclages. Jusqu'à présent, la technologie détruisait d'abord des fonctions, pour en créer beaucoup d'autres ensuite.

La seule invention de l'automobile, qui éliminait fiacres et chevaux, nécessitait ainsi nombre de développements gigantesques. Il fallait concevoir, assembler, vendre les voitures, mais le succès de ces opérations réclamait des routes, autoroutes, ponts, parkings, garages, carburants, pneus, assurances, financements... Et le tout, en quantités énormes. Or, la révolution robotique-informatique contemporaine ne nécessite aucune grande infrastructure de ce genre. Par conséquent, une telle mutation suscite très peu d'emplois. Alors que, chaque jour et dans tous les secteurs, elle s'active à évincer les hommes.

Les inégalités se creusent

Dans la foulée des "optimistes", surviennent les apôtres de la conjoncture. *L'économie fonctionne par cycles, affirment-ils d'un air docte, nous sommes dans une dépression mais, tôt ou tard, le rebond va se faire. Dès lors, le nombre des chômeurs se réduira, grâce à cette croissance retrouvée.* Ici, le mot magique censé guérir tous nos maux est exprimé : *la croissance*. Or, cette incantation étonne l'observateur impartial. D'abord, parce qu'on peut se demander si la progression illimitée de l'enrichissement général est possible, voire même souhaitable. Mais aussi, parce qu'on invoque le retour d'une extension de l'activité économique, d'une augmentation de l'abondance, alors que celles-ci ne nous ont jamais quittés ! *Entre 1960 et 1995, la richesse mondiale produite en une année a sextuplé...* nous apprend Ricardo Petrella, dans un ouvrage intitulé *Le bien commun*. Et, voici peu, un rapport sur le

développement humain rédigé par le PNUD, confirmait ce propos. Depuis longtemps en effet, le "gâteau" ne cesse de grandir. Malheureusement, les parts de ce pactole s'attribuent de manière bien plus inégale qu'autrefois. L'opulence d'une minorité se dilate, tandis que la misère partout se répand. Ainsi, l'écart séparant aujourd'hui les pays riches et ceux du tiers monde a... triplé ! Bien plus, une telle disparité se retrouve au sein même des nations privilégiées. Là aussi, le fossé entre nantis et pauvres se creuse. En Belgique, selon une récente étude de la VUB, 10% de gens aisés posséderaient une moitié de la richesse du pays. Et, pour arriver à pareil résultat, leur fortune a cru de 185% en 10 ans ! Alors que, durant la même période, les Belges aux minces ou modestes revenus (50% de la population) auront vu diminuer leurs ressources. Comme on le constate, vouloir la prospérité sans exiger une solidarité accrue, revient à confisquer la croissance au seul profit de quelques uns.

Certains ouvrent leurs yeux, pour... les refermer aussitôt ! Ils reconnaissent la situation, mais s'accrochent aux prédictions apaisantes. Celle-ci, entre autres : *Si notre société peut effectivement se maintenir avec un minimum de producteurs, elle ne saurait prospérer sans une majorité de consommateurs. Sur ce plan là, nous lui sommes tous nécessaires. Par conséquent, la consommation populaire se verra obligatoirement stimulée un jour ou l'autre ; ce qui créera de l'emploi.* Un tel discours cependant, manque tout à fait de réalisme. Car qui dispose d'un capital et désire se lancer dans le commerce, peut choisir entre deux options. Soit il propose un article courant et bon marché qui intéresse le grand nombre, soit il recherche une clientèle triée sur le volet. Faire fortune en écoulant des cacahuètes relève du possible, s'enrichir par la vente de pierres précieuses s'avère également vraisemblable. Débitier du tout-venant pour 6 milliards de personnes, ou vendre le grand luxe à ce milliard d'élus annoncé, procède d'un tel choix. Et, au vu de ce qui précède, la préférence des puissances financières ne laisse maintenant aucun doute...

Créer de faux besoins

Après les "consommateurs indispensables", interviennent d'autres croyants. Lesquels, tablent sur... la magnanimité du régime libéral ! *Beaucoup de besoins ne sont pas satisfaits*, déclarent ces doux rêveurs, *il se trouve là un domaine inexploité dont on va se saisir. Et ce nouveau secteur d'activité, fournira du travail en abondance.* Hélas, la politique sociale des États est à la restriction budgétaire. Et, bien évidemment, le non-marchand n'intéresse absolument pas les hommes d'affaires. Ceux-ci s'évertuent à créer un engouement pour des produits superflus, tentent de susciter maints caprices à grands renforts de publicité, plutôt que d'assouvir en philanthropes les nécessités premières. Voici deux siècles, 55 travailleurs agricoles besognaient pour nourrir 100 personnes. Aujourd'hui, il en faut encore 3. Une seule moissonneuse-batteuse, remplace 150 hommes armés de faux. Les rendements à l'hectare sont tels, que l'union européenne rétribue ses fermiers afin qu'ils arrêtent de surproduire ! Malheureusement, les céréales récoltées aussi facilement ne pourront pas être distribuées. Le blé c'est un marché, une pléthore de pains qui doivent se vendre. À qui ? Mais à ces techniciens, ouvriers, commerciaux, camionneurs qui, par exemple, conçoivent, fabriquent, vendent

et transportent, d'un bout à l'autre de l'Europe, d'inutiles et dérisoires schtroumpfs en plastique.

Brader la main d'œuvre

À la suite des "illusionnés", entrent en scène les illusionnistes. Avec eux, les emplois vont jaillir en pagaille, comme autant de lapins surgissant d'un chapeau. Le hic, c'est qu'il faut payer un prix exorbitant, avant de pouvoir assister au prodige. *Diminuons les salaires, s'écrient ces prestidigitateurs, et vous verrez le plein emploi se rétablir ! Car notre main-d'œuvre s'avère beaucoup trop onéreuse. À cause de cela, les patrons n'embauchent plus, délocalisent leurs activités.* Ceux qui parlent de la sorte, réalisent toutefois un joli numéro d'escamotage. D'un coup de baguette magique, ils effacent la responsabilité du système, tout en faisant apparaître de singuliers coupables. Les fautifs ici désignés, se reconnaîtraient à leur gourmandise salariale. Pareil vice en effet, alimenterait un chômage endémique. On se demande alors, comment les pays à hauts salaires du Nord de l'Europe parviennent encore à maintenir des gens au travail !? Ainsi l'Allemagne, qui aligne moins de chômeurs que n'en compte l'Espagne. Pourtant, les travailleurs espagnols vendent leur sueur nettement moins cher que leurs homologues germaniques. Aussi dérangeantes pour nos magiciens en herbe, se révèlent les situations respectives de la Suisse et de l'Angleterre. Car si la main-d'œuvre helvète coûte le double de celle du Royaume-Uni, ces deux nations présentent cependant le même taux de chômage (6,5%). Dans son livre *Le retour de terre de Djid Andrew*, Jean-François Kahn (quoique chaud partisan de l'économie de marché) s'étonne de cet état de choses. Il s'interroge également sur les 500 premières sociétés industrielles des USA. Lesquelles, entre 1975 et 1990, n'ont créé aucun job. Or, voilà 20 ans que le salaire moyen d'outre-Atlantique stagne et, en pareil laps de temps, les plus basses rémunérations américaines accusent même un recul de 30% ! De toute évidence, légitimer de faibles rétributions en s'appuyant sur d'éventuelles créations d'emplois, appartient au domaine du leurre. Quant aux délocalisations, bien malin serait celui qui expliquerait pourquoi elles se produisent. Parce que la stratégie des grands groupes commerciaux, repose sur un machiavélisme insondable. En outre, si le coût dérisoire d'une main-d'œuvre exotique peut provoquer le départ de l'une ou l'autre entreprise, il faut savoir qu'une fiscalité attrayante, des aides à l'investissement, la conquête d'un nouveau marché, l'absence de législation sociale, une monnaie locale attractive, un régime politique fort, le manque de normes antipollution, la docilité du personnel autochtone... se montrent tout aussi déterminants.

Les dérégulateurs

La mystification atteint son apogée, lorsque s'expriment les "dérégulateurs". *Pour favoriser l'emploi, supprimons toutes ces règles qui entravent le marché du travail*, préconisent nos charlatans. En réalité, ils souhaitent la disparition du salaire minimum garanti, des indemnités de licenciement, du préavis légal d'éviction,... D'après eux, de telles "rigidités" découragent la volonté d'entreprendre, effraient les investisseurs. Ils veulent alors remplacer les droits acquis, par des revenus professionnels fluctuant au gré de l'offre et de la

demande, associés à une totale flexibilité des travailleurs. Une fois de plus, pareils propos s'apparentent à un tour de passe-passe. Car, en période de chômage intensif, "libérer" les salaires conduit inmanquablement à la baisse de ceux-ci. Dès lors, la consommation des ménages viendrait encore à régresser ; avec pour corollaire un... accroissement du nombre des sans-emploi ! D'autre part, voici des gens qui n'hésitent pas à créer maintes entreprises, qui investissent dans ce but en bâtiments, terrains, matériel, machines, qui brassent les millions, les milliards, qui spéculent. Et ceux-là, tout à coup, se disent apeurés par un possible retournement de la conjoncture. À tel point que, pour les rassurer, il faudrait qu'ils puissent congédier aisément leurs salariés. L'emploi serait à ce prix. Car, à les écouter parler, des licenciements aujourd'hui susciteraient de l'embauche dès demain ! Vraiment, les ficelles actionnant de semblables artifices sont par trop énormes.

Quand une situation paraît inquiétante, on peut se rassurer en manifestant de l'agressivité. Quoi de plus facile alors, que de s'en prendre aux victimes de la nouvelle donne économique ? Fatalement, bien des hargneux se défoulent de la sorte : *Les chômeurs se complaisent dans leur paresse. Mais celui qui cherche activement du travail en trouve.* Cette façon de montrer du doigt est à ranger parmi les préjugés inconsistants. Des statistiques réalisées par groupe socio-professionnel indiquent qu'il y a beaucoup plus de suicides chez les demandeurs d'emploi. Car au sein d'une société comme la nôtre, travailler reste - malheureusement - le moyen traditionnel de se valoriser. Aussi, qui se retrouve au chômage perd souvent la considération de son entourage et l'indispensable estime de soi. Si l'on ajoute à ces tourments les inévitables difficultés matérielles, l'image caricaturale du *joyeux-chômeur-qui-ne-cherche-pas-du-boulot* se ternit tout à fait.

Cette sorte d'aigreur, qui requiert un bouc émissaire, attaque aussi dans une autre direction. Il y a 10 millions d'habitants en Belgique, dont 330.000 étrangers non-européens. Ceux-ci deviendront des coupables idéaux, comme désignés par ces rancœurs anciennes lesquelles jadis flétrissaient *les Juifs*. Rien de neuf donc, quant à la "solution" préconisée : *Les immigrés prennent le boulot qui appartient aux gens de chez nous. Renvoyons ces intrus dans leurs pays, et le chômage des Belges diminuera de façon radicale.* Ce qui procède d'une logique invraisemblable. Pour faire preuve de réalisme, il convient d'ôter de la population décrite, les femmes au foyer, les enfants, les étudiants, les personnes âgées, les spécialistes attachés aux multinationales (principalement américains ou japonais). En effet, seuls nous intéressent ici les migrants susceptibles d'occuper un poste de travail qui pourrait convenir à un Belge. Cette soustraction accomplie, on constate aussitôt que la main-d'œuvre allogène correspond à quelques dizaines de milliers d'unités. Pour rappel, précisons que le nombre des demandeurs d'emploi dépasse largement le million...

Ces chiens qui naguère tiraient des charrettes ont eu de la chance. Personne n'a tenté de les river à leur fardeau en usant de semblables arguments trompeurs. Chez les humains, par contre, ces raisonnements fallacieux s'insèrent dans une dialectique favorable au travail. Depuis deux siècles, l'idéologie dominante s'applique à métamorphoser le labeur quotidien en chose éminemment désirable. Beaucoup s'y sont laissé prendre. Décrocher

une *situation* alimente bien des rêves. Alors, avec une aussi somptueuse "carotte", soumettre les hommes devient un jeu d'enfant. Ils seront prêts à toutes les capitulations, pour peu qu'on les assure d'un avenir sans surprise, qu'on leur garantisse un inébranlable esclavage salarié.

Manipulations

Le pouvoir ne peut indéfiniment promettre des emplois qui n'existent plus. Il va donc manœuvrer avant que n'émerge une prise de conscience générale. Son premier mouvement lui fera dissimuler l'ampleur du chômage. Le comptage ponctuel de ce dernier doit impérativement montrer des chiffres évoluant à la baisse. Pour obtenir pareil résultat, on "oubliera" dans les statistiques certaines catégories de sans-emploi. Mais l'exclusion systématique se verra aussi programmée. La Hollande relègue ainsi nombre de ses chômeurs parmi les *invalides*. Quant à la Belgique, elle expédie son *excédent* chez les *pauvres*. Dans notre pays, 36% des personnes émargeant aujourd'hui aux CPAS sont les victimes d'une telle mise à l'écart. L'autorité, ensuite, fera tout pour gagner du temps. Dans l'immédiat, elle essaiera d'éviter un *bain de sang social*. Cet objectif prescrit de modérer quelque peu le zèle des grandes entreprises. Lesquelles envisagent des restructurations sans fin. Le secteur bancaire belge, à lui seul, menace de mettre 45.000 personnes sur le pavé. Or, cette possible catastrophe bientôt ne sera plus d'actualité. Les prochaines années verront le *baby-boom* d'après la guerre se transformer en *papy-boom* dès l'an 2000. À ce moment, aucun patron ne voudra se défaire avec brutalité d'une main-d'œuvre superflue. Il suffira de patienter, tout en ne remplaçant pas ceux qui partent à la retraite. Le volume du travail disponible diminuera sans cesse, mais à la façon d'une hémorragie s'épanchant au goutte à goutte. Et à côté des sans-travail, peu à peu, grandira la multitude des pensionnés.

L'ordre social bourgeois se perpétue en maintenant chacun à *sa place*, c'est-à-dire à *l'ouvrage*. En conséquence, des désœuvrés nombreux et permanents représentent un péril pour qui jouit d'une position dominante.

Une telle situation sans issue, propulse en effet les pensées séditeuses (*Que bascule donc la société, parce qu'elle ôte tout avenir à mes enfants, puisqu'elle m'oblige à végéter ma vie durant !*).

C'est pourquoi nos instances politiques ne se contenteront pas de maquiller le chômage pléthorique, ni de temporiser. Encore voudront-elles justifier ces "temps difficiles".

Les hommes acceptent de souffrir en silence, mais il faut donner un sens aux maux qui les accablent. Sinon, leur colère éclate.

Aussi, la mondialisation de l'économie sera présentée aux populations sous l'angle de la *fatalité*. On ne se révolte pas contre l'injustice du sort.

Et la guerre commerciale planétaire s'analysera comme pure catastrophe naturelle. Personne ne l'aurait souhaitée, déclenchée, encouragée, mais elle est là. Dès lors, il conviendrait de combattre avec enthousiasme, si l'on veut gagner la bataille de l'emploi. Dans cette optique, un chômage important résulterait d'innombrables défaites serait la juste sanction de nos coupables faiblesses.

On ne nous dit évidemment pas qu'un tel conflit *ne s'arrête jamais*.

Gestion politique d'une guerre économique...

Parce que la guerre économique devient projet de société, le débat politique dégringole au niveau des "gestionnaires". Péroraisons et programmes de partis expliquent alors comment promouvoir productivité, rentabilité, compétitivité. En fait, la gent politicienne accompagne le pouvoir mercantile dans sa fuite en avant. Et le mirage du plein emploi lui tient lieu d'alibi. Dans cette logique de conflit, l'appui aux entreprises se fait objectif prioritaire. Aides à l'investissement, réductions de charges patronales, primes à l'embauche... ponctionnent de plus en plus la richesse collective. L'impôt, également, accentue ce transfert. Ces dernières années, en Belgique, la fiscalité des sociétés s'est allégée de 3%. Par contre, les contributions pesant sur le simple quidam se sont accrues (à cause de la non-indexation des barèmes fiscaux, et par des cotisations spéciales dites "de solidarité"). De la sorte, le revenu issu du travail se voit très lourdement taxé (généralement, de 30 à 50% d'imposition). En revanche, pour les dividendes versés par nos entreprises à leurs associés, le prélèvement fiscal chute à 25% (si la rétribution est anonyme) et même à 15% (si elle s'avère nominative). Qui vit de telles rentes paie donc un impôt deux fois moindre que celui retenu sur un salaire ! Toutefois, l'injustice fiscale sévit également dans le monde des affaires. Si les petites et moyennes sociétés doivent acquitter un tribut de 39% sur leurs bénéfices annuels, les puissantes multinationales, elles, ne verseront que 8%. Par le biais de plusieurs Arrêtés Royaux, notre pays accorde cette faveur aux trusts, à condition qu'ils génèrent un chiffre d'affaires minimum de 5 milliards par an. Mais bien d'autres exemples pourraient illustrer la bienveillance des gouvernants, de Belgique ou d'ailleurs, envers le grand patronat. Et le projet AMI n'en serait pas le moins édifiant. Dans ces conditions, l'euphorie régnant au sein des places boursières se comprend sans peine. Ainsi l'indice *Bel 20* (impliquant les 20 premières entreprises belges) a-t-il bonifié de 50% en 1998. Significatives aussi, les actions *D'Ieteren* et celles de la firme *Colruyt* qui, en l'espace d'une dizaine d'années, auront eu leur valeur *multipliée* par 18 et 29 !

Ces gains, générés par la Bourse de Bruxelles, paraissent fort modestes si on les évalue à l'aune de Wall Street. Depuis une décennie, l'ensemble des cotations à New York accumule les scores mirifiques (jusqu'à 775% de hausse en quelques années). Exemple donc, apparaît l'action *Microsoft*, rapportant 300 fois la mise initiale. Autrement dit : qui aurait investi 500.000 francs dans l'entreprise de Bill Gates, en 1986, posséderait à présent des titres pour un montant de 150 millions. Précisons encore que dans la plupart des pays, tout comme chez nous, ces plus-values boursières *ne sont pas taxées*...

Le modèle américain...

Tant d'argent facilement gagné aiguise bien des appétits. Par conséquent, les USA deviennent, pour certains, le modèle qu'il convient d'importer en nos contrées. *Seule l'économie américaine fonctionne convenablement*, s'exclament ces "enthousiastes". Et de citer en vrac : la forte croissance du PIB d'outre-Atlantique (5,6% lors du dernier trimestre 98), les 18 millions d'emplois créés en peu de temps, le faible taux de chômage (4,5%)... Alléga-

tions aussitôt reprises en chœur, par les néo-libéraux de tous poils. Pourtant, si l'on y regarde de plus près, un tel engouement ne se justifie en rien. L'économie des States fonctionne, certes, mais parce qu'elle s'appuie sur le crédit. L'État, les entreprises, les particuliers américains dépensent plus qu'ils ne gagnent. La dette *extérieure* des États-Unis atteint aujourd'hui 2.000 milliards de dollars ! Quant au déficit de leur balance commerciale, il correspond à 255 milliards (alors que l'Union Européenne affiche, toujours dans la même monnaie, 100 milliards de boni). De même, parler d'innombrables créations d'emplois paraît pour le moins abusif. En fait, leurs entreprises ont d'abord licencié en masse, supprimant des postes stables et bien payés. Or, comme là-bas les allocations de chômage prennent fin après six mois, des millions de gens se sont vite retrouvés dans une situation intenable. Cette main-d'œuvre aux abois a, alors, permis l'éclosion de sociétés spécialisées en sous-traitance ou services. Ce qui ne pouvait être rentable auparavant, devenait à présent lucratif en utilisant des travailleurs taillables et corvéables à merci. Nouveaux emplois dès lors ces jobs précaires, à temps partiel, au salaire horaire ridicule, sans protection sociale aucune. Nouveaux emplois encore, ces "indépendants" : promeneurs de chiens, livreurs de pizzas, emballeurs et pousseurs de caddies pour clientèle de supermarché... L'abondance de semblables "métiers", imposés par la panique, explique pourquoi le taux de chômage paraît si faible. Supercherie avérée que ce "miracle américain" ; hélas, le dogme se répand quand même...

... et son hégémonie mondiale

De par une mystique commerciale délirante, l'Amérique bénit ce qui lui ressemble. Et ses grands prêtres (FMI, Banque Mondiale, OCDE) propagent l'intégrisme économique libéral. Le premier commandement de ces nouvelles *tables de la loi* condamne l'État-providence. Haro donc sur la sécurité sociale chère aux Européens. Convertis, nos gouvernants ont l'austérité budgétaire pour *credo* afin d'alléger la pression fiscale sur les entreprises. Amoindrissant ainsi la qualité des existences pour rehausser la quantité de biens produits. Mais pareil acte apparaît éminemment vertueux si l'on s'en réfère à l'orthodoxie marchande. Les chiffres cités par le PNUD sont à cet égard caractéristiques. Évalués d'après le seul *Produit Intérieur Brut*, les USA se classent premiers dans le pool des 17 pays les plus industrialisés du monde. En revanche, ils rétrogradent au dernier rang lorsqu'on analyse la mortalité infantile, l'espérance de vie des adultes, le taux d'alphabétisation, le degré de scolarité, le nombre des pauvres, la délinquance, la proportion de gens en prison. Car au pays des milliardaires, survivre avec une maigre paie, c'est d'abord l'impossibilité de souscrire aux assurances. Dès lors, pas de retraite envisageable, mais l'obligation de travailler jusqu'à son dernier souffle. Pas question non plus de restaurer une santé déficiente par des soins médicaux appropriés ; ni d'envoyer à l'hôpital le conjoint ou l'enfant malade. Sans argent, le coût prohibitif des études interdit à sa descendance l'accès aux bonnes écoles. Pour se loger au moins cher, il faut habiter dans quelque sinistre quartier. Et là, résister à la tentation d'améliorer l'ordinaire au moyen du trafic, du vol, de la prostitution. C'est également l'angoisse permanente de sombrer tout à fait ; de dépendre d'une "aide sociale" impérieusement limitée dans le temps,

correspondant environ à la moitié de ce qu'octroient nos Centres Publics d'Aide Sociale. Voilà ce qui se cache derrière les statistiques. Voilà vers quel guet-apens on veut nous mener.

Le piège est bien conçu. Bien camouflé aussi. Rares sont ceux qui décèlent le traquenard. C'est pourquoi les populations avancent docilement en direction du pire. Subjuguées, parce qu'on leur promet une prospérité salvatrice, grâce au plein emploi retrouvé. Parce que maintenant le labeur des hommes tient lieu de religion. Et cet appât magique les attire dans la nasse.

L'attachement idolâtre au travail, provient d'une confusion. Travailler un minimum pour combler ses besoins essentiels, et ceux de la collectivité, se définit comme activité naturelle, légitime, valorisante. Par contre, s'échiner huit longues heures par jour, pendant 45 ans, aux seules fins d'enrichir l'État, actionnaires ou patron, témoigne d'un système oppressif. La plupart du temps l'emploi s'envisage sans tenir compte d'un tel discernement. Peu de gens considèrent le but premier du travail ordinaire, lequel veut que l'on se plie aux servitudes monnayées, pour mieux conforter les hiérarchies au pouvoir.

L'alternative libertaire

En 1894, quelques jours avant son exécution, l'anarchiste Émile Henri écrivait ces lignes : *Beaucoup d'ouvriers sont occupés à des travaux inutiles à la société [...] Beaucoup aussi sont frappés par le chômage [...] Ajoutez à cela qu'un nombre considérable d'hommes valides ne produisent rien : soldats, prêtres, policiers, magistrats, fonctionnaires,...* [...] *Considérons en outre que [...] le total des produits manufacturés est quatre fois plus considérable, et le total des produits agricoles trois fois plus considérable que la somme nécessaire aux besoins de l'humanité [...] Nous pouvons donc tirer la conclusion suivante : une société où chacun collaborerait au travail commun [...] n'aurait à demander à chacun de ses membres valides qu'un effort de deux à trois heures (par jour) peut-être moins...*

Ce petit texte indique quelle était la position radicale du mouvement libertaire envers le travail salarié.

Cette dénonciation gardera toute sa véhémence au fil des années. Aussi, lorsque les prolétaires deviendront de surcroît consommateurs, les anars s'opposeront à cette aliénation nouvelle qui séduit. Avec moult slogans comme *Ne travaillez jamais !* ou *Ne plus perdre sa vie à la gagner*, Mai 68 attaquait une abondance fabriquée pour maintenir les travailleurs sous le joug. Mais la création de besoins factices s'accompagne obligatoirement d'une production surmultipliée. Dès lors, l'assujettissement des besogneux allait encore changer de forme.

Dans un livre prophétique, *Bye,bye, turbin !*, parut en 1975, Yves Le Manach, compagnon libertaire et collaborateur d'*Alternative Libertaire* (Belgique), annonçait les situations à venir : *De par son essence même (recherche du profit dans la compétition) la bourgeoisie ne peut se permettre de remettre en question le travail qui est la justification de sa réussite, de son idéologie. Qu'elle reconnaisse l'inutilité du travail, et son monde s'écroule. Cependant, dans une superbe contradiction, elle ne peut s'empêcher de développer les forces productrices, et à mesure que la grande industrie automatisée se développe, la création de richesses dépend de moins en moins*

du travail. Et Yves de conclure : *Revendiquons l'automation et, au travers d'elle, la fin du travail.*

L'anarchie enfin réalisée, supprimerait bien des fonctions, bien des intermédiaires, bien des *gadgets* et, par répercussion, bien du travail inutile. En attendant ce jour, nous devons vivre au cœur d'un monde reposant sur le futile. Or, malgré ce gaspillage érigé en dogme économique, les emplois disparaissent. Dans sa course débridée, une productivité folle a dépassé depuis longtemps la consommation des objets, laissant derrière elle saturation et chômage. Informatique, électronique, robotique permettent de produire comme jamais auparavant ; gestions et managements nouveaux diminuent le personnel en augmentant les cadences, fusions d'entreprises ou accords inter-trusts éliminent toute concurrence commerciale de faible envergure. Cela, il faut le dire. Assez de mensonges ! Le plein emploi ne reviendra jamais ! Mieux même : du travail, il y en aura *de moins en moins*. Une telle prise de conscience, cependant, intervient pour nous aider. Car percevoir l'événement conduit à cette évidence : *notre société doit se modifier*. Comment ? Mais en partageant, et les postes encore disponibles, et la richesse suscitée. C'est-à-dire - pour l'exprimer plus concrètement - en réduisant de façon drastique le temps consacré au travail (25, 20, 15, 10 heures par semaine ?). Mesure à laquelle s'adjoindrait une redistribution pécuniaire, octroyée sous la forme d'un revenu de citoyenneté (*allocation universelle*). Vu sous cet angle, le danger d'un piège menaçant se transforme en réelle opportunité. D'ailleurs, avec d'autres intellectuels éminents, André Gorz ne s'y est pas trompé. Son dernier ouvrage, consacré à la disparition du travail et à l'*allocation universelle*, porte ce titre éloquent : *Misères du présent, richesse du possible*. Quant à nous, qui refusons toute domination de l'homme par l'homme, le contexte de l'heure nous fait la plus belle promesse. Car cette fin du travail concrétiserait une part majeure de l'idéal libertaire : la suppression de l'esclavage salarié.

La fin du prolétariat

Cette fin du prolétariat, beaucoup n'en veulent pas. De quoi vivraient-ils, s'il n'y avait des prolétaires à plumer ?

Oublions, l'espace d'un instant, les exploités bien connus ; aisément identifiables par l'argent qu'ils ponctionnent. Concentrons-nous plutôt sur les "défenseurs de la classe ouvrière". De ceux-là, on ne se méfie guère. Ici encore, ouvrons le livre d'Yves Le Manach : *Que deviendraient les syndicats et les partis ouvriers, sans travailleurs ? Que l'on augmente les salaires, que l'on améliore les conditions de travail, oui, mais surtout que l'on ne remette pas en question le travail*. Car syndicalistes et politiciens "de gauche", s'activent au sein d'organisations exigeant la prépondérance de leur groupe. Dès lors, afin d'acquiescer ce pouvoir tant convoité, les "réformistes" ont besoin d'une "clientèle", et les "révolutionnaires" d'une "masse" ; agissant de ce fait en faune parasite, qui prospère sur la sueur du grand nombre. Ainsi, grâce à l'aval des classes laborieuses, une "gauche réaliste" rejoint la "droite sociale" au plus profond de la "pensée unique". Tout comme on nous vante le "droit au travail" et la "dictature du prolétariat", puisque ces concepts introniseraient l'État-patron communiste. Mais, une fois de plus, mentionnons l'ouvrage précité : *Opposer le pouvoir du prolétariat au pouvoir de la bourgeoisie, c'est*

ne pas tenir compte du devenir du prolétariat qui est sa propre disparition [...] À quoi servent ceux qui veulent améliorer le travail à ceux qui ne veulent plus travailler ? Yves, à ce moment pointe un doigt accusateur : *Nous servons à justifier votre existence [...] Ce qui vous gêne le plus, c'est le fait que l'automatisation vous remette autant en question que la bourgeoisie, dans la mesure où elle remet en question le travail lui-même [...] Pour vous, les revendications sont uniquement quantitatives, et vous vous arrangez pour qu'elles cadrent avec les intérêts du pouvoir [...] L'usine à laquelle vous nous attachez par votre complicité revendicative [...] on la vomit.* Et, dans un cri de colère, notre camarade lance avec force : *Saluds ! On les connaît vos usines, vos partis, vos syndicats.*

Élargir et regrouper

Seul l'avènement de la société libertaire permettra l'émancipation totale des individus. Afin d'aboutir à tel résultat, **tous les moyens d'agir doivent être envisagés.** Ces outils, sont divers : encourager l'autogestion systématique, organiser la grève générale, multiplier les collectifs, se présenter aux élections, déclencher une révolution... Reste à faire le bon choix. Pour cela, constatons d'abord que les regroupements situés à gauche, recherchent le pouvoir. Ce qui rend un partenariat impossible. Dès lors, notre projet repose entièrement sur **une large adhésion populaire.** Ce soutien des populations constitue donc le repère obligé. Refuser pareil guide conduirait à s'enfermer dans quelque ghetto politique. Un de ces lieux où rien ne bouge, où le rêve tient lieu de pensée, où l'action appartient au domaine de la bricole.

Le nombre des familles sensibilisées par le problème de l'emploi est énorme. Presque tous les ménages alignent un ou plusieurs salariés, un ou plusieurs chercheurs de boulot. En conséquence, une importante réduction du temps de travail (dans la perspective de le partager) susciterait un intérêt général. De même, octroyer à tous une *allocation universelle* (1) éveillerait de nombreuses sympathies. Conjuguer ce partage du travail avec ce revenu garanti obtiendrait plus de succès encore. Soyons en sûrs : la volonté manifeste de distribuer à la fois du temps libre et des moyens d'existence vaudrait aux anarchistes des appuis en pagaille. C'est pourquoi pareil dessein incarne un authentique levier, capable seul de renverser le vieux monde.

Ici et maintenant, il nous faut mettre un terme à cet asservissement séculaire fondé sur le travail. Tel s'énonce le combat de notre génération.

En réalité, nous n'avons guère le choix. Sans contre-attaque de grande ampleur, c'est un désastre qui se profile. Nul besoin de jouer au prophète, comme Ian Angell, pour détailler cette éventualité catastrophique. Il suffit simplement, de relire Émile Zola. Car, le futur alors tient en un mot : *régression*. Et si demain est ainsi fait, verrons-nous à nouveau de ces malheureux chiens attelés aux charrettes ?

Gablou (Alternative Libertaire Belgique)

(1) L'*allocation universelle* évoquée ici, ne correspond nullement à ce produit électoral dont on nous rebat les oreilles. Ce que l'on nous propose ainsi, à grands renforts de publicité, a tout l'air d'un attrape-gogo. En outre, l'*allocation universelle* ne peut se considérer tel un but qu'il convient d'atteindre, mais comme le *moyen* d'avancer vers un socialisme libertaire.

Contre l'apartheid social

Révolutionnons le nouvel ordre mondial.

La période des *trente glorieuses* (1945/1975) a été marquée par l'instauration de la production et la consommation de masse et par le renforcement de l'État-providence.

Ce nouveau mode d'exploitation capitaliste (le fordisme), basé sur un compromis historique entre la classe dirigeante et les structures représentatives des travailleurs (les syndicats réformistes) a permis d'assurer à ces derniers un minimum vital : santé, logement, éducation, sécurité de l'emploi...

La pensée économique du fordisme, fondée sur les idées de l'économiste Keynes, peut se résumer ainsi : pour résoudre les crises engendrées par la surproduction (par exemple la crise de 29), il importe de s'appuyer sur le *marché intérieur* constitué par l'ensemble de la population d'un pays, d'où la mise en place d'économies nationales auto-centrées en Occident.

Durant cette période, la demande nationale s'adresse, en priorité, à l'offre nationale. Inversément, en réaction à la crise latente du fordisme, qui se développe à la fin des années 60, on assiste à une *internationalisation* croissante des marchés : la part des importations et des exportations va croître dans le volume global des échanges, de même que la part des investissements à l'étranger.

La *mondialisation de l'économie* va se caractériser par une interpénétration et une interdépendance accrues des économies centrales, d'où le besoin pour ces pays de se spécialiser dans des secteurs compétitifs (par exemple le nucléaire en France).

Par ailleurs, l'investissement direct à l'étranger prend le pas sur les échanges commerciaux dans le processus d'internationalisation. Ces investissements sont marqués par un degré de plus en plus élevé de *concentration* au sein des pays avancés et se font aux dépens des pays en développement.

Le monde de la fin du XX^{ème} siècle se construit autour de trois pôles hégémoniques et concurrentiels entre eux : le continent nord-américain organisé dans l'ALENA, l'Union Européenne et le sud-est asiatique (Japon et *nouveaux dragons*).

De la mondialisation

Autre phénomène, les marchés et les multinationales acquièrent de plus en plus de puissance, limitant à la portion congrue la réalité du pouvoir que détiennent encore les États. Ces derniers ne peuvent plus déterminer ni contrôler les politiques monétaires et/ou industrielles.

Les marchés imposent de plus en plus leurs diktats : ce sont eux qui déterminent les choix politiques en fonction des finalités qu'ils se sont fixées. Ils détiennent le véritable pouvoir sur lequel aucun contrôle ne peut être exercé tant leur autonomie est grande. Une politique sociale ne leur plaît

pas... la bourse s'effondre. Une politique de restructuration (avec des milliers de perte d'emplois) leur agréée... la bourse monte en flèche.

Cette mondialisation économique n'aurait évidemment pas été possible sans quelques *outils* adéquats, tels que • le **G8**, sorte de gouvernement mondial où les huit pays les plus riches de la planète discutent en vrac de la politique à venir du monde (travail, terrorisme, nucléaire, écologie, flux migratoires...) • le **FMI** qui pérennise la domination des pays du Nord sur ceux du Sud et de l'Est à coups de plans d'ajustements structurels (économies vivrières démantelées, politiques sociales sabrées pour que les pays du Sud et de l'Est alimentent unilatéralement les transits vers le Nord) • la **Banque Mondiale** • l'**Organisation Mondiale du Commerce** qui organise le marché du futur, totalement libéralisé et déréglementé.

Derrière ces institutions médiatiques existent aussi des forums internationaux comme celui de Davos où chefs d'État, banquiers, financiers, patrons de multinationales débattent, loin des regards indiscrets, des avantages et des inconvénients de la mondialisation.

Une économie virtuelle

Mais ces outils politiques n'auraient pas suffi à la mondialisation de l'économie de marché si, parallèlement, l'explosion des technologies n'avait permis des échanges toujours plus rapides de marchandises, voire maintenant immédiats pour les transferts de capitaux et de l'information. Les échanges monétaires se font de plus en plus par le biais d'ordinateurs (monnaie électronique) au détriment de la monnaie fiduciaire (monnaie de papier).

Ainsi des masses de capitaux voyagent dans les fibres téléphoniques sans avoir jamais d'existence concrète. Cette virtualisation de l'économie rend le système de plus en plus fragile et il devient plus difficile de prévoir les "évolutions du marché".

Autre conséquence de cette économie virtuelle : jusqu'à un passé récent, le profit était extrait essentiellement de l'exploitation de la force du travail (d'où la nécessité d'établir un dialogue minimum avec celui-ci).

Depuis une vingtaine d'années, **l'exploitation du travail est devenue une condition inessentielle à la reproduction du capital...** la principale source de profit étant devenue *la spéculation*. Cela renforce d'autant la nécessité pour les capitaux de se doter de moyens pouvant limiter les risques, donc de prévoir, autrement dit de "redonner confiance aux marchés".

Du rôle de l'État

Dans le même temps, le rôle de l'État s'est estompé.

Il n'a plus guère de capacité à intervenir dans cette nouvelle variante du capitalisme. Ne déterminant plus les politiques industrielle, monétaire, budgétaire, sociale, il ne peut plus garantir une adéquation nationale entre la sphère de production et celle de la consommation. On assiste à l'émergence d'une finance mondiale toute-puissante, que personne ne contrôle plus et qui dessaisit progressivement les États de leurs prérogatives politiques et de leur souveraineté.

L'objectif des États n'est plus que d'offrir des conditions d'exploitation de la force de travail les plus profitables pour le capital. Aujourd'hui, cela passe

principalement par des déréglementations des conditions de travail (précarité, flexibilité...), par les privatisations massives des secteurs publics rentables, par une réduction drastique des coûts d'entretien et de reproduction de la force de travail (coupes sombres dans les budgets sociaux : santé, éducation...).

Les États deviennent de plus en plus de gros *ministères de l'Intérieur* chargés de réduire les coûts de la force de travail, d'en durcir les modes d'exploitation et de se doter des moyens de répression suffisants pour parer à toutes éventualités si les exploités et les opprimés en viennent à remettre en cause les règles du jeu.

En raison de ce déplacement du pouvoir au profit des marchés financiers et des multinationales, la "démocratie parlementaire" est de plus en plus une notion vide de réalité concrète. Les États "démocratiques" ont, de fait, de moins en moins de possibilité de contrôler l'usage qui est fait de la richesse par les populations. La *souveraineté nationale* n'est plus qu'un bavardage de campagne électorale. Par pans entiers, elle passe sous la tutelle du nouveau détenteur du pouvoir : le marché.

Ainsi vouloir *conquérir* le pouvoir d'État ne peut répondre à nos aspirations dans la mesure où celui-ci n'est même plus en capacité de contrôler la mondialisation. Quelques centaines d'opérateurs puissants possèdent aujourd'hui la réalité du pouvoir, bien plus que les votes des citoyens, et décident, dans les faits, des taux de croissance et de l'emploi d'une bonne partie du monde.

Dans ce contexte, le clivage droite/gauche n'a plus guère de sens ; il se situe bien plus entre ceux qui défendent la mondialisation capitaliste et ceux qui s'y opposent.

Ce clivage traverse l'ensemble de la caste politique faisant fi des frontières entre les partis. Ainsi, certains *anti-mondialistes* sont réactionnaires, voulant reconstruire un État-nation fort. Cette "perspective" se fonde sur un retour vers une économie auto-centrée reposant sur le nationalisme et, pour certains, qui s'affirment "progressistes", il n'y aurait point de salut sans retour aux valeurs républicaines. Cela conduit à des impasses, car les uns comme les autres ne pourront jamais faire tourner la roue de l'histoire en sens inverse.

Du mythe du développement

Avec la crise, le *mythe du développement* a fait long feu ! L'évolution de l'impérialisme impose de nouvelles nécessités. Jusqu'aux années 70, cette politique qui met certaines populations ou certains États sous sa dépendance était expansionniste, maintenant elle a conquis l'ensemble de la planète. Autrement dit, d'une phase de conquête, les pays impérialistes sont passés à une gestion totale de celle-ci, au détriment des pays de la périphérie. Ceux-ci ne sont plus seulement des pays subordonnés, réserves de matières premières subissant les effets conjoints de la domination politique et de l'échange inégal, comme à l'époque classique de l'impérialisme. Ce sont des pays qui ne présentent plus d'intérêt, économique ou stratégique (fin de la "guerre froide"), pour les pays et les firmes situées au *centre*. Ce sont des fardeaux purs et simples. Ce ne sont plus des pays promis au "développement", mais des zones de "pauvreté" (mot qui a envahi le langage de la Banque Mondiale) dont les émigrants menacent les "pays démocratiques".

Du racisme

Parallèlement l'idéologie raciste a, elle aussi, évolué. Le **racisme différentialiste** a pris le pas sur le racisme fondé sur la supériorité de la "race blanche". D'une hiérarchisation raciale, on passe alors à un **apartheid social**. Isoler les pays pauvres, garantir l'étanchéité des frontières, imposer l'idée que les communautés ne peuvent vivre leurs spécificités que par opposition aux autres et dans leurs limites territoriales respectives.

La misère engendrée par les rapports Nord/Sud/Est révèle au grand jour la barbarie capitaliste et le comportement crapuleux des décideurs politiques et économiques des pays du *centre*. Se prémunir contre les pressions migratoires des populations du Sud et de l'Est est devenu leur préoccupation majeure. Politiques anti-immigrés, expulsions forcées, accords de Schengen, soutiens à des gouvernements plus que douteux dans des pays pouvant servir de *zones tampons* contenant les flux migratoires (les pays du Maghreb ou du centre de l'Europe par exemple) : tout est bon pour rendre les frontières quasiment hermétiques aux populations venant d'Afrique ou de l'Est.

Nous assistons à la mise en place d'un nouveau racisme qui puise son idéologie dans le *différencialisme*, une perversion systématisée du *droit à la différence* qui affirme l'irréductibilité des modes de vie et des cultures. Concrètement, cela induit que chacun doit rester vivre dans sa propre "aire culturelle", qui recouperait, au regard de l'Histoire, les "aires géographiques". Idéologiquement, ce *racisme différentialiste*, centré sur le *complexe de l'immigration*, s'inscrit dans le cadre d'un *racisme sans race* : un racisme dont le thème dominant n'est pas l'hérédité biologique, mais l'irréductibilité des différences culturelles. Un racisme qui postule la nocivité de l'effacement des frontières, l'incompatibilité des genres de vie et des traditions.

Du nouvel ordre mondial

Avec la mondialisation de l'économie de marché, un nouvel ordre mondial s'affirme : la mise en place d'un véritable *développement séparé* ou **apartheid social**. Trois éléments (parmi d'autres) concourent à étayer ce concept : l'exclusion sociale, la construction européenne et les rapports Nord/Sud/Est.

Exclusion sociale

Pour le premier, on retiendra que pendant les *Trente Glorieuses*, l'État-providence avait pour mission première d'intégrer *l'ensemble* des catégories de la population. La crise de *l'État-social* remet en cause ce mythe fondateur essentiel : le partage, plus ou moins équitable, selon des critères capitalistes (c'est-à-dire en entretenant les inégalités économiques et sociales) des bénéfices du *progrès* (perçu comme une *évolution* "normale" depuis la Révolution française). Cette conception (cette idéologie) du *progrès* est, elle aussi, en crise : de plus en plus souvent perçue comme source de destructions des êtres humains et de la planète.

Pour survivre dans la jungle de la concurrence internationale, les États du *centre* ont fait le choix de sacrifier des pans entiers de leurs populations. À la volonté d'intégration (économique et sociale) de l'ensemble des couches de la population, ils optent maintenant pour l'exclusion des "improductifs".

Les réponses politiques sont de plus en plus autoritaires et sécuritaires pour les exclus, et de plus en plus libérales en ce qui concerne la gestion de l'économie (déréglementation des conditions de travail, précarité, flexibilité, liquidation des "acquis sociaux"...).

L'instauration du RMI traduit, au mieux, cette nouvelle conception de gestion de la force de travail. Il signifie concrètement que l'État pense qu'il y a une part de la population qui est, sinon à jamais, du moins durablement *inessentielle* à la sphère de production et de la consommation. L'État leur donne juste de quoi ne pas crever et/ou se révolter (environ 300 euros par mois) et qu'ils se débrouillent ! En conséquence, de plus en plus de personnes sont marginalisées ou en voie de l'être et ce délibérément. Cela traduit une *rupture* par rapport à la période historique précédente. Cela se vérifie par l'instauration de véritables quartiers ghetto et de régions sacrifiées.

L'ensemble des dispositifs, regroupé sous le terme générique de *politiques de la ville*, dans lesquelles on peut inclure les mesures prises par rapport à l'école (par exemple la création de *Zones d'Éducation Prioritaire*), les politiques sécuritaires ont pour objectif essentiel de masquer la réalité de cette évolution. On évite ainsi de poser les problèmes à partir de ces choix politiques et de société en posant des emplâtres sur des jambes de bois. On stigmatise les populations qui sont victimes de l'exclusion et que l'on retrouve principalement dans ces quartiers ghettos.

De même le terme *immigré* prend de plus en plus une connotation sociale. Une personne d'origine japonaise ou américaine sera très rarement vécue comme un ou une *immigré-e* ; par contre l'immigré regroupe bien souvent ceux qui seraient source de problèmes : les habitants des quartiers ghetto. De plus en plus les immigrés symbolisent *ceux qui vivent là-bas*, les nouvelles *classes dangereuses*.

À l'échelle de la ville, la juxtaposition des quartiers ghettos, de l'ennui et de la misère, face aux quartiers chics, éclatants de luxe et d'opulence, participe à cette logique de développement séparé d'apartheid social.

De l'Europe des régions

Un des fondements de la construction européenne est la mise en concurrence (à l'échelle européenne) des régions entre elles. Certaines ont de réels moyens pour être performantes et d'autres n'ont plus aucun avenir, si ce n'est le tourisme en se transformant en vastes parcs folkloriques ! Cette concurrence va profiter bien évidemment aux régions déjà les plus riches, ou à celles permettant une exploitation plus intensive de la force de travail.

Les régions deviennent ainsi de véritables États dans l'État, aspirant à devenir des pôles économiques de plus en plus autonomes. Pour ce faire, les notables régionaux étendent leur pouvoir et leur influence à tous les aspects qui touchent de près ou de loin la vie économique.

Les institutions régionales délèguent de véritables ambassadeurs qui ont pour charge de trouver des marchés, mais aussi des industriels intéressés pour s'implanter sur leur territoire. On assiste à la mise en place du développement séparé : d'un côté des régions riches et de l'autre des régions pauvres, avec pour conséquence, à terme, l'émergence de flux migratoires des régions pauvres vers les riches.

Cette évolution fait déjà des ravages en Europe. La crise des États-nations se traduit, entre autres, par la volonté séparatiste des plus riches motivée par l'**apartheid social**. Les guerres en ex-Yougoslavie en ont été la forme la plus exacerbée.

L'éclatement de la Yougoslavie est en partie dû au pari qu'ont fait certaines régions la composant, pari reposant sur la possibilité d'intégration rapide à l'Union Européenne. Rappelons que ce sont d'abord la Slovénie puis la Croatie (les deux régions les plus riches de la Yougoslavie) qui exigèrent leur indépendance. Un des thèmes qui les motivaient était leur volonté de pouvoir faire partie, à terme, d'un pôle économique hégémonique sur le continent européen afin d'entrer dans la cour des grands. Un des arguments de la campagne menée en Slovénie pour l'indépendance, était qu'il valait mieux être le dernier à la ville plutôt que le premier au village (la ville étant l'Union Européenne et le village la Yougoslavie). Face à cette évolution où les "riches" se regroupent entre eux au détriment des pauvres, l'argument *nationaliste* devint prépondérant. Ainsi on vit resurgir l'attachement à un passé mythique : la renaissance de la *Grande Serbie*. Sous couvert de nationalisme (voire de guerre de religions) on s'étripa pour conquérir le plus de territoire sur l'autre. L'horreur devint systématique dans le but d'obliger les populations des territoires convoités à émigrer afin de s'y substituer (ou du moins de rendre hégémonique) : c'est la *purification ethnique*.

Un des enjeux idéologique de la guerre en Bosnie a été de détruire toute idée de *multiculturalité* au profit de la constitution de nations "pures", c'est-à-dire homogènes ethniquement ou *monoculturelles*, notion qui n'est pas sans rappeler le concept de *racisme différentialiste*.

Du centre et de la périphérie

Mais ce processus se vérifie aussi au niveau des rapports Nord/Sud/ Est. Auparavant les rapports entre le *centre* et la *périphérie* se caractérisaient par l'*échange inégal*.

Idéologiquement, les pays occidentaux imposaient aux pays dits "sous-développés" le modèle du développement (autrement dit le *modèle occidental*). Ainsi ils pourraient à terme jouir des "bienfaits de la démocratie". Ce discours postulait le développement comme une fin en soi (puisque le progrès était éternel et devait profiter à tous) sans se soucier des réalités culturelles, économiques, sociales de ces pays et encore moins des aspirations de leurs populations.

Beaucoup de pays ont effectivement fait le pari du "développement" et ont basé leur économie sur des productions d'exportation (pétrole, coton, arachide, café...). Ils étaient donc tributaires des marchés internationaux, qu'ils ne contrôlaient pas. Ainsi les pays du *centre* purent (peuvent) piller les pays du Tiers-monde. Les élites politiques de ces pays bénéficient grandement de cette forme d'échange : elles sont totalement liées, par des intérêts communs (notamment leur maintien au pouvoir) avec les États occidentaux.

Avec l'évolution de l'impérialisme et de l'*idéologie différentialiste* qui le sous-tend, un véritable **apartheid social** se met en place à l'échelle de la planète : des continents entiers sont laissés à l'abandon, en particulier l'Afrique. Une partie de la population mondiale est ainsi condamnée à mourir

de faim, de guerre, d'épidémie. Le cynisme du raisonnement des décideurs économiques et politiques de la planète est poussé à son comble : plus il y a de morts, moins la pression migratoire sera importante !

Du projet de société

Ce qui est le plus significatif dans les luttes récentes (logement, précarité, sans-papiers...) c'est qu'elles débordent du cadre des revendications quantitatives (réduction du temps de travail, hausse des salaires...) pour poser la question de nos *conditions d'existence* dans la société.

Que ce soient les luttes pour un logement décent, contre la misère sociale de la précarité ou celles des sans-papiers, elles ont un point commun : ce sont des personnes qui survivent dans des conditions inextricables et qui disent *Stop ! On arrête, on ne peut plus continuer à vivre de la sorte !*

En outre, ces exigences autour de la volonté de vivre *dignement* tendent à entrer en contradiction avec des piliers idéologiques de la société autoritaire, mais aussi avec des dispositifs liés à la mondialisation de l'économie.

Le droit de propriété doit-il prévaloir sur le fait de pouvoir se loger décemment ?

À l'heure de l'automatisation et de la surproduction, doit-on accepter que le travail (ou son absence) détermine nos conditions de vie, aussi bien par les revenus qu'il procure, qu'au niveau de l'organisation matérielle : choix du lieu d'habitation, organisation du temps ? Est-il normal que des personnes en soient réduites à la mendicité, à la charité, ou à risquer la prison pour vol afin de se nourrir, de se vêtir, de se cultiver, de se divertir ?

Que reste-t-il de la liberté de circulation des personnes (inscrite dans les déclarations des droits de l'homme) dans une Europe qui se renferme comme une forteresse ? En revendiquant la libre circulation des individus l'ouverture des frontières, les sans-papiers interrogent la société sur son devenir. Voulons-nous vivre dans un monde de "petits blancs" complètement repliés sur eux-mêmes, au sein d'une *Europe-barbelée* en ayant peur de tout ce qui est extérieur, étranger ? Voulons-nous un monde dans lequel les populations (en particulier les pauvres) seraient assignés à résidence sur leur territoire, un monde dans lequel les cultures seraient étanches les unes par rapport aux autres ? Ou voulons-nous au contraire vivre comme on le veut, avec qui l'on veut et où l'on veut, ce qui passe inévitablement par la reconnaissance de valeurs comme **la solidarité, l'égalité, la liberté, l'interculturalité et la libre circulation** des hommes, des femmes et des idées ?

En dernière instance, ce sont bien là les questions des *normes/valeurs* qui fondent la société qui sont posées.

Il nous faut donc lutter **contre toutes les exclusions** (sociale, raciale, sexuelle, culturelle...) qui forment le terreau des pratiques autoritaires et sécuritaires et qui divisent les populations en catégories aux capacités d'action sociales inégales.

Le système capitaliste fonctionne sur le principe de *quantification*, c'est-à-dire que tout est jaugé en fonction de sa masse. *La valeur d'échange prévaut sur la valeur d'usage*. Autrement dit, ce n'est pas l'*utilité* d'une marchandise qui prime mais ce qu'elle peut rapporter comme *plus-value* à ceux qui la détiennent et veulent la vendre. On produit des marchandises non pas en

fonction des besoins qu'elles satisfont, mais parce qu'elles vont, par leur échange, faire fructifier le capital investi pour leur réalisation.

En conséquence, des marchandises qui nous sont utiles peuvent cesser d'être produites car elles ne sont pas suffisamment *rentables* (c'est-à-dire produisant des profits estimés suffisants par et pour le capital). *L'objectif de la rationalité du capitalisme n'est pas de satisfaire nos besoins, mais de dégager des profits à partir du capital investi.*

Par exemple, les laboratoires pharmaceutiques sacrifient la recherche d'un vaccin contre le sida sur l'autel du profit. Ces laboratoires sont des entreprises privées soumises aux règles du marché et dont la prospérité repose sur la vente de médicaments en grandes quantités dans les pays riches. Il est donc plus intéressant pour eux de trouver un produit efficace contre la maladie du cœur ou le cholestérol que de mobiliser des fonds contre le sida qui concerne, en premier lieu, des régions insolvables (Afrique, Asie) et qui, dans les pays riches, reste une pathologie affectant un nombre relativement limité de personnes. Dans cette logique de marché, il n'est pas intéressant pour les laboratoires de pousser certaines recherches, non seulement parce que celles-ci ne sont pas rentables, mais aussi parce qu'il existe des sources de profits plus attractives encore que la vente de médicaments : la spéculation en bourse. Un jack-pot en bourse rapporte plus que la vente de dix milles comprimés. N'oublions pas non plus que dans les laboratoires, les vrais décideurs ne sont pas les scientifiques ou les chercheurs, mais les actionnaires qui, eux, n'ont pas d'états d'âme.

De la gratuité

Revendiquer la gratuité des transports pour toutes et tous, le libre accès au logement (même si l'on n'a pas de ressources) et à la culture, la liberté et la gratuité de la contraception et de l'avortement, de la santé en général... c'est lutter contre cette hiérarchie sociale fondée sur l'importance de nos ressources financières, elles-mêmes soumises aux aléas d'une conjoncture économique nous échappant totalement. Ce qui nous importe ce n'est pas combien *vaut* telle ou telle marchandise et quels profits va-t-elle dégager, mais *quelle est son utilité pour satisfaire nos besoins et nos désirs.*

La misère sociale est avant tout un problème politique

La combattre relève d'un débat sur le choix de société dans laquelle nous voulons vivre. Un exemple : il y a assez de logements pour loger décemment tous les SDF et les mal-logés... et pourtant le *droit de propriété* prime toujours sur le *droit d'usage* ! De même, la production agricole mondiale permettrait de nourrir 12 milliards de personnes (alors que nous sommes environ 6 milliards), mais une part significative de l'humanité est toujours sous-alimentée... alors que d'autres spéculent et s'enrichissent sur le nécessaire !

Les ressources de ce monde n'ont jamais été aussi abondantes, acceptons-nous encore longtemps que des humains crèvent de pénurie ?

JC (adhérent au Réseau No Pasaran)

Babar (adhérent à la Fédération Anarchiste)

Manifeste contre le travail

La domination du travail mort

Un cadavre domine la société, le cadavre du travail. Toutes les puissances du monde se sont liguées pour défendre cette domination : le pape et la Banque mondiale, Tony Blair et Jörg Haider, les syndicats et les patrons, les écologistes d'Allemagne et les socialistes de France. Tous n'ont qu'un mot à la bouche : *travail, travail, travail !*

Qui n'a pas désappris à penser comprend sans difficulté le caractère insensé de cette attitude. Car ce n'est pas une crise passagère que connaît la société dominée par le travail : la société se heurte à sa limite absolue. Par suite de la révolution micro-informatique, la production de richesse s'est toujours davantage décrochée de la force de travail humaine - à une échelle que seule la science-fiction aurait pu concevoir voilà quelques décennies. Personne ne peut affirmer sérieusement que ce processus puisse encore être bloqué, voire inversé. Au XXI^e siècle, la vente de la marchandise-force de travail est assurée d'avoir autant de succès qu'en a eu la vente de diligences au XX^e siècle. Mais, dans cette société, celui qui ne peut pas vendre sa force de travail est "superflu" et se trouve jeté à la décharge sociale.

Qui ne travaille pas, ne mange pas ! Ce principe cynique est toujours valable - et aujourd'hui plus que jamais, justement parce qu'il devient désespérément obsolète. C'est absurde : alors que le travail est devenu superflu, la société n'aura jamais autant été une société de travail. C'est au moment même où le travail meurt qu'il se révèle une puissance totalitaire qui n'admet aucun autre Dieu à ses côtés, déterminant la pensée et l'action des hommes jusque dans les pores de leur vie quotidienne et dans leur esprit. On ne recule devant aucune dépense pour maintenir artificiellement en vie l'idole Travail. Le cri délirant *De l'emploi !* justifie qu'on aille encore plus loin dans la destruction des bases naturelles devenue depuis longtemps manifeste. Les derniers obstacles à la marchandisation complète de tous les rapports sociaux peuvent être éliminés sans soulever aucune critique, dès lors que quelques misérables *postes de travail* sont en jeu. Et le mot selon lequel il vaut mieux avoir "n'importe quel" travail plutôt que pas de travail du tout est devenu la profession de foi exigée de tous.

Plus il devient clair que la société de travail est arrivée à sa fin ultime, plus la conscience publique refoule violemment cette fin. Les méthodes de refoulement peuvent être diverses, elles ont toutes un dénominateur commun : le fait que, mondialement, le travail se révèle une fin en soi irrationnelle qui s'est elle-même rendue obsolète est transformé, avec une obstination qui rappelle celle d'un système délirant, en échec personnel ou collectif d'individus, de managers ou de "sites". La limite objective du travail doit passer pour un problème subjectif propre aux exclus.

Alors que certains pensent que le chômage est dû à des revendications exagérées, à un manque de bonne volonté et de flexibilité, d'autres accusent "leurs" patrons et politiciens d'incapacité, de corruption, d'âpreté au gain, voire de haute trahison. Mais en définitive les uns et les autres sont d'accord avec Roman Herzog, l'ex-président allemand : il faudrait se serrer les coudes dans tout le pays, comme s'il s'agissait de remotiver une équipe de football ou une secte politique. Tous doivent "d'une manière ou d'une autre" mettre sérieusement la main à la pâte, même si de pâte il n'y en a plus depuis longtemps ; tous doivent s'y mettre "d'une manière ou d'une autre", même s'il n'y

a plus rien à faire (ou seulement des choses privées de sens). Ce que cache ce message peu ragoûtant ne laisse aucun doute : qui ne trouve pas grâce, malgré tout cela, aux yeux de l'idole *Travail* en est lui-même responsable et peut être tranquillement mis au rencard ou renvoyé.

La même loi du sacrifice humain vaut à l'échelle mondiale. Le totalitarisme économique broie sous sa roue chaque pays, l'un après l'autre, ne prouvant qu'une chose, encore et toujours : ces pays ont péché contre les "lois du marché". Qui ne "s'adapte" pas, inconditionnellement et sans état d'âme, au cours aveugle de la concurrence totale se voit châtié par la logique de la rentabilité. Qui est prometteur aujourd'hui sera jeté demain à la casse de l'économie. Mais rien ne saurait ébranler les malades de l'économie qui nous gouvernent dans leur étrange explication du monde. Les trois quarts de la population mondiale sont déjà plus ou moins déclarés déchet social. Les sites s'écroulent les uns après les autres. Après les désastreux "pays en voie de développement" du Sud et après le département *Capitalisme d'État* de la société mondiale de travail à l'Est, c'est au tour des écoliers modèles de l'économie de marché en Asie du Sud-Est de disparaître dans les enfers de l'effondrement. En Europe aussi, un vent de panique sociale souffle depuis longtemps. Et pourtant, les chevaliers à la Triste Figure de la politique et du management n'en poursuivent pas moins avec acharnement leur croisade au nom de l'idole Travail.

Chacun doit pouvoir vivre de son travail, tel est le principe. "Pouvoir vivre" est ainsi conditionné par le travail et il n'est de droit que lorsque cette condition a été remplie. Johann Gottlieb Fichte (*Fondement du droit naturel selon les principes de la doctrine de la science*, 1797).

La société d'apartheid néo-libérale

Une société centrée sur l'abstraction irrationnelle du travail développe nécessairement une tendance à l'apartheid social, dès lors que la vente réussie de la marchandise-force de travail, de règle devient exception. Depuis longtemps, toutes les fractions du camp du travail, qui englobe tous les partis, ont subrepticement accepté cette logique et poussent elles-mêmes à la roue. Elles ne s'affrontent plus pour savoir si une part toujours plus grande de la population sera ou non laissée sur le bord de la route et exclue de cette participation sociale, mais seulement comment faire passer, bon gré mal gré, cette sélection.

La fraction néo-libérale abandonne en toute tranquillité la sale besogne du darwinisme social à la "main invisible" du marché. C'est ainsi qu'on démantèle les structures de l'État social pour marginaliser, aussi discrètement que possible, tous ceux qui n'arrivent plus à suivre la concurrence. Seuls les membres ricanants de la confrérie des gagnants de la globalisation sont encore considérés comme des hommes. La machine capitaliste, qui n'a d'autre finalité qu'elle-même, accapare naturellement toutes les ressources de la planète. Dès que celles-ci ne peuvent plus être mobilisées de manière rentable, elles doivent être mises en friche, même si, juste à côté, des populations entières meurent de faim.

Quant à ces fâcheux "déchets humains", ils relèvent de la police, des sectes religieuses millénaristes, de la mafia et de la soupe populaire. Aux États-Unis et dans la plupart des pays d'Europe centrale, il y a aujourd'hui plus d'hommes emprisonnés que dans n'importe quelle dictature militaire. Et en Amérique latine, il meurt quotidiennement plus d'enfants des rues et d'autres pauvres sous les balles des escadrons de la mort de l'économie de marché qu'il n'y a eu de contestataires assassinés à l'époque de la pire répression politique. Il ne reste aux exclus qu'une fonction sociale : celle de l'exemple à

ne pas suivre. Leur sort doit inciter tous ceux qui jouent encore à la chaise musicale de la société de travail à lutter pour les dernières places. Et, par-dessus le marché, tenir en haleine la masse des perdants, de sorte que ceux-ci n'aient même pas l'idée de se révolter contre les exigences insolentes de ce système.

Mais même au prix de l'abdication de soi, le meilleur des mondes de l'économie de marché totalitaire ne prévoit pour la plupart qu'une place d'homme souterrain dans l'économie souterraine. Il ne reste aux hommes qu'à proposer humblement leurs services comme travailleurs ultra-bon marché et esclaves démocratiques aux gagnants de la globalisation plus fortunés. Ces nouveaux "pauvres qui travaillent" peuvent ainsi cirer les chaussures des derniers hommes d'affaires de la société de travail moribonde, leur vendre des hamburgers contaminés ou surveiller leurs centres commerciaux. Ceux qui ont laissé leur cervelle au vestiaire peuvent même rêver de devenir millionnaires comme prestataires de service !

Dans les pays anglo-saxons, ce monde terrifiant est déjà la réalité pour des millions d'hommes et de femmes, sans même parler du Tiers-Monde et de l'Europe de l'Est ; et en Euroland, on se montre décidé à vite rattraper le temps perdu. Depuis longtemps, la presse économique ne cache plus le futur idéal du travail tel qu'elle se l'imagine : les enfants du Tiers-Monde qui nettoient les pare-brise des voitures aux carrefours sont l'exemple lumineux de l'"esprit d'initiative" auquel doivent aspirer les chômeurs face à ce "manque total de prestations de service" qui serait le nôtre. *Le modèle du futur est l'individu patron de sa force de travail et de sa protection sociale*, écrit la Commission pour les questions d'avenir des États libres de Bavière et de Saxe. Et de poursuivre : *Plus les services simples et personnalisés sont bon marché, plus la demande est grande : c'est-à-dire que les prestataires de service y gagnent moins.* Alors que ces affirmations provoqueraient une révolte sociale dans un monde où l'amour-propre existe encore, elles ne suscitent qu'un hochement de tête impuissant dans ce monde de bêtes de somme qu'est la société de travail.

Le criminel avait détruit le travail tout en emportant le salaire d'un ouvrier. À lui maintenant de travailler sans rémunération et d'entrevoir les bienfaits du succès et du gain même dans son cachot [...] Le travail forcé doit l'éduquer au travail honnête comme action personnelle et librement choisie. W.H. Riehl (*Le Travail allemand*, 1861).

L'apartheid du néo-État-social

Les fractions anti-néo-libérales du camp du travail, qui englobe toute la société, auront peut-être du mal à se faire à cette perspective, mais ce sont justement elles les plus ferventes adeptes de l'idée qu'un homme sans travail n'est pas un homme. Nostalgiques, obnubilées par le travail de masse fordiste de l'après-guerre, elles n'ont à l'esprit que de ranimer cette époque révolue de la société de travail. Que l'État se charge une fois de plus de ce que le marché n'est plus à même de garantir ! Les "programmes pour la création d'emplois", le travail obligatoire dans les communes pour les demandeurs d'aides sociales, les subventions régionales, l'endettement public et autres mesures politiques doivent simuler encore et toujours la "normalité" de la société de travail. Cet étatisme du travail, ranimé sans grande conviction, n'a certes pas l'ombre d'une chance, mais il reste le point de repère idéologique de larges couches de la population menacées par la déchéance. Et c'est précisément parce qu'elle est sans espoir que la pratique qui en résulte se révèle tout sauf émancipatrice.

La transformation idéologique du "travail devenu rare" en premier droit du citoyen exclut par le fait même tous ceux qui n'ont pas le bon passeport. La logique de la sélection sociale n'est pas mise en cause, mais simplement définie d'une autre manière :

les critères ethniques et nationalistes sont censés désamorcer la lutte pour la survie individuelle. *Les turbins nationaux aux nationaux*, crie la *vox populi* qui, dans l'amour pervers du travail, retrouve encore une fois le chemin de la Nation. C'est l'option du populisme de droite, et il ne s'en cache pas. Sa critique de la société de concurrence ne vise qu'au nettoyage ethnique des zones de richesse capitaliste qui se réduisent comme peau de chagrin.

Quant au nationalisme modéré, d'obédience social-démocrate ou écologiste, il veut bien accorder le statut de nationaux aux immigrés de longue date et même en faire des citoyens s'ils ont donné des gages de leur caractère parfaitement inoffensif et de leur absolue servilité. Mais, ce faisant, on pratique encore davantage et de manière encore plus discrète l'exclusion des réfugiés de l'Est et du Sud et l'on donne à cette exclusion une légitimité - le tout, bien sûr, toujours sous un flot de bonnes paroles pleines d'humanité et de civilité. La chasse aux "clandestins", supposés vouloir mettre la main sur les emplois nationaux, doit être faite si possible sans laisser de vilaines traces de feu et de sang sur le sol national. Pour cela, il y a la police des frontières, la gendarmerie et les pays tampons de l'espace Schengen qui règlent tout en toute légalité, et de préférence loin des caméras de télévision.

Cette simulation étatique du travail est dès l'origine violente et répressive. Elle incarne la volonté de maintenir coûte que coûte la domination de l'idole Travail même après sa mort. Ce fanatisme de la bureaucratie du travail ne tolère pas que les exclus, les chômeurs et les sans-avenir, ainsi que tous ceux qui ont de bonnes raisons de refuser le travail, se réfugient dans les dernières niches, du reste terriblement étroites, de l'État social en lambeaux. Les travailleurs sociaux et les secrétaires des bureaux de placement les traînent sous les lampes d'interrogatoire de l'État et les forcent à se prosterner publiquement devant le trône du cadavre dominant.

Alors qu'en principe, dans un tribunal, le doute bénéficie à l'accusé, ici c'est à lui de prouver son innocence. Si, à l'avenir, les exclus ne veulent pas vivre de charité chrétienne et d'eau fraîche, ils devront accepter n'importe quel sale boulot, n'importe quel travail d'esclave, ou n'importe quel *contrat de réinsertion*, si absurde soit-il, pour prouver leur inconditionnelle disponibilité au travail. Que ce qu'ils doivent faire n'ait que très peu de sens ou même en soit totalement privé, cela n'a aucune importance, pourvu qu'ils restent perpétuellement en mouvement afin de ne jamais oublier la loi selon laquelle doit se dérouler leur existence.

Autrefois, les hommes travaillaient pour gagner de l'argent. Aujourd'hui, l'État ne regarde pas à la dépense pour que des centaines de milliers d'hommes et de femmes simulent le travail disparu dans d'étranges *ateliers de formation* ou *entreprises d'insertion* afin de garder la forme pour des "emplois" qu'ils n'auront jamais. On invente toujours des "mesures" nouvelles et encore plus stupides simplement pour maintenir l'illusion que la machine sociale, qui tourne à vide, peut continuer à fonctionner indéfiniment. Plus la contrainte du travail devient absurde, plus on doit nous bourrer le crâne avec l'idée que la moindre demi-baguette se paie.

À cet égard, le *New Labour* et ses imitateurs partout dans le monde montrent qu'ils sont tout à fait en phase avec le modèle néo-libéral de sélection sociale. En simulant "l'emploi" et en faisant miroiter un futur positif de la société de travail, on crée la légitimation morale nécessaire pour sévir encore plus durement contre les chômeurs et ceux qui refusent de travailler. En même temps, la contrainte au travail imposée par l'État, les subventions salariales et la fameuse "économie solidaire" abaissent toujours plus le coût du travail. On encourage ainsi massivement le secteur foisonnant des bas salaires et du *working poor*.

La *politique active de l'emploi* prônée par le *New Labour* n'épargne personne, ni les malades chroniques ni les mères célibataires avec enfants en bas âge. Pour ceux qui perçoivent des aides publiques, l'état des autorités ne se desserre qu'au moment où leur cadavre repose à la morgue. Tant d'insistance n'a qu'un sens : dissuader le maximum de gens de réclamer à l'État le moindre subside et montrer aux exclus des instruments de torture tellement répugnants qu'en comparaison le boulot le plus misérable doit leur paraître désirable.

Officiellement, l'État paternaliste ne brandit jamais son fouet que par amour et pour éduquer sévèrement ses enfants, traités de "feignants", au nom de leur développement personnel. En réalité, ces mesures "pédagogiques" ont un seul et unique but : chasser de la maison le quémandeur à coups de pied aux fesses. Quel autre sens pourrait avoir le fait de forcer les chômeurs à ramasser des asperges ? Là, ils doivent chasser les saisonniers polonais qui n'acceptent ces salaires de misère que parce que le taux de change leur permet de les transformer en un revenu acceptable dans leur pays. Cette mesure n'aide pas le travailleur forcé, ni ne lui ouvre aucune "perspective d'emploi". Et pour les cultivateurs, les diplômés et les ouvriers qualifiés aigris qu'on a eu la bonté de leur envoyer ne sont qu'une source de tracasseries. Mais quand, après douze heures de travail sur le sol de la patrie, l'idée imbécile d'ouvrir, faute de mieux, une pizzeria ambulante paraît nimbée d'une lumière plus agréable, alors l'"aide à la flexibilisation" a atteint le résultat néo-britannique escompté.

N'importe quel travail vaut mieux que pas de travail du tout. Bill Clinton, 1998.

Il n'y a pas de boulot plus dur que de ne pas en avoir du tout. Slogan d'une affiche de l'Office du pacte de coordination des initiatives de chômeurs en Allemagne, 1998.

L'engagement civique doit être récompensé et non pas rémunéré [...] Celui qui pratique l'engagement civique perd aussi la souillure d'être chômeur et de toucher une aide sociale. Ulrich Beck (*L'Âme de la démocratie*, 1997).

Aggravation et démenti de la religion du travail

Le nouveau fanatisme du travail, avec lequel cette société réagit à la mort de son idole, est la conséquence logique et le stade terminal d'une longue histoire. Depuis la Réforme, toutes les forces porteuses de la modernisation occidentale ont prêché la sainteté du travail. Surtout au cours des cent cinquante dernières années, toutes les théories sociales et tous les courants politiques ont été obsédés par l'idée du travail. Socialistes et conservateurs, démocrates et fascistes se combattaient féroce, mais en dépit de la haine mortelle qu'ils se vouaient les uns aux autres, ils ont toujours sacrifié tous ensemble à l'idole Travail. *L'oisif ira loger ailleurs*, ce vers de l'hymne ouvrier international a trouvé un écho macabre dans l'inscription *Arbeit macht frei* sur le portail d'Auschwitz. Les démocraties pluralistes de l'après-guerre ne juraient que par la dictature perpétuelle du travail. Et même la constitution de la Bavière archi-catholique instruit les citoyens dans le sens de la tradition protestante qui remonte à Luther : *Le travail est la source du bien-être du peuple et jouit de la protection particulière de l'État*. À la fin du XX^e siècle, alors que presque toutes les oppositions idéologiques se sont évanouies, il ne reste plus que l'impitoyable dogme commun qui veut que le travail soit la vocation naturelle de l'Homme.

Aujourd'hui, c'est la réalité de la société de travail même qui vient démentir ce dogme. Les prêtres de la religion du travail ont toujours prêché que la "nature de l'homme" était celle d'un *animal laborans*. Et que celui-ci ne deviendrait vraiment homme qu'en soumettant, à l'instar de Prométhée, la matière à sa volonté pour se réaliser dans ses produits. Si ce mythe du conquérant du monde, du démiurge censé avoir une vocation, a toujours été dérisoire face au caractère pris par le procès de travail moderne, il pouvait

encore avoir un fondement réel au siècle des capitalistes-découvreurs de la trempe d'un Siemens, d'un Edison et de leurs personnels composés d'ouvriers qualifiés. Mais depuis, cette attitude est devenue complètement absurde.

Aujourd'hui, qui s'interroge encore sur le contenu, le sens et le but de son travail devient fou - ou bien un élément perturbateur pour le fonctionnement de cette machine sociale qui n'a d'autre finalité qu'elle-même. L'*homo faber* de jadis, qui était fier de son travail et prenait encore au sérieux ce qu'il faisait avec la manière bornée qui était la sienne, est aussi démodé qu'une machine à écrire. La machine doit continuer à tourner à tout prix, un point c'est tout. Et c'est la tâche des services marketing et de légions entières d'animateurs, de psychologues d'entreprise, de conseillers en image et de dealers d'en fournir le sens. Là où motivation et créativité sont les maîtres mots, on peut être sûr qu'il n'en reste rien - ou alors seulement en tant qu'illusion. C'est pourquoi les capacités à l'autosuggestion, à l'autopromotion et à la simulation de la compétence prennent place aujourd'hui parmi les vertus les plus importantes des managers et des ouvriers qualifiés, des vedettes médiatiques et des comptables, des professeurs et des gardiens de parking.

Par ailleurs, la crise de la société de travail a totalement ridiculisé l'idée selon laquelle le travail serait une nécessité éternelle imposée à l'homme par la nature. Depuis des siècles, on prêche que l'idole Travail mérite nos louanges pour la bonne et simple raison que les besoins ne peuvent se satisfaire tout seuls, sans l'activité et la sueur de l'homme. Et le but de toute l'organisation du travail est, nous dit-on, la satisfaction des besoins. Si cela était vrai, une critique du travail aurait autant de signification qu'une critique de la pesanteur. Mais comment une véritable "loi naturelle" pourrait-elle connaître une crise, voire disparaître ? Cette fausse conception du travail comme nature, les porte-parole sociaux du camp du travail, depuis les bouffeurs de caviar néo-libéraux fous de rendement jusqu'aux gros lards des syndicats, n'arrivent plus à la justifier. Ou bien comment expliqueraient-ils qu'aujourd'hui les trois quarts de l'humanité sombre dans la misère précisément parce que la société de travail n'a plus besoin de leur travail ?

Ce n'est plus la malédiction biblique : *Tu mangeras ton pain à la sueur de ton front* qui pèse sur les exclus, mais un nouveau jugement de damnation encore plus impitoyable : *Tu ne mangeras pas, parce que ta sueur est superflue et invendable*. Drôle de loi naturelle ! C'est seulement un *principe social irrationnel* qui prend l'apparence d'une contrainte naturelle parce qu'il a détruit ou soumis depuis des siècles toutes les autres formes de rapports sociaux et s'est lui-même posé en absolu. C'est la "loi naturelle" d'une société qui se trouve très "rationnelle", mais qui ne suit, en réalité, que la rationalité des fins de son idole Travail, aux "impératifs" de laquelle elle est prête à sacrifier les derniers restes de son humanité.

Qu'il soit bas, qu'il ne vise que l'argent, le travail est toujours en rapport avec la nature. Déjà, le désir d'effectuer un travail mène toujours plus à la vérité ainsi qu'aux lois et règles de la nature qui, elles, sont vérité. Thomas Carlyle (*Travailler et non pas désespérer*, 1843).

Le travail, principe social coercitif

Le travail n'a rien à voir avec le fait que les hommes transforment la nature et sont en relation les uns avec les autres de manière active. Aussi longtemps qu'il y aura des hommes, ils construiront des maisons, confectionneront des vêtements, produiront de la nourriture et beaucoup d'autres choses ; ils élèveront des enfants, écriront des livres, discuteront, jardineront, joueront de la musique, etc. Ce fait est banal et va de soi. Ce qui ne va pas de soi, c'est que *l'activité humaine tout court*, la simple "dépense de force de

travail", sans aucun souci de son contenu, tout à fait indépendante des besoins et de la volonté des intéressés, soit érigée en principe abstrait qui régit les rapports sociaux.

Dans les anciennes sociétés agraires, il existait toutes sortes de domination et de rapports de dépendance personnelle, mais pas de dictature de l'abstraction travail. Certes, les activités de transformation de la nature et les rapports sociaux n'étaient pas autodéterminés. Mais ils n'étaient pas non plus soumis à une "dépense abstraite de force de travail", ils s'intégraient dans un ensemble de règles complexes constituées de préceptes religieux, de traditions culturelles et sociales incluant des obligations mutuelles. Chaque activité se faisait en un temps et en un lieu précis : il n'existait pas de forme d'activité abstraitement universelle.

Ce n'est que le système de production marchande moderne fondé sur la transformation incessante d'énergie humaine en argent érigée en fin en soi qui a engendré une sphère particulière, dite du travail, isolée de toutes les autres relations et faisant abstraction de tout contenu - une sphère caractérisée par une activité subordonnée, inconditionnelle, séparée, robotisée, coupée du reste de la société et obéissant à une rationalité des fins abstraite, régie par la "logique d'entreprise", au-delà de tout besoin. Dans cette sphère séparée de la vie, le temps cesse d'être vécu de façon active et passive ; il devient une simple matière première qu'il faut exploiter de manière optimale : *Le temps, c'est de l'argent*. Chaque seconde est comptée, chaque pause-pipi est un tracas, chaque brin de causerie un crime contre la finalité de la production devenue autonome. Là où l'on travaille, *seule* de l'énergie abstraite doit être dépensée. La vie est ailleurs - et encore, parce que la cadence du temps de travail s'immisce en tout. Déjà les enfants sont dressés en fonction de la montre pour être "efficaces" un jour, les vacances servent à reconstituer la "force de travail", et même pendant les repas, les fêtes ou l'amour, le tic-tac des secondes résonne dans nos têtes.

Dans la sphère du travail, ce qui compte n'est pas tant *ce qui* est fait, mais *le fait que* telle ou telle chose soit faite en tant que telle, car le travail est une fin en soi dans la mesure même où il sert de vecteur à la valorisation du capital-argent, à l'augmentation infinie de l'argent pour l'argent. Le travail est la forme d'activité de cette fin en soi absurde. C'est uniquement pour cela, et non pour des raisons objectives, que tous les produits sont produits en tant que marchandises. Car ils ne représentent l'abstraction argent, dont le contenu est l'abstraction travail, que sous cette forme. Tel est le mécanisme de la machine sociale autonomisée qui tient l'humanité moderne enchaînée.

Et c'est bien pourquoi le contenu de la production importe aussi peu que l'usage des choses produites et leurs conséquences sur la nature et la société. Construire des maisons ou fabriquer des mines antipersonnel, imprimer des livres ou cultiver des tomates transgéniques qui rendent les hommes malades, empoisonner l'air ou "seulement" faire disparaître le goût : tout cela importe peu, tant que, d'une manière ou d'une autre, la marchandise se transforme en argent et l'argent de nouveau en travail. Que la marchandise demande à être utilisée concrètement, fût-ce de manière destructrice, est une question qui n'intéresse absolument pas la rationalité d'entreprise, car pour elle le produit n'a de valeur que s'il est porteur de travail passé, de *travail mort*.

L'accumulation de *travail mort* en tant que capital, représenté sous la forme-argent, est la seule "signification" que le système de production marchande moderne connaisse. *Travail mort* ? Folie métaphysique ! Oui, mais une métaphysique devenue réalité tangible, une folie "objectivée" qui tient cette société dans sa poigne de fer. Dans l'acte sempiternel de la vente et de l'achat, les hommes ne s'échangent pas comme des êtres sociaux conscients d'eux-mêmes, ils ne font qu'exécuter comme des automates sociaux la fin en soi qui leur est imposée.

L'ouvrier se sent auprès de soi-même seulement en dehors du travail ; dans le travail, il se sent extérieur à soi-même. Il est lui-même quand il ne travaille pas et, quand il travaille, il ne se sent pas dans son propre élément. Son travail n'est pas volontaire, mais contraint, **travail forcé**. Il n'est donc pas la satisfaction d'un besoin, mais seulement un **moyen** de satisfaire des besoins en dehors du travail. Le caractère étranger du travail apparaît nettement dans le fait que, dès qu'il n'existe pas de contrainte physique ou autre, le travail est fui comme la peste. Karl Marx (*Manuscrits* de 1844).

Travail et capital : les deux faces de la même médaille

La gauche politique a toujours vénéré le travail avec un zèle particulier. Non seulement elle a élevé le travail en essence de l'homme, mais aussi elle l'a mythifié en l'érigant en "contre-principe" du capital. Pour elle, ce n'était pas le travail qui était scandaleux, mais seulement son exploitation par le capital. C'est pourquoi le programme de tous les "partis ouvriers" a toujours été celui de "libérer le travail", non de se libérer du travail. Mais l'antagonisme social du capital et du travail n'est que celui de deux intérêts différents (quoique différemment puissants) à l'intérieur de la fin en soi capitaliste. La lutte de classes fut la forme sous laquelle ces intérêts contraires s'affrontèrent sur le terrain social commun du système de production marchande. Elle fit partie de la dynamique inhérente au mouvement de valorisation du capital. Que la lutte ait été menée pour des salaires, des droits, de meilleures conditions de travail ou la création d'emplois, son présupposé sous-jacent fut toujours la machine dominante avec ses principes irrationnels.

Le contenu qualitatif de la production compte aussi peu du point de vue du travail que du point de vue du capital. Ce qui compte, c'est uniquement la possibilité de vendre la force de travail au meilleur prix. Il ne s'agit pas de déterminer ensemble quelle signification et quel but donner à chaque activité. Si pareil espoir de réaliser l'autodétermination de la production dans le cadre du système de production marchande a jamais existé, les "ouvriers" ont depuis longtemps fait leur deuil de cette illusion. Il ne s'agit plus pour eux que d'"emplois", de "places" - ces notions prouvent déjà que toute cette opération n'a d'autre finalité qu'elle-même, ainsi que l'asservissement de ceux qui y participent.

Que produire, pourquoi et avec quelles conséquences ? Le vendeur de la marchandise force de travail s'en moque aussi éperdument que l'acheteur. Les ouvriers du nucléaire et des usines chimiques poussent les hauts cris quand on veut désamorcer leurs bombes à retardement. Et les "employés" de Volkswagen, Ford ou Toyota sont les adeptes les plus fanatiques du programme suicidaire de l'automobile. Non seulement parce qu'ils sont contraints de se vendre pour avoir le "droit" de vivre, mais aussi parce qu'ils s'identifient réellement avec cette existence bornée. Sociologues, syndicats, curés et théologiens professionnels de la "question sociale" y voient la preuve de la valeur éthico-morale du travail. Le travail forme la personnalité, disent-ils. Pour sûr : la personnalité de zombies de la production marchande qui n'arrivent même plus à concevoir une vie en dehors de leur cher turbin aux exigences duquel ils se plient tous les jours.

Mais si la classe ouvrière en tant que classe ouvrière n'a jamais été l'antagonisme du capital et le sujet de l'émancipation humaine, réciproquement les capitalistes et les managers ne dirigent pas la société selon la malignité d'une volonté subjective d'exploiteurs. Aucune caste dominante dans l'histoire n'a mené une vie aussi peu libre et misérable que les managers surmenés de Microsoft, Daimler-Chrysler ou Sony. N'importe quel seigneur du Moyen Age aurait profondément méprisé ces gens. Car, tandis que celui-ci pouvait s'adonner au loisir et gaspiller sa richesse de manière plus ou moins orgiaque, les élites de la société de travail n'ont droit à aucun répit. En dehors du

turbin, elles ne savent pas quoi faire, sauf retomber en enfance : l'oisiveté, le plaisir de la connaissance et la jouissance sensuelle leur sont aussi étrangers qu'à leur matériel humain. Elles ne sont elles-mêmes que les esclaves de l'idole Travail, de simples élites de fonction au service de la fin en soi irrationnelle qui régit la société.

L'idole dominante sait imposer sa volonté impersonnelle par la "contrainte muette" de la concurrence à laquelle doivent se soumettre aussi les puissants, même lorsqu'ils dirigent des centaines d'usines et déplacent des milliards d'un point du globe à l'autre. S'ils ne s'y soumettent pas, ils sont mis au rebut avec aussi peu de ménagement que les "forces de travail" superflues. Et c'est leur absence même d'autonomie qui rend les fonctionnaires du capital aussi infiniment dangereux, non leur volonté subjective d'exploiteurs. Ils ont moins le droit que tout autre de s'interroger sur le sens et les conséquences de leur activité ininterrompue, de même qu'ils ne peuvent se permettre ni sentiment ni état d'âme. C'est pourquoi ils prétendent être réalistes quand ils ravagent le monde, enlaidissent les villes et laissent les hommes s'appauvrir au milieu de la richesse.

Le travail est désormais assuré d'avoir toute la bonne conscience de son côté : la propension à la joie se nomme déjà "besoin de repos" et commence à se ressentir comme un sujet de honte. "Il faut bien songer à sa santé" - ainsi s'excuse-t-on lorsqu'on est pris en flagrant délit de partie de campagne. Oui, il se pourrait bien qu'on en vînt à ne point céder à un penchant pour la vita contemplativa (c'est-à-dire pour aller se promener avec ses pensées et ses amis) sans mauvaise conscience et mépris de soi-même. Friedrich Nietzsche (*Loisir et désœuvrement, Le Gai savoir*).

Le travail, domination patriarcale

Le travail, par sa logique et son broyage en matière-argent, a beau y tendre, tous les domaines sociaux et les activités nécessaires ne se laissent pas enfermer dans la sphère du temps abstrait. C'est pourquoi, en même temps que la sphère du travail érigée en sphère autonome, est née, comme son revers, la sphère du foyer, de la famille et de l'intimité.

Ce domaine défini comme "féminin" demeure le refuge des nombreuses activités répétitives de la vie quotidienne qui ne sont pas transformables en argent, ou seulement de manière exceptionnelle : depuis le nettoyage et la cuisine, jusqu'à l'éducation des enfants et les soins aux personnes âgées, en passant par le "travail affectif" de la femme au foyer idéale qui chouchoute son travailleur de mari, lessivé par le travail, pour qu'il puisse "faire le plein de sentiments". C'est pourquoi la sphère de l'intimité, en tant que revers du travail, se trouve transfigurée par l'idéologie de la famille bourgeoise en domaine de la "vraie vie" - même si, en réalité, dans la plupart des cas, elle ressemble à un enfer intime. C'est qu'il ne s'agit pas d'une sphère où la vie serait meilleure et vraie, mais d'une forme d'existence aussi bornée et réduite dont on a seulement inversé le signe. Cette sphère est elle-même un produit du travail ; séparée de lui, certes, mais n'existant que par rapport à lui. Sans l'espace social séparé que constituent les formes d'activités "féminines", la société de travail n'aurait jamais pu fonctionner. Cet espace est à la fois sa condition tacite et son résultat spécifique.

Ce qui précède vaut également pour les stéréotypes sexuels qui se sont généralisés à mesure que le système de production marchande se développait. Ce n'est pas un hasard si l'image de la femme gouvernée par l'émotion et l'irrationnel, la nature et les pulsions ne s'est figée, sous la forme de préjugé de masse, qu'en même temps que celle de l'homme travailleur et créateur de culture, rationnel et maître de soi. Et ce n'est pas un hasard non plus si l'autodressage de l'homme blanc en fonction des exigences

insolentes du travail et de la gestion étatique des hommes que le travail impose est allé de pair avec des siècles de féroce *chasse aux sorcières*. De même, l'appropriation du monde au moyen des sciences naturelles, qui a commencé simultanément, a été dès le départ contaminée par la fin en soi de la société de travail et les assignations sexuelles de celle-ci. Ainsi, pour pouvoir fonctionner sans accroc, l'homme blanc a-t-il chassé de lui tous les besoins émotionnels et tous les états d'âme dans lesquels le règne du travail ne voit que des facteurs de trouble.

Au XX^e siècle, surtout dans les démocraties fordistes de l'après-guerre, les femmes ont été de plus en plus intégrées au système du travail. Mais il n'en est résulté qu'une conscience féminine schizophrène. Car, d'une part, la progression des femmes dans la sphère du travail ne pouvait leur apporter aucune libération, mais seulement le même dressage à l'idole Travail que celui des hommes. D'autre part, la structure de la "scission" restait inchangée et avec elle la sphère des activités dites "féminines" en dehors du travail officiel. Les femmes ont ainsi été soumises à une double charge et, du même coup, exposées à des impératifs sociaux complètement opposés. Jusqu'à présent, dans la sphère du travail, elles restent reléguées principalement dans des positions subalternes et moins payées.

Aucune lutte pour les quotas de femmes et les chances de carrière féminine n'y changera rien, car ce type de lutte reste dans la logique du système. La misérable vision bourgeoise d'une "compatibilité entre vie professionnelle et vie familiale" laisse pleinement intacte la séparation des sphères propre au système de production marchande, et par là la structure de la "scission" sexuelle. Pour la majorité des femmes, cette perspective est invivable, et pour une minorité de femmes "mieux payées" il en résulte une position perfide de gagnantes au sein de l'apartheid social, qui leur permet de déléguer le ménage et la garde des enfants à des employés mal payés (et "naturellement" féminins).

En vérité, dans la société en général, la sphère, sanctifiée par l'idéologie bourgeoise, de la "vie privée" et de la famille se dégrade et se vide toujours davantage de sa substance parce que, dans sa toute-puissance, la société de travail exige l'individu entier, son sacrifice complet, sa mobilité dans l'espace et sa flexibilité dans le temps. Le patriarcat n'est pas aboli, il ne fait que se barbariser dans la crise inavouée de la société de travail. À mesure que le système de production marchande s'effondre, on rend les femmes responsables de la survie sur tous les plans, tandis que le monde "masculin" prolonge par la simulation les catégories de la société de travail.

L'humanité dut se soumettre à des épreuves terribles avant que le moi, nature identique, tenace, virile de l'homme fût élaborée et chaque enfance est encore un peu la répétition de ces épreuves. Max Horkheimer, Theodor Adorno (*La Dialectique de la raison*).

Le travail, activité des hommes asservis

Que le travail et l'asservissement soient identiques, voilà ce qui se laisse démontrer non seulement empiriquement, mais aussi conceptuellement. Il y a encore quelques siècles, les hommes étaient conscients du lien entre travail et contrainte sociale. Dans la plupart des langues européennes, le concept de *travail* ne se réfère à l'origine qu'à l'activité des hommes asservis, dépendants : les serfs ou les esclaves. Dans les langues germaniques, le mot désigne la corvée d'un enfant devenu serf parce qu'il est orphelin. *Laborare* signifie en latin quelque chose comme "chanceler sous le poids d'un fardeau", et désigne plus communément la souffrance et le labeur harassant des esclaves. Dans les langues romanes, des mots tels que *travail*, *trabajo*, etc., viennent du latin *tripalium*,

une sorte de joug utilisé pour torturer et punir les esclaves et les autres hommes non libres. On trouve un écho de cette signification dans l'expression "joug du travail".

Même par son étymologie, le *travail* n'est donc pas synonyme d'activité humaine autodéterminée, mais renvoie à une destinée sociale malheureuse. C'est l'activité de ceux qui ont perdu leur liberté. L'extension du travail à tous les membres de la société n'est par conséquent que la généralisation de la dépendance servile, de même que l'adoration moderne du travail ne représente que l'exaltation quasi religieuse de cette situation.

Ce lien a pu être refoulé avec succès et l'exigence sociale qu'il représente a pu être intériorisée, parce que la généralisation du travail est allée de pair avec son "objectivation" par le système de production marchande moderne : la plupart des hommes ne sont plus sous le knout d'un seigneur incarné dans un individu. La dépendance sociale est devenue une structure systémique abstraite - et justement par là totale. On la ressent partout, et c'est pour cette raison même qu'elle est à peine saisissable. Là où chacun est esclave, chacun est en même temps son propre maître - son propre négrier et son propre surveillant. Et chacun d'obéir à l'idole invisible du système, au "grand frère" de la valorisation du capital qui l'a envoyé sous le *tripalium*.

L'histoire sanglante de l'instauration du travail

L'histoire de la modernité est l'histoire de l'instauration du travail qui a tracé un large sillon de désolation et d'effroi sur toute la surface de la terre. Car l'exigence démesurée de gaspiller la plus grande partie de son énergie pour une fin en soi déterminée de l'extérieur n'a pas toujours été aussi intériorisée qu'aujourd'hui. Il aura fallu des siècles de violence ouverte pratiquée à grande échelle pour soumettre les hommes au service inconditionnel de l'idole Travail, et ce littéralement par la torture.

Au départ, il y a eu non pas l'extension des conditions du marché - extension censée accroître le bien-être général -, mais les insatiables besoins d'argent des appareils d'État à l'époque de l'absolutisme, pour lesquels il s'agissait de financer la machine de guerre de la modernité naissante. C'est seulement à cause de l'intérêt de ces appareils qui, pour la première fois dans l'histoire, ont enserré dans un étau bureaucratique l'ensemble de la société que s'est accélérée l'évolution du capital financier et marchand des villes au-delà des échanges commerciaux traditionnels. Ce n'est que de cette façon que l'argent est devenu la motivation sociale centrale et l'abstraction travail une exigence sociale centrale qui ne tient pas compte des besoins.

Si la plupart des hommes sont passés à la production pour des marchés anonymes, et ainsi à l'économie monétaire généralisée, ils ne l'ont pas fait de leur plein gré, mais parce que le besoin d'argent de l'absolutisme avait monétarisé les impôts tout en les augmentant de façon exorbitante. Ce n'est pas pour eux-mêmes qu'ils devaient "gagner de l'argent", mais pour l'État militarisé de la modernité naissante fondée sur la puissance des armes à feu, sa logistique et sa bureaucratie. C'est ainsi et pas autrement qu'est née l'absurde fin en soi de la valorisation du capital, et par là celle du travail.

Très vite, impôts monétaires et taxes ne suffirent plus. Les bureaucrates de l'absolutisme et les administrateurs du capitalisme financier se sont mis à organiser les hommes directement et par la force pour en faire le matériel d'une machine sociale ayant pour but la transformation du travail en argent. Les modes de vie et d'existence traditionnels de la population furent détruits, non parce que la population aurait "évolué" de son plein gré et de façon autonome, mais parce qu'elle devait servir de matériel humain pour la machine de la valorisation récemment mise en route. Les hommes furent chassés de leurs champs *manu militari* pour que paissent les moutons des manufactures

de laine. On abolit des droits anciens comme ceux de chasser librement, de pêcher et de couper du bois dans les forêts. Et quand ensuite les masses appauvries battaient la campagne en mendiant et en volant, elles étaient enfermées dans des *work-houses* (maisons de travail) et des manufactures. Là on les brutalisait avec les instruments de torture du travail, tout en leur inculquant à force de coups une conscience soumise de bête de somme.

Mais cette transformation - qui s'est effectuée par poussées - de leurs sujets en matière première de l'idole Travail génératrice d'argent était loin de suffire aux États monstrueux de l'absolutisme. Ils étendirent leurs prétentions à d'autres continents. La colonisation intérieure de l'Europe alla de pair avec une colonisation extérieure, d'abord dans les deux Amériques puis dans certaines régions de l'Afrique. Là, les propagandistes fanatiques du travail laissèrent tomber définitivement toutes leurs inhibitions. Ils se ruèrent sur les mondes que l'on venait de "découvrir" et se livrèrent à des campagnes d'extermination, de destruction et de pillage jusque-là sans précédent - d'autant que les victimes n'y étaient même pas considérées comme des êtres humains. Les puissances cannibales européennes de la société de travail naissante définirent les cultures étrangères qu'elles avaient soumises comme "sauvages" et cannibales.

C'est ainsi que l'extermination des populations de ces régions ou la réduction en esclavage de millions d'hommes furent légitimées. L'esclavage pur et simple pratiqué dans l'économie coloniale des plantations et des matières premières (qui, par ses dimensions, dépassa de loin d'esclavage antique) fait partie des crimes fondateurs du système de production marchande. Alors, on pratiqua pour la première fois l'*extermination par le travail* à grande échelle. Ce fut la deuxième fondation de la société de travail. L'homme blanc, déjà marqué par l'autodressage, put ainsi, face aux "sauvages", donner libre cours à sa haine de soi refoulée et à son complexe d'infériorité. À ses yeux, les "sauvages" étaient, un peu à l'image de "la femme", des sortes d'hybrides primitifs, proches de la nature et à mi-chemin entre l'animal et l'homme. Emmanuel Kant conjecturait avec perspicacité que les babouins pourraient parler s'ils le voulaient, mais qu'ils ne le faisaient pas parce qu'ils craignaient d'être mis au travail.

Ce raisonnement grotesque jette une lumière révélatrice sur les Lumières. À l'époque de la modernité, l'éthique répressive du travail (se réclamant, dans sa version protestante originelle, de la grâce de Dieu et, depuis les Lumières, de la loi naturelle) fut travestie en "mission civilisatrice". La culture, comprise en ce sens, est la soumission volontaire au travail ; et le travail est masculin, blanc et "occidental". Son contraire, la nature non humaine, informe et dépourvue de culture est féminine, de couleur et "exotique", et doit donc être soumise à la contrainte. En un mot, "l'universalisme" de la société de travail est, à la racine, profondément raciste. L'abstraction universelle du travail ne peut jamais se définir qu'en se démarquant de tout ce qui ne s'intègre pas en elle.

La bourgeoisie moderne, qui finit par hériter de l'absolutisme, n'est pas issue des paisibles marchands des anciennes routes commerciales, mais plutôt des *condottieri*, des bandes mercenaires de la modernité naissante, des administrateurs des *work-houses* et des pénitenciers, des fermiers généraux, des gardiens d'esclaves et autres requins qui ont constitué le terreau social du *patronat* moderne. Les révolutions bourgeoises des XVIII^e et XIX^e siècles n'avaient rien à voir avec l'émancipation sociale ; elles n'ont fait que remanier les rapports de pouvoir à l'intérieur du nouveau système coercitif, libérer les institutions de la société de travail des intérêts dynastiques surannés et accélérer leur chosification et leur dépersonnalisation. C'est à la glorieuse Révolution française qu'il revint, avec un pathos particulier, de proclamer un devoir de travail et d'instituer de nouvelles maisons de travail forcé par une *loi d'abolition de la mendicité*.

C'était exactement le contraire de ce à quoi aspiraient les mouvements de révolte sociale qui éclataient en marge de la révolution bourgeoise sans s'y intégrer. Bien longtemps avant, il y avait eu des formes originales de résistance et de refus devant lesquelles l'historiographie officielle de la société de travail et de la modernisation ne peut que rester muette. Les producteurs des anciennes sociétés agraires qui, eux aussi, ne s'étaient jamais résignés sans heurt aux rapports de domination féodaux voulaient encore moins se résigner à devenir la "classe ouvrière" d'un système extérieur à eux. Depuis la Guerre des Paysans des XV^e et XVI^e siècles jusqu'aux insurrections anglaises du luddisme et au soulèvement des tisserands silésiens de 1844, c'est une seule chaîne ininterrompue d'âpres luttes de résistance contre le travail. Pendant des siècles, l'instauration de la société de travail fut synonyme d'une guerre civile tantôt ouverte, tantôt larvée.

Les anciennes sociétés agraires étaient tout sauf paradisiaques. Mais la majorité des hommes ne vécurent la contrainte monstrueuse de la société de travail naissante que comme une détérioration de leur existence et une "époque de désespoir". De fait, les hommes avaient encore quelque chose à perdre malgré l'étroitesse de leurs conditions. Ce qui, dans la fausse conscience du monde moderne, apparaît comme les ténèbres et les tourments d'un Moyen Âge imaginaire, c'est en réalité les affres de sa propre histoire. Dans les cultures non ou pré-capitalistes, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Europe, le temps de l'activité de production, aussi bien quotidiennement qu'annuellement, était bien moindre que ce n'est le cas même pour les "employés" modernes des usines et des bureaux. Et cette production, loin d'être densifiée comme dans la société de travail, était entremêlée d'une culture sophistiquée de loisir et de "lenteur" relative. Sauf catastrophes naturelles, la plupart des besoins matériels de base ont été bien mieux assurés que pendant de longues périodes de l'histoire de la modernisation - et aussi bien mieux que dans les bidonvilles terrifiants du monde en crise d'aujourd'hui. Il en va de même de la domination qui, à l'époque, ne régentait pas toute l'existence comme dans la société de travail bureaucratifiée.

C'est pourquoi la résistance contre le travail ne pouvait être brisée que militairement. Jusqu'à présent, les idéologues de la société de travail ferment hypocritement les yeux sur le fait que la culture des producteurs pré-modernes n'a pas été "développée" mais au contraire étouffée dans leur sang. Aujourd'hui, les démocrates pondérés du travail préfèrent mettre toutes ces monstruosité sur le compte des "conditions pré-démocratiques" d'un passé avec lequel ils n'auraient plus rien à voir. Ils ne veulent pas admettre que les origines terroristes de la modernité jettent une lumière crue sur l'essence de la société de travail actuelle. À aucun moment, la gestion bureaucratique du travail et le fichage étatique des hommes dans les démocraties industrielles n'ont pu nier leurs origines absolutistes et coloniales. Objectivée en un système impersonnel, la gestion répressive des hommes au nom de l'idole Travail s'est même encore accrue, en pénétrant tous les secteurs de la vie.

C'est justement maintenant, à l'heure de l'agonie du travail, que la poigne de fer bureaucratique redevient aussi sensible qu'à l'aube de la société de travail. Au moment où elle organise l'apartheid social et tente vainement de bannir la crise au moyen de l'esclavage tel que le pratique l'État démocratique, la direction du travail se révèle le système coercitif qu'elle a toujours été. De même, la stupidité coloniale est de retour dans l'administration coercitive qu'exerce le FMI sur l'économie des pays de la périphérie déjà ruinés en série. Après la mort de son idole, la société de travail se rappelle dans tous les domaines les méthodes de ses crimes fondateurs, lesquelles ne peuvent pourtant plus la sauver.

Le barbare est paresseux et se distingue de l'homme civilisé en ceci qu'il reste plongé dans son abrutissement, car la formation pratique consiste dans l'habitude et dans le besoin d'agir. Hegel (*Principes fondamentaux de la philosophie du droit*, 1821).

On se rend maintenant très bien compte, à l'aspect du travail [...], que c'est là la meilleure police, qu'elle tient chacun en bride et qu'elle s'entend à entraver vigoureusement le développement de la raison, des convoitises, des envies d'indépendance. Car le travail use la force nerveuse dans des proportions extraordinaires, il retire cette force à la réflexion, à la méditation, aux rêves, aux soucis, à l'amour et à la haine. Friedrich Nietzsche (*Les apologistes du travail*, *Aurore*, 1881).

Le mouvement ouvrier : un mouvement pour le travail

Le mouvement ouvrier classique, qui n'a connu son apogée que longtemps après le déclin des anciennes révoltes sociales, ne luttait plus contre le travail et ses scandaleuses exigences, mais développait presque une sur-identification avec ce qui paraissait inévitable. Il n'aspirait plus qu'à des "droits" et à des améliorations dans le cadre de la société de travail, dont il avait déjà largement intériorisé les contraintes. Au lieu de critiquer radicalement la transformation de l'énergie humaine en argent en tant que fin en soi irrationnelle, il a lui-même adopté le "point de vue du travail" et a conçu la valorisation comme un fait positif.

Ainsi le mouvement ouvrier a-t-il hérité à sa façon de l'absolutisme, du protestantisme et des Lumières. Le malheur du travail s'est mué en fausse fierté du travail, qui redéfinit la domestication de l'individu en matériel humain de l'idole moderne pour en faire un "droit de l'homme". Les ilotes domestiqués du travail ont inversé pour ainsi dire les rôles idéologiques et ont fait preuve d'un zèle de missionnaires d'une part en exigeant le *droit au travail* et d'autre part en invoquant le *devoir de travail pour tous*. La bourgeoisie n'était pas combattue en tant que "fonctionnaire" de la société de travail, elle était au contraire traitée de "parasite" au nom même du travail. Tous les membres de la société, sans exception, devaient être enrôlés de force dans les "armées du travail".

Le mouvement ouvrier est ainsi lui-même devenu un accélérateur de la société de travail capitaliste. Dans l'évolution du travail, c'est lui qui imposa, contre les "fonctionnaires" bourgeois bornés du XIX^e et du début du XX^e siècle, les dernières étapes de l'objectivation ; presque comme, un siècle plus tôt, la bourgeoisie avait pris la succession de l'absolutisme. La chose fut possible uniquement parce que, au cours de la déification du travail, les partis ouvriers et les syndicats se sont référés de façon positive à l'appareil d'État et aux institutions de l'administration répressive du travail qu'ils ne voulaient pas supprimer mais investir dans une sorte de "marche à travers les institutions". Ainsi, ils poursuivirent, comme avant eux la bourgeoisie, la tradition bureaucratique de la gestion des hommes dans la société de travail telle qu'elle existait depuis l'absolutisme.

Mais l'idéologie d'une généralisation sociale du travail nécessitait également un nouveau rapport politique. Dans la société de travail qui ne s'était encore imposée qu'à moitié, il fallait remplacer l'ordre corporatiste et ses différents "droits" politiques (le droit de vote censitaire, par exemple) par l'égalité démocratique générale de l'"État de travail" achevé. Par ailleurs, il fallait réguler, selon les préceptes de l'"État social", les différences de régime dans le fonctionnement de la machine de valorisation, puisque celle-ci déterminait maintenant la totalité de la vie sociale. Là aussi, c'est au mouvement ouvrier qu'il revint d'en fournir le paradigme. Sous le nom de *social-démocratie*, il devint le plus grand "mouvement citoyen" de l'histoire, mouvement qui ne pouvait cependant être qu'un piège tendu à celui-là même qui l'avait posé. Car, en démocratie, tout est matière à négociation, sauf les contraintes de la société de travail qui, elles, sont posées en tant

que postulats. Ne sont discutables que les modalités et les formes de développement de ces contraintes. Nous n'avons le choix qu'entre Omo et Persil, la peste et le choléra, l'effronterie et la bêtise, Jospin et Chirac.

La démocratie de la société de travail est le système de domination le plus pervers de l'histoire : c'est un système d'auto-oppression. Voilà pourquoi cette démocratie n'organise jamais la libre détermination des membres de la société à propos des ressources communes, mais uniquement la forme juridique des monades du travail, socialement séparées les unes des autres, qui ont à rivaliser pour vendre leur peau sur le marché du travail. La démocratie est le contraire de la liberté. C'est ainsi que les hommes du travail démocratiques se divisent nécessairement en administrateurs et administrés, en patrons et commandés, en élites de fonction et matériel humain. Les partis politiques, notamment les partis ouvriers, reflètent fidèlement ce rapport dans leur structure. Le fait qu'il y ait des chefs et des troupes, des personnalités et des militants, des clans et des godillots témoigne d'un rapport qui n'a rien à voir avec un débat ouvert et un processus de décision commune. Que les élites elles-mêmes ne puissent être que des fonctionnaires assujettis à l'idole Travail et à ses décrets aveugles fait partie intégrante de la logique de ce système.

Au plus tard depuis le nazisme, tous les partis sont devenus à la fois des partis ouvriers et des partis du capital. Dans les "sociétés en voie de développement" de l'Est et du Sud, le mouvement ouvrier s'est mué en parti-État chargé de réaliser, par la terreur, la modernisation tardive du pays ; à l'Ouest, en un système de "partis populaires" dotés de programmes interchangeable et de figures représentatives médiatiques. La lutte des classes est terminée parce que la société de travail l'est elle aussi. À mesure que le système dépérit, les classes se révèlent les catégories socio-fonctionnelles d'un système fétichiste commun. Quand la social-démocratie, les Verts et les anciens communistes se signalent dans la gestion de la crise en mettant au point des programmes de répression particulièrement abjects, ils montrent qu'ils sont les dignes héritiers d'un mouvement ouvrier qui n'a jamais voulu que le travail à tout prix.

Le travail doit tout régenter, Seul l'oisif sera esclave, Le travail doit régner sur ce monde, Car le monde n'existe que par lui. Friedrich Stampfer (*L'Honneur du travail*, 1903).

La crise du travail

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, pendant un bref instant historique, on a pu croire qu'avec les industries fordistes la société de travail s'était consolidée en un système de "prospérité perpétuelle". Et du fait de ce système on a pu croire que, grâce à la consommation de masse et à l'État social, le caractère insupportable de cette fin en soi coercitive qu'est le travail pourrait être durablement pacifié. Hormis le fait que cette idée a toujours été celle d'ilotes démocratiques, valable seulement pour une petite fraction de la population mondiale, elle devait également se ridiculiser dans les pays hautement développés. Car avec la troisième révolution industrielle de la micro-informatique, la société de travail se heurte à sa limite historique absolue.

Que nous devions atteindre tôt ou tard cette limite était prévisible, car le système de production marchande souffre depuis sa naissance d'une contradiction interne incurable. D'une part, il vit de l'absorption massive d'énergie humaine à travers la dépense de la force de travail ; et plus il en consomme, mieux c'est. Mais d'autre part, la loi de la concurrence exige des entreprises une augmentation permanente de la productivité à travers laquelle la force de travail se trouve remplacée par le capital fixe scientificisé.

Cette contradiction interne était déjà la cause profonde de toutes les crises précéden-

tes, y compris la crise économique mondiale de 1929-1933 aux effets dévastateurs. Mais un mécanisme de compensation permettait toujours de surmonter ces crises : à un niveau de productivité chaque fois plus élevé et après un certain temps d'incubation, l'extension des marchés à de nouvelles couches de consommateurs réabsorbait - globalement parlant - davantage de travail qu'il n'en avait été supprimé auparavant. Certes, la dépense de force de travail par produit diminuait, mais dans l'absolu la production augmentait dans des proportions telles que l'on réussissait à compenser cette diminution, et même davantage. Par conséquent, aussi longtemps que les innovations de produits dépassaient les innovations de processus, la contradiction interne du système pouvait être transposée dans un mouvement d'expansion.

L'automobile est l'exemple historique le plus marquant de ce phénomène : grâce à la chaîne de montage et à d'autres techniques de rationalisation issues de l'"organisation scientifique du travail" (d'abord dans l'usine automobile Henry Ford de Detroit), on put réduire le temps de travail par automobile à une fraction du temps de travail nécessaire auparavant. Parallèlement, le travail était intensifié de façon extraordinaire, de sorte que, dans le même laps de temps, l'exploitation du matériel humain s'en trouvait accrue d'autant. Et surtout, grâce à la baisse des prix qui en découlait, l'automobile, jusqu'alors produit de luxe pour la haute société, a pu être intégrée dans la consommation de masse.

C'est ainsi que, pendant la seconde révolution industrielle (le *fordisme*), la soif insatiable d'énergie humaine de l'idole Travail a pu être satisfaite à un niveau supérieur malgré la fabrication "rationalisée" (le travail à la chaîne). En même temps, l'automobile est un exemple central du caractère destructeur des modes de production et de consommation propres à la société de travail hautement développée. Dans l'intérêt de la production automobile et de la circulation individuelle massives, on a bétonné et enlaidi la campagne, empoisonné l'environnement et accepté sans trop rechigner que sur les routes, bon an mal an, la troisième guerre mondiale non déclarée fasse rage avec ses millions de morts et de mutilés.

Avec la troisième révolution industrielle, celle de la micro-informatique, l'ancien mécanisme de compensation par expansion s'arrête peu à peu. Certes, la micro-informatique rend elle aussi de nombreux produits moins chers tout en en créant de nouveaux (surtout dans le domaine des médias). Mais, pour la première fois, l'innovation de processus va plus vite que l'innovation de produit. Pour la première fois, on supprime davantage de travail qu'on peut en réabsorber par l'extension des marchés. Conséquences logiques de la rationalisation : la robotique remplace l'énergie humaine, les nouvelles techniques de communication rendent le travail superflu. Des pans entiers de la construction, de la production, du marketing, du stockage, de la vente et même du management disparaissent. Pour la première fois, l'idole Travail se met involontairement à un régime draconien durable, causant ainsi sa propre mort.

Comme la société démocratique de travail constitue un système de dépense de la force de travail très élaboré, fonctionnant en boucle et sans autre finalité que lui-même, le passage à une baisse généralisée du temps de travail se révèle impossible dans le cadre de cette société. La rationalité d'entreprise exige que, d'une part, des masses toujours plus nombreuses soient mises au "chômage" de longue durée et par là coupées de la reproduction de leurs conditions d'existence telles que le système les définit, tandis que, d'autre part, les "actifs", en nombre toujours plus restreint, sont contraints à travailler plus durement et avec une productivité toujours plus élevée. Au beau milieu de la richesse reviennent la pauvreté et la faim, même dans les pays capitalistes les plus développés, alors que des moyens de production intacts et des terres cultivables restent

massivement en friche ; d'innombrables logements et bâtiments publics restent vides, alors que le nombre de sans-abris augmente irrésistiblement.

Globalement, le capitalisme finit par ne concerner qu'une minorité. Dans sa détresse, l'idole Travail moribonde se dévore elle-même. Le capital, en quête des dernières miettes de travail, brise les frontières de l'économie nationale et se globalise dans une concurrence nomade qui vise l'élimination du concurrent. Des régions entières du monde sont coupées des flux globaux de marchandises et de capital. Avec une vague sans précédent dans l'histoire de fusions et d'*OPA hostiles*, les grands groupes industriels se préparent à la lutte finale de l'économie d'entreprise. Désorganisés, les États et les nations implorent ; les populations rendues folles par la concurrence pour la survie s'entre-déchirent dans des guerres de bande ethniques.

Le principe moral fondamental est le droit qu'a l'homme à son travail [...] À mon sens, il n'est rien de plus atroce qu'une vie oisive. Personne n'y a droit. La civilisation n'a pas de place pour les oisifs. Henry Ford.

Le capital est une contradiction en procès : d'une part, il pousse à la réduction du temps de travail à un minimum, et d'autre part, il pose le temps de travail comme la seule source et la seule mesure de la richesse [...] D'une part, il éveille toutes les forces de la science et de la nature ainsi que celles de la coopération et de la circulation sociales, afin de rendre la création de la richesse indépendante (relativement) du temps de travail. D'autre part, il prétend mesurer les gigantesques forces sociales ainsi créées d'après l'étalon du temps de travail, et les enserrer dans des limites étroites, nécessaires au maintien, en tant que valeur, de la valeur déjà produite. Karl Marx (*Grundrisse*, 1857-58).

La fin de la politique

La crise du travail entraîne nécessairement la crise de l'État et par là celle de la politique. Fondamentalement, l'État moderne doit son rôle au fait que le système de production marchande a besoin d'une instance supérieure qui garantisse le cadre de la concurrence, les fondements juridiques généraux et les conditions nécessaires à la valorisation - y compris les appareils répressifs au cas où le matériel humain voudrait mettre en cause le système. Au XX^e siècle, sous sa forme achevée de démocratie de masse, l'État a dû assumer également de plus en plus de tâches socio-économiques : en font partie non seulement la protection sociale, mais aussi les secteurs de l'éducation et de la santé, les réseaux de transport et de communication et toutes sortes d'infrastructures. Ces infrastructures sont devenues indispensables au fonctionnement de la société de travail industriellement développée, mais il est impossible de les organiser comme un processus de valorisation d'entreprise. Car c'est durablement, à l'échelle de toute la société et sur l'ensemble du territoire qu'elles doivent être disponibles : elles ne peuvent donc pas être soumises aux aléas de l'offre et de la demande imposées par le marché.

Mais comme l'État ne constitue pas une unité de valorisation autonome, il ne peut pas transformer lui-même du travail en argent. Il doit puiser l'argent dans le processus réel de valorisation pour financer ses tâches. Quand la valorisation se tarit, les finances de l'État se tarissent elles aussi. Le souverain social - ou prétendu tel - se révèle alors pleinement dépendant de l'économie fétichisée et aveugle de la société de travail. Il peut bien édicter toutes les lois qu'il veut : quand les forces productives ont grandi jusqu'à briser les cadres du système du travail, le droit positif de l'État, qui ne peut jamais se rapporter qu'à des sujets de travail, perd tout fondement.

Avec un chômage de masse en augmentation constante, les recettes publiques provenant de la fiscalisation des revenus du travail se tarissent. Dès qu'est atteinte une masse critique de gens "superflus" - qui ne peuvent être nourris, dans le cadre du

capitalisme, que par la redistribution d'autres revenus financiers -, le système de protection sociale vole en éclats. Avec le processus accéléré de concentration du capital enclenché par la crise, processus qui transcende les frontières des économies nationales, se perdent aussi les rentrées fiscales réalisées grâce aux bénéfices des entreprises. Les États qui se battent pour que les groupes transnationaux investissent chez eux sont alors contraints au dumping fiscal, social et écologique par ces mêmes grands groupes.

C'est cette évolution même qui fait muter l'État démocratique en simple gestionnaire de la crise. Plus l'État se rapproche de l'état d'urgence financier, plus il se réduit à son noyau répressif. Les infrastructures sont ramenées aux besoins du capital transnational. Comme jadis dans les colonies, la logistique sociale se réduit progressivement à quelques places fortes économiques pendant que le reste sombre dans la désolation. Ce qui est privatisable est privatisé, même si par là de plus en plus d'individus sont exclus des prestations sociales les plus élémentaires. Quand la valorisation du capital se réduit à un nombre toujours plus restreint d'îlots sur le marché mondial, l'approvisionnement de la population sur l'ensemble du territoire national n'a plus d'importance.

Tant que des secteurs à l'importance économique immédiate ne sont pas en jeu, il est indifférent que les trains circulent ou que le courrier soit acheminé. L'éducation devient le privilège des gagnants de la globalisation. La culture intellectuelle et artistique se voit ramenée au critère de sa valeur marchande et déperit. Le secteur de la santé devient infinançable et se désintègre dans un système à deux vitesses. C'est la loi de l'euthanasie sociale qui prévaut alors, d'abord en douce, ensuite au vu et au su de tous : qui est pauvre et "superflu" doit aussi mourir plus tôt.

Alors que les infrastructures d'intérêt général pourraient bénéficier de toutes les connaissances, capacités et moyens de la médecine, de l'éducation et de la culture, disponibles en surabondance, la loi irrationnelle de la société de travail - loi objectivée en "condition de financiabilité" - veut que ces ressources soient mises sous séquestre, démobilisées et envoyées à la casse tout comme les moyens de production industriels et agricoles supposés ne plus être "rentables". En dehors de la simulation répressive du travail par des formes de travail forcé et de travail bon marché et du démantèlement de toutes les prestations sociales, l'État démocratique transformé en système d'apartheid n'a plus rien à offrir à ses anciens citoyens du travail. À un stade plus avancé, l'administration de l'État finit tout simplement par s'effondrer, les appareils d'État se barbarisent en cleptocratie corrompue, l'armée en bandes de guerre mafieuses, la police en bandits de grand chemin.

Aucune politique au monde ne peut bloquer cette évolution, voire en inverser le cours. Car, dans son essence, la politique est une action qui est liée à l'État et qui, dans les conditions de la désétatisation, devient sans objet. L'"aménagement politique" des rapports sociaux, ce mot d'ordre des démocrates de gauche, se ridiculise chaque jour davantage. Hormis la répression sans fin, le démantèlement de la civilisation et le soutien actif à l'*horreur économique*, il n'y a plus rien à "aménager". Comme la fin en soi de la société de travail est le postulat de la démocratie politique, il ne peut y avoir de régulation démocratico-politique pour la crise du travail. La fin du travail entraîne celle de la politique.

La simulation de la société de travail par le capitalisme de casino

La conscience sociale dominante se ment systématiquement à elle-même sur la véritable situation de la société de travail. On excommunie idéologiquement les régions qui s'effondrent, on falsifie sans vergogne les statistiques du marché de l'emploi, on fait disparaître à coups de baguette médiatique les formes de la paupérisation. De façon

générale, la simulation est la caractéristique centrale du capitalisme de crise. Cela vaut aussi pour l'économie elle-même. Si jusqu'à présent, du moins dans les pays occidentaux centraux, il semble que le capital puisse accumuler même sans travail et que la forme pure de l'argent puisse continuer de garantir sans substance et par elle-même la valorisation de la valeur, c'est au processus de simulation des marchés financiers qu'est due cette apparence. Symétriquement à la simulation du travail par les mesures coercitives de la gestion démocratique du travail, s'est développée une simulation de la valorisation du capital par le décrochage spéculatif du système de crédits et des marchés boursiers vis-à-vis de l'économie réelle.

La consommation de travail présent est remplacée par la consommation du travail futur, laquelle n'aura plus jamais lieu. Il s'agit en quelque sorte d'une accumulation de capital dans un "futur antérieur" fictif. Le capital-argent qui ne peut plus être réinvesti de manière rentable dans l'économie réelle et ne peut donc plus absorber de travail doit progressivement se rabattre sur les marchés financiers.

À l'époque du "miracle économique", après la Seconde Guerre mondiale, la poussée fordiste de la valorisation ne reposait déjà plus tout à fait sur ses propres ressources. Avec une ampleur inconnue jusque-là, l'État se mit à lancer des emprunts qui dépassaient de loin ses recettes fiscales, parce qu'il ne pouvait plus financer autrement les conditions de base de la société de travail. L'État hypothéquait donc ses revenus réels futurs. C'est ainsi que, d'un côté, le capital-argent "excédentaire" se vit offrir une possibilité d'investissement en capital financier : on prêta de l'argent à l'État moyennant intérêts. Celui-ci acquittait ces intérêts à l'aide de nouveaux emprunts et réinjectait aussitôt l'argent emprunté dans le circuit économique. D'un autre côté, il finançait ainsi les dépenses sociales et les investissements d'infrastructure, créant une demande artificielle (au sens capitaliste) parce que non couverte par une quelconque dépense de travail productif. La société de travail anticipant sur son propre avenir, le *boom* fordiste fut prolongé au-delà de sa portée originelle.

Ce moment - déjà simulateur - du processus de valorisation apparemment encore intact trouvait ses limites en même temps que l'endettement public. Les "crises d'endettement" des États, non seulement dans le "Tiers-Monde" mais aussi dans les métropoles, rendaient impossible une nouvelle expansion de ce type. Ce fut le fondement objectif du triomphe de la dérégulation néo-libérale qui devait, selon sa propre idéologie, s'accompagner d'une réduction draconienne des quotas prélevés par l'État sur le produit national. Mais en réalité la dérégulation et le démantèlement des tâches de l'État sont réduites à néant par les coûts de la crise, ne serait-ce que ceux engendrés par la répression et la simulation étatiques. Dans nombre de pays, la quote-part de l'État se trouve ainsi encore augmentée.

Mais une nouvelle accumulation de capital ne peut plus être simulée par l'endettement de l'État. C'est pourquoi, depuis les années 80, la création supplémentaire de capital fictif s'est déplacée vers les marchés financiers. Là, il ne s'agit plus depuis longtemps de dividendes (la part de bénéfice sur la production réelle), mais seulement de gains sur les cours, de la plus-value spéculative des titres jusqu'à des proportions astronomiques. Le rapport entre l'économie réelle et le mouvement du marché financier spéculatif s'est inversé. La hausse des cours spéculatifs n'anticipe plus l'expansion économique réelle, mais, à l'inverse, la hausse survenue dans la création de plus-value fictive simule une accumulation réelle, qui n'existe déjà plus.

L'idole Travail est cliniquement morte, mais l'expansion apparemment autonomisée des marchés financiers la maintient en survie artificielle. Les entreprises industrielles réalisent des bénéfices qui ne proviennent plus de la vente et de la production de biens réels

(depuis longtemps opération à perte), mais qui sont dus à la participation d'un département financier "futé" à la spéculation sur les marchés financiers et monétaires. Les budgets publics affichent des revenus qui ne proviennent plus des impôts ou des crédits, mais de la participation assidue de l'administration financière aux marchés spéculatifs. Par ailleurs, certains ménages dont les revenus réels provenant de salaires baissent de façon dramatique continuent de se permettre un niveau de consommation élevé en misant sur des bénéfiques boursiers. Ainsi naît une nouvelle forme de demande artificielle qui, à son tour, entraîne une production réelle et, pour l'État, des rentrées fiscales réelles "sans fondement réel".

De cette manière, le processus spéculatif ajourne la crise de l'économie mondiale. Mais comme la hausse de la plus-value fictive des valeurs boursières ne peut être que l'anticipation de la consommation de travail réel futur (dans une mesure astronomique proportionnelle) qui ne viendra jamais, l'imposture objectivée, après un certain temps d'incubation, ne manquera pas d'éclater au grand jour. L'effondrement des marchés émergents en Asie, en Amérique latine et en Europe de l'Est en a donné un avant-goût. Que les marchés financiers des centres capitalistes aux États-Unis, en Europe et au Japon s'écroulent aussi n'est qu'une question de temps !

Ce rapport est perçu de manière complètement déformée dans la conscience fétichisée de la société de travail, et même jusque chez les "critiques du capitalisme" traditionnels de droite comme de gauche. Fixés sur le fantôme du travail anobli en condition d'existence positive et transhistorique, ceux-ci confondent systématiquement cause et effet. Le fait que l'expansion spéculative des marchés financiers ajourne provisoirement la crise passe alors pour la cause de la crise. Les "méchants spéculateurs", affirme-t-on avec plus ou moins d'affolement, seraient en train de détruire toute cette merveilleuse société de travail parce que, pour le plaisir, ils jetteraient par la fenêtre tout ce "bon argent", dont il y aurait "bien assez", au lieu de l'investir sagement et solidement dans de magnifiques "emplois" afin qu'une humanité ilote, obsédée de travail, puisse continuer à jouir du "plein emploi".

Ces gens-là ne veulent pas comprendre que ce n'est pas la spéculation qui a causé l'arrêt des investissements réels, mais que ceux-ci étaient déjà devenus non rentables à cause de la troisième révolution industrielle et que l'envolée spéculative n'en est qu'un symptôme. Depuis bien longtemps, l'argent, qui circule en quantité apparemment inépuisable, n'est plus "bon", même au sens capitaliste ; il n'est plus que l'"air" chaud avec lequel on a gonflé la bulle spéculative. Toute tentative de dégonfler cette bulle par un quelconque projet d'imposition (*Taxe Tobin*, etc.) afin d'orienter à nouveau le capital-argent vers les moulins de la société de travail, "bons" et bien "réels", aboutira seulement à faire crever la bulle encore plus vite.

On préfère diaboliser "les spéculateurs" au lieu de comprendre qu'inexorablement nous devenons tous non rentables et que c'est le critère de la rentabilité même ainsi que ses bases, qui sont celles de la société de travail, qu'il faut attaquer comme obsolètes. Cette image de l'ennemi à bon marché, tous la cultivent : les extrémistes de droite et les autonomes, les braves syndicalistes et les nostalgiques du keynésianisme, les théologiens sociaux et les animateurs de télévision, bref tous les apôtres du "travail honnête". Très rares sont ceux qui comprennent que, de là à remobiliser la folie antisémite, il n'y a qu'un pas : invoquer le capital réel "créateur" et d'extraction nationale contre le capital financier "accapareur", "juif" et international risque de devenir le dernier mot de la Gauche de l'Emploi intellectuellement aux abois. De toute façon, c'est déjà le dernier mot de la Droite de l'Emploi par nature raciste, antisémite et anti-américaine.

Dès que le travail, sous sa forme immédiate, a cessé d'être la source principale de la

richesse, le temps de travail cesse et doit cesser d'être sa mesure, et la valeur d'échange cesse donc aussi d'être la mesure de la valeur d'usage [...] La production basée sur la valeur d'échange s'effondre de ce fait, et le procès de production matériel immédiat se voit lui-même dépouillé de sa forme mesquine et contradictoire. Karl Marx (*Grundrisse*, 1857-58).

Le travail ne se laisse pas redéfinir

Après des siècles de dressage, l'homme moderne est tout simplement devenu incapable de concevoir une vie au-delà du travail. En tant que principe tout puissant, le travail domine non seulement la sphère de l'économie au sens étroit du terme, mais pénètre l'existence sociale jusque dans les pores de la vie quotidienne et de l'existence privée. Le "temps libre" (l'expression évoque déjà la prison) sert lui-même depuis longtemps à consommer des marchandises pour créer ainsi les débouchés nécessaires.

Mais par-delà même le devoir de consommation marchande intériorisé et érigé en fin en soi, l'ombre du travail s'abat sur l'individu moderne en dehors du bureau et de l'usine. Dès qu'il quitte son fauteuil télé pour devenir actif, tout ce qu'il fait prend aussitôt l'allure du travail. Le *jogger* remplace la pointeuse par le chronomètre, le turbin connaît sa renaissance post-moderne dans les clubs de gym rutilants et, au volant de leurs voitures, les vacanciers avalent du kilomètre comme s'il s'agissait d'accomplir la performance annuelle d'un routier. Même le sexe suit les normes industrielles de la sexologie et obéit à la logique concurrentielle des vantardises de *talk-shows*.

Si le roi Midas vivait encore comme une malédiction le fait que tout ce qu'il touchait se transformait en or, son compagnon d'infortune moderne, lui, a dépassé ce stade. L'homme du travail ne se rend même plus compte qu'en assimilant toutes les activités au modèle du travail, celles-ci perdent leurs qualités sensibles particulières et deviennent indifférenciées. Bien au contraire : seule cette assimilation à l'indifférenciation qui règne dans le monde marchand lui fait attribuer à ces activités un sens, une justification et une signification sociale. Par exemple, face à un sentiment tel que le deuil, le sujet de travail se trouve désemparé, mais la transformation du deuil en *travail du deuil* fait de ce "corps étranger émotionnel" une donnée connue dont on peut parler avec autrui. Même les rêves sont déréalisés et indifférenciés en *travail du rêve*, la dispute avec un être aimé en *travail relationnel* et le contact avec les enfants en *travail éducatif*. Chaque fois que l'homme moderne veut insister sur le sérieux de son activité, il a le mot *travail* à la bouche.

L'impérialisme du travail se traduit ainsi dans la langue de tous les jours. Nous sommes habitués à employer le mot *travail* non seulement à tout va, mais aussi à deux niveaux de signification différents. Depuis longtemps, le *travail* ne désigne plus seulement (comme ce serait plus juste) la forme d'activité capitaliste dans le turbin devenu sa propre fin, il est devenu synonyme de tout effort dirigé vers un but, faisant ainsi disparaître ses traces.

Ce flou conceptuel prépare le terrain à une critique aussi douteuse que courante de la société de travail, critique qui opère à l'envers, c'est-à-dire en considérant l'impérialisme du travail de façon positive. On va même jusqu'à accuser la société de travail de ne pas encore assez dominer la vie avec sa forme d'activité propre, parce qu'elle donnerait au concept de travail un sens "trop restreint" qui excommunie moralement le *travail individuel* ou l'*auto-assistance* non rémunérée (le travail à la maison, l'aide entre voisins, etc.) et qui n'admet comme "vrai" travail que le travail salarié et commercialisable. Une réévaluation et une extension du concept de travail sont censées faire disparaître cette fixation sur un aspect particulier et les hiérarchisations qui en découlent.

Cette pensée ne vise donc pas l'émancipation des contraintes dominantes, mais un simple rafistolage sémantique. La conscience sociale est supposée conférer "réellement" les lettres de noblesse du travail à des formes d'activité extérieures à la sphère de production capitaliste et restées jusque-là inférieures : voilà comment on compte résoudre la crise manifeste de la société de travail. Mais l'infériorité de ces activités n'est pas seulement due à une certaine conception idéologique. Elle appartient à la structure fondamentale du système de production marchande ; et ce ne sont pas de gentilles redéfinitions morales qui pourront l'abolir.

Dans une société régie par la production marchande comme fin en soi, seul ce qui est représentable sous une forme monétaire peut passer pour une richesse réelle. Le concept de travail ainsi déterminé irradie certes souverainement sur toutes les autres sphères, mais seulement de manière négative, en montrant qu'elles dépendent de lui. Les sphères extérieures à la production marchande restent ainsi nécessairement dans l'ombre de la sphère de production capitaliste parce qu'elles ne s'intègrent pas à la logique abstraite d'entreprise qui vise l'économie de temps - aussi et surtout lorsqu'elles sont essentielles à la vie, comme le secteur d'activité séparé (défini comme "féminin") du foyer, de l'affection, etc.

À l'inverse d'une critique radicale du concept de travail, l'extension moralisatrice de ce concept ne voile pas seulement l'impérialisme social réel de l'économie marchande, mais s'intègre également à merveille dans les stratégies autoritaires de la gestion de la crise par l'État. Donner une "reconnaissance" sociale également au *travail ménager* et aux activités du *tiers-secteur* en en faisant du travail à part entière, cette revendication, apparue dans les années 70, spéculait d'abord sur des transferts d'argent public. Mais l'État, à l'époque de la crise, inverse les rôles en mobilisant l'élan moral de cette revendication dans le sens du fameux *principe de subsidiarité*, et contre les espoirs matériels mêmes que cette revendication véhiculait.

Ce n'est pas l'autorisation de pouvoir racler les marmites déjà quasi vides des finances publiques qui se trouve au centre des louanges du *bénévolat* et du *service citoyen*. Ces louanges vont plutôt servir de prétexte au repli social de l'État, au programme de travail forcé en cours et à la lamentable tentative de faire supporter le poids de la crise en priorité aux femmes. Les institutions sociales officielles abandonnent leurs engagements sociaux et les remplacent par un appel à la mobilisation aussi aimable que peu coûteux : il appartient désormais à chacun de combattre la misère - la sienne et celle des autres - par sa propre initiative et bien sûr en oubliant les revendications matérielles. C'est ainsi qu'interprété faussement comme programme émancipateur, le fait de jongler avec la définition de la toujours sacro-sainte notion du travail favorise grandement l'État dans sa tentative de réaliser le dépassement du travail salarié en liquidant le salaire et en conservant le travail sur la terre brûlée de l'économie de marché. Cela prouve involontairement qu'aujourd'hui l'émancipation sociale ne peut pas avoir pour contenu la *revalorisation* du travail, mais seulement sa *dévalorisation* consciente.

Des services simples et personnalisés peuvent, outre la prospérité matérielle, faire croître également la prospérité immatérielle. Ainsi le bien-être d'un client peut-il être augmenté lorsque des prestataires de services effectuent à sa place un travail pénible qu'il aurait dû faire lui-même. En même temps le bien-être des prestataires augmente quand leur amour-propre croît à la suite de quelque activité. Rendre un service simple et personnalisé vaut mieux pour le psychisme que de rester au chômage. Rapport de la Commission sur les questions d'avenir des États libres de Saxe et de Bavière, 1997.

Tiens-toi fermement au savoir-faire qui fait ses preuves dans le travail ; car la nature elle-même le confirme et y donne son consentement. Au fond, tu n'as guère d'autre

savoir-faire que celui qui est acquis par le travail, le reste n'est qu'une hypothèse du Savoir. Thomas Carlyle (*Travailler et non pas désespérer*, 1843).

La crise de la lutte d'intérêts

On a beau refouler la crise fondamentale du travail et en faire un tabou, elle n'en marque pas moins tous les conflits sociaux actuels. Le passage d'une société d'intégration de masse à un ordre de sélection et d'apartheid n'a pas conduit à un nouveau *round* de la vieille lutte des classes entre capital et travail, mais à une crise idéologique de la lutte d'intérêts catégoriels qui reste enfermée dans la logique du système. Déjà, à l'époque de la prospérité, après la Seconde Guerre mondiale, le vieux pathos de la lutte des classes avait perdu de son éclat. Non pas parce que le sujet révolutionnaire *en soi* aurait été "intégré" par des menées manipulatrices ou corrompu par une prospérité douteuse, mais à l'inverse parce que le niveau de développement fordiste a fait apparaître l'identité logique du capital et du travail en tant que catégories socio-fonctionnelles d'une même formation sociale fétichiste. Enfermé dans la logique du système, le désir de vendre le plus cher possible la marchandise force de travail cessa d'apparaître pour ce qu'il n'était pas - au-delà du système - et se révéla pour ce qu'il était - un élément à l'intérieur du système.

Si, jusque dans les années 70, il s'agissait encore de conquérir, pour le plus grand nombre, une participation aux fruits vénéneux de la société de travail, les nouvelles conditions de crise engendrées par la troisième révolution industrielle ont même fait disparaître ce mobile-là. C'est seulement tant que la société de travail était en expansion que ses catégories socio-fonctionnelles ont pu mener leurs luttes d'intérêts à grande échelle. Mais, à mesure que la base commune tombe en ruine, les intérêts qui restent enfermés dans la logique du système ne peuvent plus être agrégés au niveau de toute la société. Commence alors une *désolidarisation* générale. Les travailleurs salariés désertent les syndicats, et les managers les organisations patronales. Chacun pour soi et le Dieu du système capitaliste contre tous : l'individualisation tant invoquée n'est qu'un autre symptôme de la crise dans laquelle se trouve la société de travail.

Pour autant que des intérêts puissent encore être agrégés, cela ne se produit qu'à



l'échelle micro-économique. Car, de même que faire broyer sa vie pour l'entreprise - au mépris de toute tentative de libération sociale - est presque devenu un privilège, de même la représentation des intérêts de la marchandise force de travail dégénère en un *lobbying* impitoyable pratiqué par des segments sociaux toujours plus petits. Qui accepte la logique du travail, doit maintenant accepter aussi la logique de l'apartheid. Garantir à sa propre clientèle étroitement délimitée qu'elle puisse vendre sa peau aux dépens de toutes les autres, c'est désormais le seul enjeu. Il y a belle lurette que salariés et délégués du personnel ne voient plus leur véritable adversaire dans le management de leur entreprise, mais dans les salariés des entreprises et des sites concurrents,

peu importe que ce soit dans la localité voisine ou en Extrême-Orient. Et quand se pose la question de savoir qui sera liquidé lors de la prochaine poussée de rationalisation d'entreprise, alors même le département voisin et le collègue immédiat deviennent des ennemis.

La désolidarisation radicale ne concerne pas les seuls conflits économiques et syndicaux. Comme, dans la crise même de la société de travail, toutes les catégories fonctionnelles s'accrochent avec un acharnement accru à la logique de la société de travail - laquelle veut que tout bien-être humain ne soit que le sous-produit d'une valorisation rentable - le principe *Après moi le déluge* régit toutes les luttes d'intérêts. Tous les *lobbies* connaissent la règle du jeu et agissent en conséquence. Chaque franc perçu par la clientèle de l'un est perdu pour la clientèle de l'autre. Chaque coupe claire à l'autre bout du réseau social augmente la chance d'obtenir un petit délai de grâce supplémentaire. Le retraité devient l'adversaire naturel de tous les cotisants, le malade l'ennemi de tous les assurés sociaux et l'immigré l'objet de haine de tous les nationaux pris de panique.

C'est ainsi que le projet d'utiliser cette lutte d'intérêts qui reste prisonnière de la logique du système en tant que levier de l'émancipation sociale perd inéluctablement tout contenu. C'est alors que sonne le glas de la gauche classique. La renaissance d'une critique radicale du capitalisme suppose la rupture catégorielle avec le travail. Aussi seul l'établissement d'un nouveau but d'émancipation sociale au-delà du travail et de ses catégories-fétiches dérivées (valeur, marchandise, argent, État, forme juridique, nation, démocratie, etc.) rendra possible une resolidarisation à un niveau supérieur et à l'échelle de toute la société. Et ce n'est que dans cette perspective que des luttes défensives et menées dans le cadre du système contre la logique de la lobbysation et de l'individualisation pourront être réagrégées ; mais désormais en se référant aux catégories dominantes, non plus de façon positive, mais de façon négatrice et stratégique.

Jusqu'à présent, la gauche s'est efforcée d'esquiver la rupture avec les catégories de la société de travail. Elle banalise les contraintes du système en une simple idéologie et la logique de la crise en un simple projet politique des *dominants*. La nostalgie social-démocrate et keynésienne se substitue à la rupture avec les catégories du travail. Au lieu de viser une nouvelle universalité concrète de formation sociale située au-delà du travail abstrait et de la forme-argent, la gauche essaie désespérément de s'accrocher à la vieille universalité abstraite de l'intérêt enfermé dans la logique du système. Mais ces tentatives restent elles-mêmes abstraites et ne peuvent plus intégrer aucun mouvement social de masse, parce qu'elles feignent d'ignorer les conditions réelles de la crise.

Cela vaut surtout pour la revendication d'un salaire social ou d'un revenu minimum garanti. Au lieu d'associer les luttes concrètes de résistance sociale contre certaines mesures du régime d'apartheid à un programme général contre le travail, ce type de revendication crée une fausse universalité de la critique sociale. Mais cette critique reste totalement abstraite, dans la logique du système et impuissante. Quant à la concurrence engendrée par la crise sociale, on ne la dépassera pas de la sorte. Par ignorance, on suppose que la société de travail globalisée continuera de se perpétuer éternellement, car d'où viendrait l'argent pour financer ce revenu minimum garanti par l'État, sinon de procès de valorisation réussis ? Qui mise sur un tel "dividende social" (l'expression en dit long) mise aussi subrepticement sur la position privilégiée de "son" pays au sein de la concurrence globale. Car seule la victoire dans la guerre mondiale des marchés permettrait provisoirement de nourrir chez soi quelques millions de bouches "inutiles" (au sens capitaliste du terme) - à l'exclusion de tous ceux qui n'ont pas le bon passeport, cela va sans dire.

Les bricoleurs réformistes de la revendication du salaire social veulent ignorer la nature capitaliste de la forme-argent. En définitive, il ne s'agit pour eux que de sauver entre le sujet de travail capitaliste et le sujet consommateur de marchandises, ce dernier. Plutôt que de mettre en cause le mode de vie capitaliste tout court, il faut que le monde continue, malgré la crise du travail, d'être enseveli sous des avalanches de carcasses d'automobiles puantes, d'ignobles tours de béton et de camelote marchande, et ce, pour la seule liberté que les hommes sont encore à même d'imaginer : la liberté de choix devant les rayons des supermarchés.

Mais même cette perspective triste et bornée demeure illusoire. Ses partisans à gauche et les théoriciens analphabètes qui la défendent ont oublié que, dans le capitalisme, la consommation marchande ne sert jamais simplement à satisfaire les besoins, mais qu'elle est toujours une fonction du mouvement de valorisation. Quand la force de travail est invendable, même les besoins élémentaires sont considérés comme d'éhontées prétentions luxueuses qu'il convient de réduire au minimum. Et c'est justement à cela que le programme du salaire social servira de vecteur : il sera l'instrument de la baisse des dépenses publiques et la version misérable de l'aide sociale, qui remplace les systèmes de protection sociale en pleine décomposition. C'est en ce sens que le maître à penser du néo-libéralisme, Milton Friedman, a inventé le concept de salaire social, avant qu'une gauche désarmée n'y découvre une "planche de salut". Et c'est avec ce contenu qu'il deviendra réalité - ou pas du tout.

Il s'avère que, selon les inéluctables lois de notre monde, certains êtres humains doivent être dans le besoin. Ce sont les malheureux qui, à la grande loterie de la vie, ont tiré un numéro perdant. Thomas Robert Malthus.

Le dépassement du travail

Contrairement à la lutte d'intérêts catégoriels qui reste prisonnière de la logique du système, la rupture avec les catégories du travail ne peut pas compter sur un camp social tout fait et objectivement déterminé. Elle rompt avec les faux impératifs d'une "seconde nature" : son exécution ne sera donc pas quasi automatique, mais une "conscience" négatrice - un refus et une révolte sans l'appui d'une quelconque "loi de l'histoire". Le point de départ de cette rupture ne peut pas être un nouveau principe abstraitement universel, mais seulement le dégoût qu'éprouve l'individu face à sa propre existence en tant que sujet de travail et face à la concurrence, ainsi que le refus catégorique de devoir continuer à survivre ainsi à un niveau toujours plus misérable.

Malgré sa suprématie absolue, le travail n'est jamais parvenu à effacer tout à fait la répulsion à l'égard des contraintes qu'il impose. À côté de tous les fondamentalismes régressifs et de toute la folie concurrentielle engendrée par la sélection sociale, il existe aussi un potentiel de protestation et de résistance. Le malaise dans le capitalisme existe massivement, mais il est refoulé dans la clandestinité socio-psychique, où il n'est pas sollicité. C'est pourquoi il faut créer un nouvel espace intellectuel libre où l'on puisse penser l'impensable. Il faut briser le monopole de l'interprétation du monde détenu par le camp du travail. La critique théorique du travail joue ici le rôle d'un catalyseur. Elle doit combattre de manière frontale les interdits de pensée dominants et énoncer aussi ouvertement que clairement ce que personne n'ose savoir, mais que beaucoup ressentent : la société de travail est arrivée à sa fin ultime. Et il n'y a aucune raison de regretter son trépas.

Seule une critique du travail, nettement formulée et accompagnée du débat théorique nécessaire, peut créer ce nouveau *contre-espace public*, condition indispensable pour que se constitue un mouvement social pratique contre le travail. Les querelles internes

du camp du travail se sont épuisées et deviennent toujours plus absurdes. Il est d'autant plus urgent de redéfinir les lignes de conflit social sur lesquelles peut se sceller un *pacte contre le travail*.

Il s'agit donc d'esquisser les objectifs qui sont possibles pour un monde qui aille au-delà du travail. Le programme contre le travail ne se nourrit pas d'un corpus de principes positifs, mais de la force de la négation. Si, pour les hommes, l'instauration du travail est allée de pair avec une vaste expropriation des conditions de leur propre vie, alors la négation de la société de travail ne peut reposer que sur la réappropriation par les hommes de leur lien social à un niveau historique plus élevé. Les ennemis du travail aspireront donc à la formation de fédérations mondiales d'individus librement associés qui arracheront à la machine du travail et de la valorisation tournant à vide les moyens d'existence et de production et en prendront les commandes. Seule la lutte contre la monopolisation de toutes les ressources sociales et des potentiels de richesse par les puissances aliénantes du marché et de l'État permet de conquérir les espaces sociaux de l'émancipation.

Cela implique aussi de combattre la propriété privée d'une manière nouvelle. Jusqu'à présent, la gauche ne considérait pas la propriété privée comme la forme juridique du système de production marchande, mais uniquement comme le mystérieux pouvoir subjectif que les capitalistes auraient de "disposer" des ressources. Ainsi a pu naître l'idée absurde de vouloir dépasser la propriété privée sur le terrain même de la production marchande. En général, la propriété d'État (*nationalisation*) apparaissait donc comme le contraire de la propriété privée. Mais l'État n'est que la communauté coercitive extérieure ou l'universalité abstraite des producteurs de marchandises socialement atomisés. Et par conséquent la propriété d'État n'est qu'une forme dérivée de propriété privée - peu importe qu'elle soit affublée ou non de l'adjectif "socialiste".

Avec la crise de la société de travail, la propriété privée devient aussi obsolète que la propriété d'État, car ces deux formes de propriété présupposent le procès de valorisation. Voilà pourquoi les moyens matériels qui leur correspondent sont en friche et mis sous séquestre. Et les employés de l'État, des entreprises ou de l'appareil judiciaire veillent jalousement à ce que cela reste ainsi et que les moyens de production pourrissent plutôt que de servir à un autre but. La conquête des moyens de production par les associations libres contre la gestion coercitive de l'État et de l'appareil judiciaire ne peut donc avoir qu'une signification : les moyens de production ne seront plus mobilisés dans le cadre de la production marchande pour approvisionner des marchés anonymes.

La discussion directe, l'accord et la décision commune des membres de la société sur l'utilisation judicieuse des ressources remplaceront la production marchande, tandis que se réalisera l'identité socio-institutionnelle entre producteurs et consommateurs (impensable sous le joug de la fin en soi capitaliste). Les institutions aliénées du marché et de l'État seront remplacées par un réseau de *conseils* dans lequel, du quartier au monde entier, les associations libres détermineront le flux des ressources en fonction d'une raison sensible, sociale et écologique.

Ce ne sera plus la fin en soi du travail et de l'"emploi" qui déterminera la vie, mais l'organisation de l'utilisation judicieuse de possibilités communes, contrôlée par l'action sociale consciente et non par quelque "main invisible" automate. On s'appropriera la richesse produite directement en fonction des besoins et non de la *solvabilité*. En même temps que le travail disparaîtront ces universalités abstraites que sont l'argent et l'État. Les nations séparées seront remplacées par une société mondiale qui n'aura plus besoin de frontières : chaque homme pourra y circuler librement et solliciter partout l'hospitalité.

La critique du travail est une déclaration de guerre à l'ordre existant, elle ne vise pas

à la création d'espaces "protégés", de niches, co-existant pacifiquement avec l'ordre existant et ses contraintes. Le mot d'ordre de l'émancipation sociale ne peut être que : *Prenons ce dont nous avons besoin !* Ne courbons plus l'échine sous le joug des marchés de l'emploi et de la gestion démocratique de la crise ! La condition en est que de nouvelles formes d'organisations sociales (associations libres, conseils) contrôlent les conditions de la reproduction à l'échelle de toute la société. Cette revendication distingue radicalement les ennemis du travail de tous les politiciens aménageurs de niches et de tous les esprits bornés qui visent un socialisme alternatif à la sauce rouge-verte.

La domination du travail divise l'individu. Elle sépare le sujet économique du citoyen, l'homme du travail de l'homme du temps libre, ce qui est abstraitement public de ce qui est abstraitement privé, la masculinité socialement instituée de la féminité socialement instituée, et elle place les individus isolés devant leur propre lien social comme devant quelque chose d'étranger qui les domine. Les ennemis du travail aspirent au dépassement de cette schizophrénie grâce à l'appropriation concrète du lien social par des hommes agissant de manière consciente et autoréflexive.

Le "travail" est par nature l'activité asservie, inhumaine, asociale, déterminée par la propriété privée et créatrice de la propriété privée. Par conséquent l'abolition de la propriété privée ne devient une réalité que si on la conçoit comme abolition du "travail". Karl Marx (*À propos de Friedrich List, Le Système national de l'économie politique, 1845*).

Contre les partisans du travail : un programme des abolitions

On reprochera aux ennemis du travail de n'être que des rêveurs. L'histoire aurait prouvé qu'une société qui ne se fonde pas sur les principes du travail, de la contrainte à la performance, de la concurrence libérale et de l'égoïsme individuel ne peut pas fonctionner. Voulez-vous donc prétendre, vous qui faites l'apologie de l'état de choses existant, que la production marchande capitaliste a vraiment donné à la majorité des hommes une vie à peu près acceptable ? Appelez-vous cela "fonctionner", quand c'est justement la croissance vertigineuse des forces productives qui rejette des milliards d'hommes en dehors de l'humanité et que ceux-ci doivent s'estimer heureux de survivre sur des décharges publiques ? Quand des milliards d'autres hommes ne peuvent supporter la vie harassante sous le diktat du travail qu'en s'isolant des autres, qu'en se mortifiant l'esprit et qu'en tombant malades physiquement et mentalement ? Quand le monde est transformé en désert simplement pour que l'argent engendre davantage d'argent ? Soit ! C'est effectivement la façon dont "fonctionne" votre grandiose système du travail. Eh bien, nous ne voulons pas accomplir de tels exploits !

Votre autosatisfaction se fonde sur votre ignorance et votre mauvaise mémoire. La seule justification que vous trouvez à vos crimes présents et futurs, c'est l'état du monde et celui-ci n'est fondé que sur vos crimes passés. Vous avez oublié et refoulé les massacres d'État nécessaires à l'intériorisation de votre "loi naturelle", loi selon laquelle c'est presque une chance d'être "employé" à des activités déterminées par d'autres et de se faire vampiriser toute son énergie pour la fin en soi abstraite de l'idole de votre système.

Pour que l'humanité soit en état d'intérioriser la domination du travail et de l'égoïsme, il a d'abord fallu extirper dans les anciennes sociétés agraires toutes les institutions d'auto-organisation et de coopération autodéterminée. Peut-être les jeux sont-ils faits. Nous ne sommes pas exagérément optimistes. Nous ne pouvons pas savoir si les hommes réussiront à se libérer de cette existence conditionnée. La chose est indécise : le déclin du travail peut conduire soit à la victoire sur la folie du travail, soit à la fin de la civilisation.

Vous nous objecterez qu'avec l'abolition de la propriété privée et de la contrainte d'avoir à gagner de l'argent, toute activité cessera et qu'une oisiveté générale s'installera. Vous avouez donc que l'ensemble de votre système "naturel" ne repose que sur la contrainte ? Et que c'est pour cette raison que vous craignez la paresse comme un péché mortel contre l'esprit de l'idole Travail ? Mais les ennemis du travail n'ont rien contre la paresse. L'un de leurs buts prioritaires est de rétablir cette culture de l'oisiveté que toutes les sociétés antérieures ont connue et qui fut anéantie pour que s'impose un productivisme effréné et privé de sens. C'est pourquoi les ennemis du travail fermeront d'abord, sans les remplacer, toutes les branches de la production qui ne servent qu'à maintenir impitoyablement la fin en soi délirante du système de production marchande.

Nous ne parlons pas seulement des secteurs d'activité qui représentent manifestement un danger public, comme les industries de l'automobile, de l'armement ou du nucléaire, mais aussi de la production de ces nombreuses prothèses de signification et de ces ineptes objets de divertissement supposés faire miroiter aux hommes de travail un ersatz d'existence pour leurs vies gâchées. Disparaîtra aussi l'immense part de ces activités qui n'existent que parce qu'il faut que la production de masse passe dans le moule de la forme-argent et du marché. Ou bien pensez-vous que les comptables, les spécialistes en marketing et les vendeurs, les VRP et les publicitaires resteront nécessaires quand les choses seront produites en fonction des besoins et que tous prendront simplement ce dont ils ont besoin ? Et pourquoi faudrait-il encore des inspecteurs des impôts et des policiers, des travailleurs sociaux et des administrateurs de la misère s'il n'y a plus de propriété privée à protéger, ni de misère sociale à administrer, et si personne n'a plus à être dressé au respect des contraintes aliénantes du système ?

Nous entendons déjà votre cri : *Et tous ces emplois !* Eh bien, parlons-en. Calculez donc un peu le temps dont l'humanité se prive chaque jour simplement pour accumuler du *travail mort*, administrer les hommes et huiler les rouages du système dominant. Du temps pendant lequel nous pourrions tous nous prélasser au soleil au lieu de nous éreinter à des choses sur le caractère destructeur, répressif et grotesque duquel on a écrit des bibliothèques entières. Mais soyez sans crainte ! La disparition des contraintes du travail n'entraînera nullement celle de toute activité. C'est l'activité qui changera de nature dès lors qu'elle ne sera plus enfermée dans une sphère de temps uniformes et linéaires, désensualisés, et sans autre fin qu'elle-même, mais qu'elle pourra suivre son propre rythme, variable selon les individus et s'intégrant dans un projet de vie personnel. Et quand, également, dans les grandes structures de production, les hommes détermineront eux-mêmes le rythme au lieu de se laisser dominer par le diktat de la valorisation d'entreprise. Pourquoi se laisser harceler par les exigences insolentes d'une concurrence imposée ? Il faut redécouvrir la lenteur.

Bien sûr, les activités domestiques et de soins apportés aux hommes - activités qui, dans la société de travail, sont rendues invisibles, séparées et définies comme "féminines" - ne disparaîtront pas. Il est aussi peu question d'automatiser des activités telles que cuisiner ou changer les couches des nouveaux-nés. Quand, en même temps que le travail, on aura aboli la séparation des sphères sociales, alors ces activités nécessaires pourront faire partie du domaine de l'organisation sociale consciente, au-delà des assignations sexuelles. Elles perdront leur caractère répressif, dès lors qu'elles ne se subordonneront plus les individus mais qu'elles seront accomplies au gré des circonstances et des besoins aussi bien par les hommes que par les femmes.

Nous ne disons pas qu'ainsi toute activité deviendra plaisante. Quelques-unes le seront plus, d'autres moins. Bien sûr, il y aura toujours des activités qu'il sera nécessaire d'accomplir. Mais pourquoi s'en faire, si la vie ne s'en trouve plus dévorée ? Et puis les

choses librement accomplies seront toujours plus nombreuses. Car l'activité constitue un besoin autant que le loisir. Même le travail n'a pas pu entièrement effacer ce besoin, mais il l'a instrumentalisé et vidé de son sang comme un vampire.

Les ennemis du travail ne sont les fanatiques ni d'un activisme aveugle, ni d'une inaction tout aussi aveugle. Le loisir, l'activité nécessaire et les activités librement choisies doivent être mis dans un rapport sensé, en conformité avec les besoins et les contextes de vie. Une fois soustraites aux impératifs capitalistes du travail, les forces productives modernes étendront massivement le temps libre de tous. Pourquoi passer des heures jour après jour dans les usines et les bureaux quand des machines peuvent nous dispenser de la plus grande part de ces activités ? Pourquoi faire suer des centaines de corps quand quelques moissonneuses-batteuses suffisent ? Pourquoi laisser l'esprit se perdre dans une tâche routinière qu'un ordinateur peut exécuter facilement ?

Cependant, pour atteindre ces buts, on ne peut reprendre qu'une infime part de la technique dans sa forme capitaliste. La majeure partie des structures techniques doivent être complètement transformées, car elles ont été élaborées d'après les normes bornées de la rentabilité abstraite, tout comme, pour la même raison, bien des possibilités techniques n'ont pas du tout été développées. Quoique l'électricité à base d'énergie solaire puisse être produite partout, la société de travail a besoin de gigantesques centrales nucléaires qui constituent une menace pour la vie. Et quoique les méthodes d'une production agricole respectueuse de l'environnement soient connues depuis longtemps, le calcul financier abstrait déverse des tonnes de poison dans l'eau, détruit les sols et empoisonne l'air. Et quoiqu'on puisse produire la plupart des choses facilement, sur place sans avoir à utiliser beaucoup de moyens de transports, on envoie des pièces détachées et des vivres faire trois fois le tour du globe pour des raisons relevant uniquement de la gestion d'entreprise. Une part considérable de la technique capitaliste est aussi insensée et superflue que la dépense d'énergie humaine qui lui est liée.

Par là, nous ne vous disons rien de nouveau. Et pourtant vous ne tirerez jamais aucune conséquence de ce que vous savez très bien vous-mêmes. Car, vous vous refusez à toute décision consciente : quels moyens de production, de transport et de communication est-il raisonnable d'utiliser ? Quels sont ceux qui sont nuisibles ou simplement superflus ? Plus vite vous ânonnez votre mantra de la liberté démocratique, plus grand est votre acharnement à refuser la liberté de décision sociale la plus élémentaire, parce que vous voulez continuer à servir le cadavre dominant du travail et ses pseudo-"lois naturelles".

Le travail lui-même est nuisible et funeste, non seulement dans les conditions présentes, mais en général dans la mesure où son but est le simple accroissement de la richesse ; voilà ce que démontrent les économistes, sans en être conscients. Karl Marx (*Manuscrits de 1844*).

Notre vie, c'est d'être assassinés par le travail. Nous gigotons au bout de la corde pendant soixante ans. Mais nous allons la couper à présent. À la lanterne ! Georg Büchner (*La Mort de Danton*, 1835).

La lutte contre le travail est une lutte antipolitique

Le dépassement du travail n'est pas une douce utopie. Sous sa forme actuelle, la société mondiale ne pourra pas durer encore cinquante ou cent ans. Mais que les ennemis du travail aient à faire à une idole Travail déjà cliniquement morte ne rend pas forcément leur tâche plus facile. Car plus la crise de la société de travail s'aggrave et les tentatives de rafistolage avortent, plus se creuse le fossé entre l'isolement des monades

sociales impuissantes et les exigences d'un *mouvement d'appropriation* qui englobe toute la société. La barbarisation croissante des rapports sociaux dans de vastes régions du monde montre que la vieille conscience dominée par la concurrence et le travail se maintient mais à un niveau toujours plus bas. Malgré tous les signes d'un malaise dans le capitalisme, la crise paraît spontanément prendre la forme d'une décivilisation qui s'effectue par poussées.

C'est justement face à des perspectives aussi négatives qu'il serait fatal de faire passer au second plan la critique pratique du travail comme programme social global, en se limitant à l'instauration d'une économie de survie précaire sur les ruines de la société de travail. La critique du travail n'a de chance que si elle lutte contre le courant de la désocialisation, au lieu de se laisser emporter par lui. Cependant, ce n'est plus par la politique démocratique qu'il faut défendre ce qui fonde la civilisation, mais contre elle.

Qui aspire à l'appropriation émancipatrice de l'ensemble du système social et à sa transformation peut difficilement ignorer l'instance qui, jusqu'à présent, en organise les conditions générales. Il est impossible de se révolter contre l'expropriation des potentiels sociaux sans se trouver confrontés à l'État. Car l'État ne gère pas seulement à peu près la moitié de la richesse sociale : il garantit aussi la subordination de tous les potentiels sociaux aux impératifs de la valorisation. De même que les ennemis du travail ne peuvent ignorer l'État et la politique, de même ils refuseront de jouer le jeu de l'État et de la politique.

Puisque la fin du travail est aussi la fin de la politique, un mouvement politique pour le dépassement du travail serait une contradiction dans les termes. Les ennemis du travail font valoir des revendications face à l'État, mais ils ne constituent pas un parti politique et ils n'en constitueront jamais un. Le but de la politique ne peut être que la conquête de l'appareil d'État pour perpétuer la société de travail. Les ennemis du travail ne veulent donc pas s'emparer des commandes du pouvoir, mais les détruire. Leur lutte n'est pas politique, elle est antipolitique.

Puisque à l'époque moderne l'État et la politique se confondent avec le système coercitif du travail, ils doivent disparaître avec lui. Tout le verbiage à propos d'une renaissance de la politique n'est que la tentative désespérée de ramener la critique de l'horreur économique à une action étatique positive. Mais l'auto-organisation et l'autodétermination sont le contraire même de l'État et de la politique. La conquête de libres espaces socio-économiques et culturels ne s'effectue pas par les voies détournées de la politique, voies hiérarchiques ou fausses, mais par la constitution d'une contre-société.

La liberté ne consiste pas à se faire broyer par le marché ni régir par l'État, mais à organiser le lien social soi-même - sans l'entremise d'appareils aliénés. Par conséquent, les ennemis du travail ont à trouver de nouvelles formes de mouvement social et à créer des têtes de pont pour reproduire la vie au-delà du travail. Il s'agit de lier les formes d'une pratique de contre-société au refus offensif du travail.

Les puissances dominantes peuvent bien nous considérer comme des fous parce que nous voulons rompre avec leur système coercitif irrationnel ! Nous n'avons à y perdre que la perspective d'une catastrophe vers laquelle ils nous conduisent. Au-delà du travail, nous avons un monde à gagner.

Prolétaires de tous les pays, finissez-en !

Groupe Krisis (extrait du site www.krisis.org)

Le groupe *Krisis* existe depuis quinze ans et publie la revue théorique *Krisis / Contributions à la critique de la société marchande* (en langue allemande).

Ce désir qui me travaille...

Nous ne produisons pas des marchandises, nous produisons des cadeaux
Brecht

Vicissitudes du labeur, du métier, du travail et de l'emploi (fictif)

Le passage historique, en Europe, du labeur au travail se fit à la faveur de l'expansion des villes à la fin du Moyen-âge : en même temps que la vie citadine se développait, étaient créés les premiers cadres *pré-démocratiques* : communes et villes libres, affranchies de la domination féodale et ecclésiastique, dépendant de leurs propres parlements (comprenant les notables issus des corporations), et gérant la vie civile. La force des cités, sur laquelle s'appuyait leur liberté, était de constituer des pôles de profit, d'échanges et de communication (commerce des grandes foires) et des foyers d'innovation technique (arts, artisanat, prototypes d'industries). L'homme passa ainsi du labeur, c'est-à-dire de l'état de bœuf (énergie des labours) à l'état d'homme, au sens individué du terme, au moins de manière embryonnaire, c'est-à-dire *d'homme de métier*.

L'homme de métier était *a priori* libre : non serf, non attaché à un seigneur, il inscrivait toutefois ses meilleures possibilités de survie, de vie, voire de bien-être, dans le cadre solidaire de la corporation modélisé sur celui de la cité et organisé selon la hiérarchie du compagnonnage "libre". *L'homme de métier* pouvait éventuellement être d'ailleurs une femme (assez rarement cependant).

Le métier impliquait l'art : le travail *de métier* consistait à produire, dans l'objet créé, une plus-value d'ordre symbolique et imaginaire (autrement dit du *sens*), cette plus-value n'étant pas monnayable, mais étant requise par *l'art de la belle ouvrage* qui imprimait dans l'objet le *tour de main* de l'ouvrier. La transmission du métier, alors, devint à la fois art et ordre "secret".

Les découvertes colombiennes (1492) vont exalter pendant un siècle la libération laïque soutenue par les villes libres et les républiques (ainsi Venise). Le système *franc*, c'est-à-dire libre, se développe à une vitesse extraordinaire - villes, parlements, tiers-État non paysan deviennent remuants, exigeants, influents. Les innovations techniques se multiplient. On rejette les dogmes (Rabelais, Bruno) ; les humanistes, Montaigne en tête, s'élèvent contre l'esclavage et le rejet des peuples découverts hors de l'humanité. C'est le siècle des premières *Utopies* : Campanella, Bacon, More.

Mais en un siècle, l'exploitation des ressources des terres inconnues et l'esclavage des peuples autochtones (ou par traite négrière) vont se mettre en place, tandis que le servage sera aboli en Europe occidentale. Pourtant les esclaves ne vinrent pas remplacer les serfs dans les campagnes françaises. Et ce n'est pas la charrue remplaçant la houe qui constitua cette révolution.

Il s'est passé autre chose, sur le plan symbolique : en découvrant, et imposant, une humanité "inférieure" encore inférieure au plus bas degré de la population occidentale (le serf), et en réifiant celle-ci en *matériau*, les puissances européennes se voient obligées d'unifier en quelque sorte l'uma-

nité que forment leurs populations autochtones : l'esclavage, aboli parmi les peuples des royaumes ouest-européens, sera réservé aux proscrits condamnés aux galères et aux peuples colonisés : l'occident ne découvrira plus de "peuple inférieur", mais la catégorie de *peuple inférieur*, elle, va demeurer.

La découverte des nouveaux mondes et leur annexion a permis d'inonder l'ancien de *métaux*. Les transports (maritimes, routiers, fluviaux), les chantiers navals, les premières industries (métallurgie, tissage de la soie, etc.) se développent : le volume de monnaie à frapper et à mettre en circulation augmente vertigineusement. Le commerce suit. Le capitalisme naît de cet afflux de métaux : la domination, le pouvoir, se diront par l'accumulation de monnaie et non plus seulement par la naissance, la noblesse d'épée ou l'état ecclésiastique. On a ici une mutation qui n'est pas sans rappeler l'autonomie de la *bulle* financière contemporaine après la déréglementation des marchés financiers des années 1990 (au moment de la chute du *Mur*).

Le capitalisme mourra-t-il de l'afflux de l'abstraction-argent comme il est né de l'afflux de l'or ?

Au XVII^e siècle, la structure sociale a été profondément modifiée, mais la Contre-Réforme a gagné contre l'humanisme. Le capitalisme ne naît donc pas seulement de l'afflux de métaux : il s'appuie sur une structure sociale/symbolique *reprise du Moyen-âge* par la Contre-Réforme qui réinstaure un imaginaire collectif où la vérité religieuse, redevenue centrale, s'appuie (et c'est cela la nouveauté) à la fois sur l'absolutisme et sur le mercantilisme (en France, ce sera l'affrontement entre Jansénistes et Jésuites). Autrement dit : le servage a été aboli, *mais les structures symboliques du servage, elles, perdurent.*

Le *métier*, progressivement industrialisé, devient *travail*. L'importance de la maîtrise du savoir-faire diminue, le *tour de main* n'est plus imprimé dans l'objet de série sortant des manufactures : les enfants aux petites menottes deviennent les travailleurs les plus rentables, les plus dociles, les moins gourmands. L'idée de la tâche parcellisée, débilitée, *facile* et *élémentaire*, l'enfant l'exprime idéalement aux yeux de l'industrie bourgeoise qui *infantilisera* donc progressivement le travail.

1848 : abolition de l'esclavage dans les colonies françaises. Mais le système qui avait produit l'esclavage, lui, n'est toujours pas dépassé : l'abolition va principalement consister à forcer les populations des colonies à embrasser la servitude volontaire du travail *dignifiant l'homme...* à l'image des enfants des usines européennes. L'accumulation par une minorité de la plus-value du travail de tous convertie en volume-monnaie continue et s'amplifie.

Le travail aujourd'hui exigé de la plupart des occidentaux dans les pays *post-industriels* consiste principalement en services : transports, communication, information, culture, éducation, formation, loisirs, secrétariat, restauration, vente et commerce, services sociaux, fonction publique, encadrement, maintenance, voirie, espaces verts, banques, assurances. La force de travail gestuelle n'est plus concentrée que dans quelques industries lourdes, la confection, le bâtiment et les travaux publics (et ateliers entre artisanat et industrie dont les plus "performants" œuvrent dans les technologies de pointe). L'industrie agro-alimentaire est l'une des formes industrielles qui fait le plus appel à l'automation hors les pays *émergents*.

Car, si l'on veut que le tiers-monde travaille à moindre coût, il faut bien maintenir le modèle du travail dans les *pays industrialisés* : *le système symbolique initial (celui du servage) n'est donc toujours pas aboli*. Or, le travail *occidental* est en voie de disparition. D'ailleurs, il s'appelle dorénavant *emploi*.

Renvoyant à l'argent (au salaire) et non au travail, le terme *emploi* est choisi par les Réthoriciens du capital pour éviter d'avoir à employer le terme de *travailleur* à qui la *doxa* marxiste a conféré une singulière puissance de *sujet* - et donc de légitimité du travail face au capital. C'est un terme remarquablement flou : l'emploi, c'est ainsi qu'on appelle, au théâtre ou au cinéma le *type de rôles auquel un acteur est voué* ; l'emploi dit aussi que c'est le marché qui est actif, c'est lui qui emploie (le travailleur, lui, *s'emploie*, ainsi qu'on le disait au XIX^e des domestiques). Mais *emploi* se dit aussi du salaire : il y a de braves gens qui ne voient pas à quoi *employer* leur salaire - ils n'ont pas le temps d'en jouir, travaillant trop, et il ne leur vient surtout pas à l'idée de *s'arrêter de travailler*). La rhétorique répugnante de *l'emploi* repose clairement sur la mystification du travail *injustifié et obligé* répondant donc aux exigences d'un système symbolique *féodal*.

Identifié à l'argent (symbole des symboles, médiation abstraite), le travail est réifié.

C'est aujourd'hui à visage découvert que l'emploi justifie l'aliénation : le salaire anime le jeu de Monopoly (consommation/production/spéculation) et octroie le temps libre (*salaire social*) nécessaire à la consommation : *loisir* que le capital *s'emploie* à organiser dans ce but et à son profit.

Aux yeux du capitaliste dont la fortune dépend de plus en plus des secteurs tertiaires (*travail mort*, improductif selon la *doxa* classique libérale), c'est donc la relation commerciale, *l'acte commercial lui-même* qui se présente comme *force de travail* - d'où la nouvelle colonisation : l'intelligence, la culture, l'enseignement, les soins, la justice, les relations sociales elles-mêmes doivent devenir *matière première* et fabriquer ainsi directement, sans passer par une transformation manufacturière coûteuse, de l'abstraction-argent. L'exemple le plus criant de cette exploitation de matière cervicale directement transmutée en pognon est le "créatif" publicitaire.

Ainsi il y a cinquante ans le capital faisait de la *réclame* : c'est lui qui était en demande ; il y a trente ans, il se mit à la *publicité* : il s'affirmait *chose publique* ; maintenant, il *communique* : il prétend régir la relation humaine. Pour *travailler*, l'occidental *se dope* : du sportif asservi aux sponsors au trader asservi à la coke en passant par les innombrables décervelés du prozac - plus d'angoisse, partant plus d'idée de révolte. L'alcoolisme chronique du travailleur européen moyen s'enivrant, après le travail forcé, devant le loisir forcé de la télé est une réalité connue qui ne le cède pas de beaucoup sur le cauchemar de l'aliénation décrite dans *l'Assommoir* de Zola.

Les services auparavant délégués à l'État, et duquel celui-ci tirait sa légitimité *sociale*, sont exigés par le capital comme devant lui revenir. Nouveau marché des petits boulots : peut-être un jour, *être l'ami de quelqu'un* sera un job juteux - un coup à faire saliver les agences de placement.

L'emploi, dépourvu de toute plus-value porteuse de sens, dévore le tissu des relations humaines : il faut affectiver la relation à l'entreprise, convivialiser les

rapports, multiplier les loisirs et sorties en commun, développer la *culture d'entreprise* : le gouvernement interne du comité d'entreprise consiste à organiser la dépendance affective, relationnelle, "socio-culturelle" au travail, dans des bâtiments rutilants de transparence et de reflets, dépersonnalisés, abstraits et déshumanisés : royaume des sectes para-religieuses qui vendent aux entreprises des séminaires de formation au "développement personnel" et à "l'esprit positif". Avec l'appui du dopage, cet appareil du décervelage convivial, outre la dépendance affective forcée du travailleur à l'entreprise, prétend se substituer à l'absence de plus-value symbolique et imaginaire et faire sens.

Au désinvestissement de l'espace, du réel et du corps se substitue le surinvestissement du temps, du virtuel et de l'abstraction : la plupart des objets produits au cours de ces dix dernières années où le processus capitaliste a plié devant l'abstraction pure de la forme-argent sont *des vides*.

De même qu'au haut Moyen-âge les ermites du désert, psalmodiant leur devise *ora et labora (prie et travaille)*, fabriquaient la journées des paniers qu'ils détressaient le soir afin d'avoir des paniers à tresser le lendemain, terrifiés par le risque de l'oisiveté qui les eût laissé désarmés en plein soleil face au *démon de midi*, le capitalisme s'évertue à inventer des emplois *forcés et superflus* (au sens strict : *emplois fictifs*) les mieux payés étant ceux des "métiers de la finance", gestion, investissements, etc.

Le travail et le progrès

Or, le travail, en dehors de toute connotation ou valeur morale, est indiscutablement, non pas une "activité" au sens biologique et zoologique du terme (chasse, nourriture, sexe, soins à la progéniture *ne sont pas, dans cet ordre, du travail*), mais une *création*. Précisément la création d'artefacts. Entendons : des artefacts *inutiles* en regard de la satisfaction des besoins décrits plus haut. Si la race humaine n'est pas la seule, parmi le genre animal, à produire des artefacts, elle est la seule à produire des artefacts de *nature abstraite*, c'est-à-dire inutiles du point de vue de la fameuse *loi naturelle*. Cette inutilité constitue l'abstraction à partir de laquelle se génère un mouvement autonome de l'individu vers sa liberté. Cette capacité d'abstraction fondamentale est due au fait de produire des objets répondant à un *désir*, conscient et formulé ou non, et non à un besoin (le besoin, selon la loi naturelle du monde animal, ne réclame pas un *travail* pour être *satisfait* : le meurtre de la proie et le viol de la femelle ne suffisent-ils pas "naturellement" à en satisfaire certains ?).

Le travail aurait donc à voir avec l'expression du désir doublé de la conscience que *l'Autre* puisse se reconnaître dans les artefacts produit par chacun - par extension : que l'ensemble des individus puisse reconnaître leur humanité dans chaque artefact. C'est cela qui constitue l'abstraction nécessaire à la *réalité* d'un monde humain *vivable*. La *logique* portée au degré d'aberration totalitaire que le capitalisme nomme abstraction et qu'il brandit comme sa loi divine n'est pas *ab/straction*, mais consiste à s'interposer dans la libre relation humaine et à dévorer celle-ci.

La production d'artefacts relève donc aussi de la communication et de la *représentation*. À partir de là, l'être humain *fait travail de tout*, c'est-à-dire : ses activités sont effectuées en vue de produire *du sens* ou de s'inscrire en lui.

Élever un enfant ne se résume pas à l'alimenter, le vêtir, le dresser à "gérer ses besoins". La psychanalyse a montré à quel point *faire ses besoins* (pipi-caca) était, pour un petit humain, *produire du sens*. Cette dimension symbolique et imaginaire est au premier chef ce qui justifie la relation humaine : c'est à partir d'elle, et d'elle seule, que se réalise la médiation (et non pas en supposant un *tiers abstrait* présidant la relation - dieu, fric ou vérité - et qui masque toujours son instrumentalisation). La médiation se crée, se tisse, se construit et se conserve *par le seul fait relationnel* : le *medium* (qui donne une objectivité à la médiation) en est alors la production du travail que génère la relation et *notamment et surtout l'érotisation de celle-ci* : outil, objet d'art, œuvre de langage ou de représentation. Le premier geste humain érotisant la relation pour y inscrire du sens est pour l'enfant *de fabriquer de ses mains un cadeau à sa mère*. S'il est trop jeune pour ouvrager lui-même son cadeau, il lui fera le plus beau caca du monde.

Cette dynamique créatrice du travail libre objectivant la médiation humaine suppose que les individus en relation disposent évidemment *tous* du même accès au langage, aux référents culturels, aux systèmes symboliques, aux maîtrises technologiques, aux savoirs-faire. Ce que, par définition, le mode capitaliste interdit en *marchandant* aujourd'hui jusqu'aux signes et aux systèmes signifiants (afin de maintenir un maximum de gens dans l'illusion et l'ignorance).

Le premier besoin auquel répond le travail, c'est paradoxalement de réduire l'effort, d'éviter la fatigue. Les progrès technologiques sont, depuis l'aube de l'humanité, absolument tous générés par **l'idée de s'emmerder le moins possible** (de la pierre taillée à l'imprimerie, la machine à vapeur, à laver et l'ordinateur) : *cela n'est pas là autre chose que le noyau dur du désir et de l'acte révolutionnaires*. C'est bien évidemment pourquoi *tous les pouvoirs*, sans exception, et le capitalisme n'y échappe pas, ont pour réflexe immédiat de réduire l'innovateur au silence, d'occulter l'innovation - avant d'être sûrs de pouvoir la contrôler pour leur seul profit.

Il est donc absurde d'opposer le travail à l'oisiveté, puisque ce qui légitime la création d'artefacts est de se libérer du besoin : *l'homme a conscience* que l'effort brut, naturellement contraint (et non *singularisé* dans un exploit qui ressort aussi d'une *idée* de l'acte gratuit tel que vouloir par exemple grimper la paroi à pic de la montagne juste pour dire) *le déshumanise*. Le travail implique donc réflexion, créativité, critique, recherche, jugement, expérimentation, vérification, proposition, audace, courage, imagination, partage **et plaisir**. C'est en premier lieu le plaisir qui est évacué du concept du travail pour être réduit à la *convoitise forcée ou consentie du salaire*. Le plaisir est réifié à l'alimentaire. Freud vint malgré lui au secours du système en opposant principe de réalité à principe de plaisir - ou plutôt en montrant en réalité que le système symbolique occidental repose sur cette antinomie aberrante. Ramené au besoin, le désir devient alors contrôlable, modélisable, conditionnable.

Avoir réussi à *inverser* la production d'artefacts en contrainte et à *culpabiliser* l'humanité porteuse de liberté (c'est-à-dire au sens strict d'oisiveté) est l'une des vertus dont s'enorgueillit le capitalisme. Elle a consisté, et consiste toujours, à maintenir l'équilibre entre l'effet de libération et l'effet de

contrainte, de manière à contenir l'humanité sur la ligne du progrès technologique qui nourrit le profit et de l'empêcher d'accéder au progrès socioculturel : il n'y a qu'à voir comment le capitalisme s'acharne à faire de chaque artefact libérateur un boulet, un instrument de contrainte (crédit qui fait de la machine à laver un objet de torture qu'on a tous les jours sous les yeux chez soi, transports en commun devenant bétaillères et cercueils ambulants, ordinateurs portables pour faire des heures supplémentaires chez soi - travail mort compensé par le travail noir).

Le progrès, au sens capitaliste, consiste donc à produire des artefacts symboliquement libérateurs mais pratiquement coercitifs. Ainsi est maintenue la fracture ontologique (qu'affectionne tant le religieux) entre *le sens* et le *corps*, entre le *réel* et l'*abstraction*, c'est-à-dire l'impossibilité pour l'individu d'accomplir ce qui lui apparaît comme production signifiante, de se *signifier* lui-même dans un système symbolique donné - et éventuellement critiquable - librement. Ainsi est aussi interdite l'*autocréation non-violente* d'une société et d'une civilisation dignes du qualificatif d'humaines.

L'aliénation des élites

L'*abstraction* actuelle consiste à être persuadé que, sans contrainte, l'humanité n'inventerait rien et perdrait ses facultés créatrices, culturelles, intellectuelles - entendez : occidentales. Cette terreur est quasi universellement intégrée en Occident et contamine le monde. Terreur qu'en sortant du capitalisme et de sa loi du progrès, l'humanité *régresserait* à l'état des peuples amérindiens et aborigènes : cette terreur reste, dans l'inconscient collectif occidental, exactement ce qu'elle fut lors de la *découverte* des dits peuples, c'est-à-dire la *terreur produite par la culpabilité de leur massacre*. De ces peuples aucun occidental n'a rien compris, et ne peut rien comprendre ; leurs civilisations, leurs cultures, leurs imaginaires, leurs systèmes symboliques et intellectuels, leurs doutes et leurs révoltes lui sont, et lui restent, totalement hermétiques : car accéder à cette compréhension impliquerait de renoncer à ce qui, dans l'identité de l'occidental, se fonde précisément sur ce traumatisme de la *découverte* de l'autre, qui consista dans le *génocide*, c'est-à-dire dans la *négarion de l'humanité de cet Autre*. Le premier effet de cette culpabilité fut d'abolir *chez soi* le servage - mais en en gardant la structure, instaurée ailleurs par le crime et la loi.

S'il est une raison qui motive la critique absolue du capitalisme comme symptôme d'une catastrophe psychique collective, c'est que son développement, de nature terrorisante *parce que terrorisée*, repose sur la *négarion de l'humanité*. Aujourd'hui, le caractère *humano-négatif* du capitalisme apparaît clairement. La perversion du travail, entre autres, en est l'un des effets. Cette négarion de l'humain est parfaitement intégrée par les élites du capital, incapables de *se projeter* dans la créativité gratuite, selon la devise "tout travail mérite salaire" (parfaite expression de la malédiction biblique retournée en servitude volontaire, c'est-à-dire de l'aliénation intégrée).

Les élites déduisent de leur propre aliénation l'idée que seule la compétitivité des travailleurs peut nourrir des créations et innovations. Ce système projette sur les travailleurs le même traumatisme d'angoisse morbide (sans argent tu crèves) que celui des conquistadors massacreurs et force l'intégration

de cette angoisse. Les innovations sont inlassablement présentées comme des *bienfaits* de la civilisation (ce que d'ailleurs elles sont pour beaucoup), et aussitôt transmutes en nouvelles contraintes, anxiogènes, morbides et meurtrières.

Le capitalisme a vidé le travail de sa dimension symbolique et imaginaire qui est non seulement *sa seule justification humaine*, mais aussi précisément *son but*, dans la mesure où cette dimension d'un collectif intelligible et sensé constitue notre humanité une vivante, parlante et agissante - l'*identité sociale* dans laquelle nous nous reconnaissons tous, au-delà des cultures.

Le travail libre et intelligent

Le *travail* a donc une fonction et un objectif essentiellement socio-culturels, dans l'élaboration desquels chacun est *indispensable* en tant que créateur producteur de sens. Le fonctionnement de l'imaginaire capitaliste montre bien que l'organisation du travail et sa définition réifiante *produisent un certain type d'organisation sociale, un certain système symbolico-signifiant, une certaine culture*. Et c'est précisément de cette culture-là dont nous ne voulons pas.

L'abolition du salariat, c'est-à-dire **l'abolition du travail et de l'argent, ainsi que du système qui les lie l'un à l'autre**, ne peut être accomplie que par une masse d'individus, sinon libérés de cette angoisse et de cette culpabilité, du moins profondément *conscients de la nature symbolique collective qu'elles revêtent, et des raisons profondes de cette symbolique anxiogène et mortifère*.

Il y a là un véritable *travail* collectif à mener et accomplir - avant tout avec les exclus du travail : *l'aliénation du travail est l'expression de la culpabilité génocidaire*. C'est donc aussi de cette manière que nous ne céderons pas à l'aliénation-miroir de l'aliénation capitaliste au travail forcé qui consisterait, en diabolisant le travail, à nier le désir souverain en chacun de production de sens : ce qui aboutirait au piège totalitaire dans lequel ont plongé jusqu'ici la plupart des révolutions.

Aucune création, aucune innovation produite par le monde capitaliste, qu'elle soit de nature technologique ou culturelle, *n'est, en soi*, totalement négative et à bannir d'un monde post-capitaliste. Y compris et surtout les innovations meurtrières pour la bonne raison qu'elles doivent constituer la mémoire de l'échec et à ce titre participer de la connaissance universelle.

Il ne s'agit pas de régresser, pour autant qu'il serait possible d'imposer un ordre du monde qui serait régression. Il y a, et il y aura, un énorme travail, d'analyse, d'étude, d'information, d'échange, de discrimination, d'auto-organisation, d'expérimentation de formes et de systèmes différents : une société postcapitaliste libérée de l'aliénation coupable/culpabilisante ne pourra donc restreindre *les réseaux d'échanges* (libre déplacement des individus, communications, transports, traductions, etc.). Cette dimension de l'interaction nécessitera la sauvegarde et l'usage, dans les meilleures conditions de sécurité technique et écologique, de l'appareil technologique mondial générant tout ce qui touche aux transports et aux communications. Étant entendu que cet appareil (comme tout artefact) sera d'autant mieux perfectionné, une fois abolie la limite coût/profit.

Tout un chacun doit pouvoir choisir et relier, d'une manière absolument nouvelle, les acquis culturels, technologiques, de toute civilisation. Un exemple : on sait aujourd'hui que les forgerons africains de l'antiquité (les plus renommés au monde alors) produisaient de l'acier. Or, on ne comprend absolument pas comment, sans hauts-fourneaux, ils ont pu faire. En levant la chape de plomb qu'a posé le capital sur elles, combien *d'inventions interdites* pourront apparaître au jour ? La voiture électrique, inventée par un ingénieur français en 1880, a été mise au rancart devant la perspective d'exploitation pétrolière et l'appétit de M. Ford ; la production d'énergie par *fusion* atomique (reproduction du processus solaire - et non par fission meurtrière) a été expérimentalement réalisée il y a dix ans, et écrasée par les trusts du nucléaire ; la possibilité de guérir le paludisme par des plantes sud-américaines (œuvre d'un biologiste colombien) a été noyauté par les laboratoires américains ; la fabrication d'interféron de synthèse (élaboré par un médecin grec et efficace sur certains cancers et surtout sur la sclérose en plaques) fut étouffée en 1984 (les médecins qui résistèrent et voulurent l'imposer furent *radiés* de l'ordre des médecins). La liste des innovations interdites par le capital serait *évidemment* vertigineuse.

L'éducation, la sauvegarde de la mémoire, la préservation et la transmission, à tous les niveaux des productions passées et présentes de l'humanité, doivent être les priorités : c'est à cette condition que le sens d'une humanité *investie* peut être porté. Car la différence entre le monde capitaliste et le monde d'où le salariat, le capital et le travail forcé sont abolis est la différence entre une humanité aliénée, désinvestie d'elle-même, et une humanité *qui s'investit* dans elle-même.

Il faut reconnaître une chose : l'ordre capitalisme, fondé sur la culpabilité au moins autant que sur la convoitise, a généré (paradoxe facilement compréhensible) des artefacts *libérateurs* et *source de plaisir* en un nombre étonnant : la plupart des objets produits par le capitalisme (jusqu'en 1990 au moins) concentrent en eux un volume sidérant de connaissance et de liberté. Car, l'aliénation capitaliste a fait que les hommes, **parce qu'ils créaient sous la contrainte**, ont *projeté souvent le meilleur de leur liberté, de leur intelligence, de leur espoir et de leur plaisir* dans les objets créés.

Cela, ce dépôt séculaire, doit être préservé et repris, non dans la contrainte mais dans la réhabilitation du désir. Car les artefacts produits par le capitalisme contiennent, en eux-mêmes, *un sens, une dimension symbolique et imaginaire* dont le capital interdit l'accès à *la conscience sociale*. Il y aurait beaucoup à apprendre des contenus de liberté et de sens des objets et outils. Il ne s'agit donc pas de faire de *tout* le passé table rase, mais de réorienter *totale*ment *l'état des choses* : je ne veux pas d'un monde où l'on ne pourrait plus s'endormir en écoutant *la voix* de Léo Ferré, quand chaque terminal domestique peut être, gratuitement bien sûr, relié à une *banque mondiale* de toutes les musiques...

C'est ainsi que la notion d'art, traditionnellement opposée au travail par l'anarchisme, m'amène ici à formuler la critique d'un certain angélisme anarchiste à ce propos • **Critique de l'expresssionisme** : l'art répond évidemment à la liberté d'expression, mais il n'est pas identifiable ni réductible au *besoin de s'exprimer* (qui relève d'ailleurs plutôt du *désir*). • **Critique de**

l'épanouissement personnel : l'art épanouit la personnalité du créateur, mais il n'est pas non plus réductible au personnalisme individualiste béat. • **Critique de l'esthétisme** : l'art ne s'inféode à aucun concept du beau et nul ni aucune autorité ne peut prescrire les formes de l'art. • **Critique du loisir** : l'art n'est pas réductible au loisir - dans un monde qui abolit la contrainte du travail, la question de l'art/loisir ou de l'art/travail ne se pose pas. • **Critique de l'amnésie**. Il ne peut y avoir d'art postcapitaliste, au sens anarchiste du terme, qui voudrait ignorer les œuvres et les formes passées et leur *contenu de vérité* : on n'imagine pas des musiciens jeter le jazz aux orties sous prétexte qu'il aurait été produit sous l'ordre capitaliste - de même n'importe quel genre et forme passés. L'éducation et la pratique artistique doivent nécessairement former chacun à l'esthétique, aux techniques et aux savoirs faire qui l'intéresse : *Tout artiste doit pouvoir disposer de la totalité du registre atteint par son époque* (Adorno).

L'art a aussi pour fonction de sauvegarder la vigilance, la critique, et d'aiguiller les attentions vers le risque de sclérose, de fixité, en un mot : il doit ébranler les représentations collectives, sociales, imaginaires, qui tendent toujours à constituer un ordre stable. Car il y aura toujours besoin de *neuf* et de signifier ce qui ne va pas, là où cela ne va pas, et pourquoi - parce qu'il y aura toujours quelque chose qui n'ira pas quelque part : une société postcapitaliste qui ne rirait pas, et surtout ne serait pas capable de rire d'elle-même serait l'expression du parfait cauchemar de l'échec.

Sous cet angle, l'art a la mission de pressentir les impasses et de les signifier *directement* à l'imaginaire créateur et à la volonté des hommes *en appelant à ce sujet la sensibilité de leur désir*.

Imagine...

Tout être humain, dans le champ de la connaissance, disposera du temps nécessaire pour prendre la mesure, s'il veut, *de la totalité du registre atteint par son époque* dans les domaines de la pensée, des sciences, des cultures, des arts et des techniques.

De même chacun pourra choisir d'être spécialiste (médecin, musicien, pédagogue, artisan, agriculteur, marin, etc.) ou généraliste, de s'accomplir dans un métier particulier durant un temps relativement long ou au contraire de multiplier fonctions et expériences. De même, il pourra changer d'avis à ce sujet, et à n'importe quel moment de sa vie.

On peut imaginer que chacun contribuerait, une année par décennie, dans le domaine de ses diverses compétences, à assurer le bon fonctionnement des infrastructures et productions nécessaires au bien commun et des services publics (fabrication des biens de consommation courante, des outils & automates, transports, communication, construction, dans la mesure où l'intervention humaine y serait nécessaire pour encadrer l'automatisation de ces secteurs, et services de santé, éducation, formation, recherche scientifique, arts et rites de mort : les *spécialistes* dans ces secteurs pourraient exercer leurs compétences selon une organisation qui tendrait à la permanence, mais ne requérant de chacun qu'un jour par semaine en moyenne). Ce *service* décennal ne serait pas considéré comme un travail mais bien plutôt comme l'expression de la responsabilité collective et sociale de chacun selon le principe que *qui*

veut bénéficier de tout doit contribuer à ce que tous bénéficient de tout (Bakounine : *Ma liberté n'existe que si elle contribue à augmenter celle d'autrui*).

La notion même de travail, d'œuvre ou d'ouvrage, dès lors, s'appliquerait ou non à toute activité - plus généralement le terme pourrait s'entendre comme le résultat intelligible d'une réalisation libre mise par son auteur à la disposition d'autrui. Chacun maîtrisera tous les degrés de son œuvre, de la conception à la réalisation, en étant le dépositaire de l'expérience de tous.

Une société postcapitaliste aura donc instauré la gratuité pour chacun de la satisfaction de ses besoins humains vitaux et sociaux (alimentation, logement, vêtement, éducation, culture, loisirs, transports, énergies primaires et outils automates - de l'ordinateur à la perceuse en passant par l'aspirateur en leurs formes perfectionnées), interdit l'exploitation du travail et mis au rang des crimes contre l'humanité le profit financier, l'accumulation privée (individuelle, familiale, clanique, régionale ou nationale) de richesses et toute forme de domination et d'autoritarisme d'un individu ou d'un groupe sur les individus et les groupes. Cela nécessitera donc aussi des institutions éthico-légales.

La base de cette société, c'est le travail libre et intelligent. À commencer par l'œuvre de réflexion et d'imagination à partir du réel qu'exige le projet de cette société.

C'est surtout et d'abord une société qui fera le pari des expérimentations sans postuler a priori que tel ou tel système doit être le meilleur. Il n'est pas forcément nécessaire d'abolir la bagnole si on est capable de produire des véhicules peu consommants, non polluants et à vitesse limitée, qui répondent à la liberté légitime de mouvement de l'individu, dans le temps et l'espace.

Le choix de telle ou telle organisation collective et culturelle, selon son propre système de représentation symbolique sera libre : il sera possible également de partager des manières de vivre et de penser différentes, de voyager entre des sociétés différemment organisées mais respectant le tabou de non-domination, d'exploitation du travail et de non-profit - et bien sûr de non-gaspillage, non-pillage des ressources naturelles et protection des écosystèmes.

Travail collectif et travail individuel ne s'exclueront pas l'un l'autre - le travail collectif sera auto-initialisé et auto-organisé. Les infrastructures seront pensées pour accueillir toutes les initiatives.

La mutation révolutionnaire vers une telle organisation sociale solidaire nécessite, cela paraît évident, un énorme travail, une énorme mobilisation collective - de manière le temps venu à auto-organiser les structures sans briser les circuits (production, approvisionnement, maintenance de l'appareil technologique mondial - cela veut dire aussi vider les poubelles et recycler les ordures). Son accomplissement nécessitera aussi l'ouverture immédiate, à tous, partout, de tous les champs du savoir, et la mobilisation réciproque de tous ceux qui peuvent transmettre quelque chose.

Mais surtout, et avant tout, il faudra aux balayeurs du capitalisme la capacité de ne pas céder au dogme de l'efficacité commandée et de l'angoisse. L'obstacle à cette mutation, c'est l'aliénation par l'angoisse qui tous, nous contraint à des réflexes de vitesse, d'efficacité, de certitudes imposées, de méfiance réciproque, de peur et de négation de l'autre. Ce conditionnement

nous pousse à chercher, produire et imposer des systèmes symboliques, de nature idéologique, proclamant la vérité et qui veulent toujours forcer l'union des masses en désinvestissant l'individu de lui-même pour s'imposer en dogme intouchable d'un nouvel ordre menteur maintenu par la violence.

Les moyens de lutte nous sont connus : la grève générale de l'anarcho-syndicalisme (la grève non seulement autogérée mais aussi, et aussitôt, autogestionnaire en regard de l'outil de production : c'est-à-dire se saisissant de lui), le boycott, le sabotage (fabrication délibérée de produits défectueux, blocage de réseaux), manifestations, désobéissance civile (paralyse du système en d'assez multiples points névralgiques du monde pour le mettre à bas le jour venu).

Mais la condition de cette lutte s'appelle aussi : travailler à se libérer soi-même de la contrainte intériorisée. Cela nécessite réflexion, discussion, solidarité impérative, et surtout : sens de la ruse.

Ce n'est pas une utopie : c'est la condition sine qua non du futur. Pas de la survie de l'humanité (survie ne pourrait se dire qu'en termes traumatisants, de terreur, de culpabilité, d'interdits à la pensée, à la recherche, à l'innovation sous la férule de pouvoirs religieux et dans le cadre de systèmes sociaux figés et inégalitaires récusant tout changement face à la clôture éco-planétaire), mais de la vie, créatrice, pleine et entière, d'une humanité enfin décidée à se libérer de la terreur d'elle-même.

Car la seule force du capitalisme, c'est la terreur : la menace du néant à laquelle il a voué et voue les peuples terrifie ceux qui y soumettent leur conscience servile et anxieuse. Ce néant prend la figure de l'oisiveté et, pour la majorité des occidentaux, toutes classes confondues, l'oisiveté prend le visage des sociétés exterminées à partir du XV^e siècle par l'Europe et les USA à sa suite (bien d'autres auparavant avaient ouvert la voie royale des massacres). Dans notre inconscient collectif, ce qui nous terrifie dans le visage de ces "peuplades", ce n'est pas la perte des acquis du progrès occidental, c'est, sous la figure du néant morbide de l'oisiveté, l'identification aux martyrs du capitalisme occidental. Car il n'y a pas de demi-mesure possible : admettre le capitalisme implique d'accepter son fondement génocidaire et de le justifier. C'est-à-dire de voir réellement dans les victimes du capital un danger que celui-ci aurait eu (et a) raison d'écarter et d'éliminer. En d'autres termes : le capitalisme ne cesse de tuer pour effacer les traces indélébiles de ses crimes...

Mais l'histoire nous apprend que toutes les puissances génocidaires régressent ensuite sous la coupe d'autres "civilisations" dominantes... dont jusqu'ici aucune n'a su éviter le génocide fondateur.

Il est possible que la mondialisation puisse enfin être l'occasion d'échapper au meurtre collectif, c'est-à-dire d'accéder à la promesse réelle d'une véritable civilisation... Mais il est aussi possible qu'elle soit celle de l'anéantissement.

Anne Vernet (adhérente à la CNT française)

Sources • Theodor Adorno, *Esthétique* (Klincksieck, Paris 1974) • Alain Bihl, *Du "grand soir" à "l'alternative"* (éditions Ouvrières 1991) • Cornélius Castoriadis, *Le monde morcelé* (Seuil 1990) • Gilles Châtelet, *Vivre et penser comme des porcs* (Gallimard Folio 1998) • Wilhem Reich, *Les hommes dans l'État* (Payot 1978) • André Reszler, *Esthétique anarchiste* (PUF 1973).

LES ÉDITEURS

Les Éditions du Monde libertaire

Depuis quelques décennies maintenant, les *Éditions du Monde libertaire* brandissent haut et clair le drapeau de la révolution sociale. Chaque brochure, chaque livre, est une cartouche que la révolte peut mettre dans le fusil de l'espoir.

Est-il besoin de le préciser, les *Éditions du ML* ne sont financées que par les ventes, par vous... que par et pour toutes celles et tous ceux qui ont dans le cœur un autre présent et un autre futur de liberté, d'égalité, d'entraide, d'autogestion...

Les Éditions du Monde libertaire

145 rue Amelot, 75011 Paris, 01.48.05.34.08

Les Éditions Alternative Libertaire

Francophones et internationales, les éditions *Alternative Libertaire*, depuis 1975, se veulent un espace autonome d'expressions, de critiques sociales et de débats. Ancrées dans le courant historique libertaire, les éditions *Alternative Libertaire* se situent au confluent des sensibilités anarchiste, d'écologie sociale, anarcho-syndicaliste, féministe et socialiste antiautoritaire. Elles sont ouvertes à toutes les démarches anti-capitalistes et émancipatrices de notre époque.

Les éditions *Alternative Libertaire* se veulent une agora, un espace de discussions entre tous les individus et les collectifs qui se retrouvent dans le large mouvement multiforme de celles et ceux qui refusent l'exploitation cannibale du capitalisme et l'oppression de tous les pouvoirs.

De par ses choix, les éditions *AL* ne vivent que par la volonté agissante d'une poignée d'activistes et le soutien, indispensable, de ses lectrices et lecteurs. Alors, si comme nous, vous pensez qu'en cette période de confusion idéologique aucune des vérités toutes faites du passé ne produira d'autres futurs. Si vous avez envie d'échanger, de communiquer, de dialoguer, de polémiquer, d'éclairer l'action par la réflexion... n'hésitez pas à nous envoyer un texte !

Les Éditions Alternative Libertaire

<http://perso.wanadoo.fr/libertaire/> - libertaire17@wanadoo.fr

***Tout ce vous avez toujours voulu savoir
sur l'anarchisme se trouve dans les librairies***

- **L'Autodidacte**, 5 place Marulaz, 25000 Besançon
- **L'Insoumise**, 128 rue St-Hilaire, 76000 Rouen
- **La Plume Noire**, 19 rue Pierre Blanc, 69001 Lyon
- **LAR**, 9 rue de Malakoff, 35000 Rennes
- **Publico**, 145 rue Amelot, 75011 Paris